ENQUÊTE SUR
l'histoire
Septembre – Octobre 1998 ▲ N° 28 ▲ 38 F

LA GUERRE DES BOERS
récit-entretien
de BERNARD LUGAN



# MUNICH 1938 HITLER

LES ÉQUIVOQUES DE MUNICH
François-Georges Dreyfus

NAISSANCE DU IIIᴱ REICH
Jean Mabire

LA WEHRMACHT EN 1938
Philippe Masson

DE VERSAILLES À MUNICH
Philippe Conrad

L'IMPOSTURE TCHÉCO-SLOVAQUE
Henry Bogdan

M 4250 - 28 - 38,00 F - RD

# S O M M A I R E

## Munich, 1938, l'année Hitler


*Cavalier boer*




*L'Anschluss*




*Daladier et Hitler à Munich*



En couverture : Adolf Hitler




*Directeur de la Rédaction : Dominique Venner*
*Directeur de la publication et gérant : Gérald Penciolelli*
*Directrice artistique : Céline Puybareau-Manaud*
*Secrétaire de rédaction et Relations publiques : Véronique Villain*

*Ont collaboré à ce numéro :*
*Jean-Paul Angelelli, Jacques Berrel, Henry Bogdan, Éric Bonilardi, Pierre Bonnefont, Jean-Joël Brégeon, Guy Chambarlac, Jean-François Chiappe, Gilbert Comte, Philippe Conrad, Vincent Duruy, François-Georges Dreyfus, Jean Kappel, Georges Laffly, Bernard Lugan, Jean Mabire, Macha Manski, Philippe Masson, Jean-Jacques Mourreau, Guillaume Sassetot, Virginie Tanlay, Jean-Claude Valla, Éric Vatré, Charles Vaugeois, Dominique Venner.*

**Enquête sur l'histoire**
est édité par la société EC2M.
Sarl au capital de 50 000 F. RC Paris B 385 099 528.
Siège social : 60 Bd Malesherbes, 75008 Paris. Tél. : 01.40.05.10.08.
Imprimerie Roto-quadri.
N° de commission paritaire 73718. Dépôt légal à parution ISSN 1166-1232
Bulletin d'abonnement, bon de commande encartés non numérotés entre les pages 34 et 35.

### L'ADN ET LA RECHERCHE HISTORIQUE

# Naundorff ne serait pas Louis XVII

Mort à Delft (Pays-Bas) le 10 août 1845, Karl-Wilhelm Naundorff fut considéré par les autorités néerlandaises comme le fils de Louis XVI. Elles le firent inscrire sur le registre des décès sous le nom de Charles-Louis de Bourbon. Depuis cette époque, nombreux sont les « naundorfistes » qui ont cru que le mort de Delft était l'héritier légitime des Capétiens. Certitude contredite par l'analyse ADN menée par l'équipe du professeur Jean-Jacques Cassiman du Centre de génétique humaine de l'université catholique de Louvain et confirmée par les chercheurs du Laboratoire de génétique moléculaire du CHU de Nantes. Publiée dans l'*European Journal of Human Genetics*, l'analyse a porté non sur l'ADN contenu dans le noyau des cellules, mais sur l'ADN qui se trouve dans les mitochondries (les « centrales énergétiques » de la cellule). Plusieurs milliers d'exemplaires de l'ADN mitochondrial sont présents dans une cellule, ce qui favorise sa survie dans les échantillons biologiques anciens. Cette ADN est transmise par la mère. L'analyse comparative a été pratiquée sur des restes de Naundorff (humérus et cheveux) conservés par la police de Delft après une exhumation pratiquée en 1950. Des cheveux de deux sœurs de Marie-Antoinette (Jeanne-Gabrielle et Marie-Joseph), conservés dans un couvent de Klagenfurt (Autriche) ont servi à l'analyse comparative. L'authenticité de ces cheveux a elle-même été prouvée par des échantillons prélevés sur les descendants actuels, par les femmes, de la famille royale, Anna de Roumanie et André de Bourbon-Parme. Pour les chercheurs, le test ADN a montré *« de façon concluante que les restes de Naundorff ne peuvent être identifiés comme ceux de Louis XVII »*. Une conclusion qui n'a pas convaincu les « naundorfistes ». Ceux-ci demandent que l'on procède à une nouvelle exhumation, car, selon eux, les restes conservés par la police de Delft le furent dans des conditions qui ne permettent pas de conclure à leur authenticité.

On sait que les tests ADN ont apporté des réponses à d'autres énigmes historiques. Ainsi ont-ils permis de détruire la légende selon laquelle le mystérieux Kaspar Hauser aurait été un bâtard de la grande-duchesse de Bade, née Stéphanie de Beauharnais. Ce sont aussi des tests ADN pratiqués en 1997 sur un squelette conservé par la police de Francfort qui ont apporté la preuve que Martin Bormann, chef de la chancellerie du Reich, était mort à Berlin en mai 1945. Dans ce cas précis, l'analyse génétique a été effectuée à la demande des deux enfants de Bormann.

TALLANDIER

**V. D.**

## Qu'est-ce que l'ADN ?

L'ADN (acide désoxyribonucléique) est une molécule présente dans toutes les cellules de l'organisme. Elle contient environ trois milliards et demi d'informations qui définissent le code génétique propre à chaque individu : c'est l'empreinte génétique, comparable aux empreintes digitales. On estime à une chance sur trois milliards la probabilité de rencontrer deux empreintes génétiques identiques entre deux non-jumeaux. Cette « signature chromosomique » propre à chaque individu a été découverte en 1984 par un Britannique, Sir Alec Jeffries. Pour effectuer un test génétique, il suffit de prélever quelques milliardièmes de grammes d'ADN. Un cheveu est suffisant s'il possède son bulbe, mais également un morceau d'ongle, des gouttes de sang, une dent, un morceau d'os, bref, tout ce qui provient du corps humain.



## Des Troyens en Amérique du Sud

Ancien directeur de l'Institut des sciences de l'homme de Buenos Aires, Jacques de Mahieu est bien connu pour avoir publié en 1977 un ouvrage établissant la découverte de l'Amérique par des navigateurs scandinaves plusieurs siècles avant Christophe Colomb. Voici que paraît chez Pardès un ouvrage posthume (l'universitaire est mort en 1990) qui rapporte une série de faits plus troublants encore.

Dans une première partie, l'auteur propose d'abord un survol passionnant de la préhistoire des peuples européens, depuis la civilisation mégalithique jusqu'à la guerre de Troie (XIII[e] siècle avant notre ère). Cette partie, quand bien même on en contesterait certaines assertions, justifierait en soi la lecture du livre. Elle sert de socle au développement qui suit et qui repose sur les recherches archéologiques poursuivies par l'auteur lui-même et sur les fouilles conduites dans le nord-ouest de l'Argentine pendant près de cinquante ans par un archéologue français, Émile Wagner.

Comment expliquer la présence en Argentine de menhirs rappelant ceux de l'âge du bronze européen, ou encore la découverte de 75 000 pièces de céramique (datées du XIII[e] siècle avant notre ère par le Centre de recherche nucléaire de Strasbourg), semblables à celles que Schliemann déterra dans les ruines de Troie ? Comment expliquer la présence d'inscriptions runiques ou la présence de toponymes aussi incongrus que *Tule* (Thulé) ou *Troya* (Troie) ? Dans ce dossier rédigé avant sa mort, Jacques de Mahieu propose une explication qui ne peut être complètement rejetée. Un groupe de rescapés de Troie (navigateurs réputés) aurait franchi l'Atlantique pour s'établir dans le « Nouveau Monde » voici plus de trois mille ans. Un dossier renversant.

**V. D.**

**Jacques de Mahieu,** *La fabuleuse épopée des Troyens en Amérique du Sud.* **Éditions Pardès (9, rue Jules-Dumesnil, 45390 Puiseaux), 200 pages, nombreuses illustrations et photos, 120 F.**

## ••• EXPOSITIONS ••• EXPOSITIONS ••• EXPOSITIONS ••• EXPOSITIONS •••

■ L'année Mansart.

Des expositions :

– « François Mansart (1598-1666) : le génie de l'architecture ». L'ensemble des dessins et gravures.

**Du 17 octobre 1998 au 17 janvier 1999. Hôtel de Rohan. Tél. 01 40 27 62 18.**

– « Hommage à François Mansart ». Aquarelles et dessins de Mansart vus par l'architecte contemporain Jean Pattou.

**Du 19 septembre au 26 octobre 1998, au Château de Maisons. Tél. 01 39 62 01 49. Du 24 novembre au 22 décembre 1998, à la Maison Mansart. Tél. 01 48 87 41 03.**

Un livre :

– Première monographie française sur François Mansart, éditée par Gallimard sous la direction de Jean-Claude Babelon et Claude Mignot.

**230 X 290 mm, 308 pages, 210 illustrations (dont 90 en couleurs), 290 F.**

Un colloque :

– Les 27 et 28 novembre 1998, « Mansart et compagnie ».

**Château de Maisons. Tél. 01 39 62 01 49.**

■ Jusqu'au 20 octobre 1998, Affiches de la Grande Guerre. Historial de la Grande Guerre.

**Château de Péronne. BP 63. 80201 Péronne cedex. Tél. 03 22 83 14 18.**

■ Jusqu'au 22 novembre 1998, « Aux soldats de la Grande Guerre. Il y a 80 ans, l'Armistice ».

**Musée municipal de Toul. 25, rue Gouvion-Saint-Cyr. 54200 Toul. Tél. 03 83 64 13 38.**

■ A l'occasion du 350[e] anniversaire de la signature des traités de Westphalie, une exposition se tient du 15 septembre au 31 octobre 1998 à l'hôtel de la Monnaie de Paris, sous la présidence d'Hélène Carrère d'Encausse. Des documents rares y sont présentés, parmi lesquels l'original du traité de Münster et le testament politique attribué à Richelieu. Dans le cadre de cette commémoration, l'Imprimerie nationale édite un ouvrage intitulé *1648, Paix de Westphalie. Vers l'Europe moderne.*

■ « L'histoire du pouvoir politique en France, l'évolution de ses formes et de ses fondements du XVI[e] siècle à nos jours. » Cycle de conférences organisé par l'Association des historiens que préside Emmanuel Le Roy Ladurie.

**Du 19 octobre 1998 au 14 janvier 1999 à 19 heures. Inscriptions et informations : 01 48 75 13 16.**

■ Les armes de chasse du XVI[e] siècle à nos jours. Avec le concours du musée de la Chasse et de la Nature et du Muséum d'histoire naturelle. Château de Langeais, du 3 octobre 1998 au 3 janvier 1999.

**Ouverture tous les jours (sauf le 25 décembre). Tél. 02 47 96 72 60.**

## LE MASSACRE DE LA FAMILLE IMPÉRIALE RUSSE

# La cérémonie expiatoire du 17 juillet 1998 et les problèmes de la recherche en identité

Après avoir beaucoup hésité, le président Boris Eltsine a présidé les funérailles officielles de la famille impériale au jour anniversaire du massacre d'Ekaterinbourg, le 17 juillet 1918.

Les commentaires de la presse française n'ont donné qu'une faible idée de ce que fut cette cérémonie expiatoire dans la cathédrale de la forteresse Pierre-et-Paul à Saint-Pétersbourg. C'est là que reposaient jadis les tsars, avant que les bolcheviks ne profanent leurs sépultures et ne jettent leurs restes dans la Neva.

Accompagné de son épouse Naïna, le président russe s'est longuement incliné devant les catafalques, la main sur le cœur. « *Nous devons clore par le repentir ce siècle qui fut pour la Russie un siècle sanglant,* a-t-il dit. *En rendant à la terre les corps de ces innocents, nous voulons racheter le péché qu'a représenté ce geste d'une cruauté insensée. Pendant de longues années on s'est tu, mais il faut dire la vérité sur l'une des pages les plus honteuses de notre histoire. Sont coupables ceux qui ont commis ce meurtre mais aussi ceux qui ont justifié pendant des décennies cette cruauté insensée. Nous sommes tous coupables* », a répété celui qui, au temps où il était secrétaire du parti communiste pour la région de Sverdlovsk, sur ordre supérieur, fit raser la maison Ipatiev où le massacre avait été commis, afin qu'elle ne deviennent pas un lieu de pèlerinage.

Tous coupables ? Il ne peut s'agir que des ex-communistes. Le peuple russe en tant que tel ne saurait être tenu coupable d'un massacre qui inaugurait les pires horreurs du XX^e^ siècle et dont il a été lui-même la victime.

Abandonné de tous, bousculé par ses propres généraux, Nicolas II avait signé son abdication le 2 (15) mars 1917. Cinq jours plus tard, le gouvernement provisoire décidait l'arrestation du couple impérial et de ses cinq enfants. Leur calvaire commençait. Il devait se poursuivre dans l'humiliation, les brimades et l'angoisse durant onze mois jusqu'au massacre collectif du 17 juillet 1918 ordonné par Lénine et exécuté sur place par le tchékiste Yacob Yourovski, fils d'un rabbin de Tobolsk.

Des contestations se sont élevées au sujet des restes solennellement inhumés le 17 juillet 1998 à la cathédrale Pierre-et-Paul. En 1979, après de nombreuses recherches, un géologue, Alexandre Avdonine, a découvert dans une fosse de la région d'Ekaterinbourg trois crânes qu'il pense être ceux de membres de la famille impériale. Il se tait et les enterre à nouveau, par crainte du KGB. Dix ans plus tard, à la faveur de la Perestroïka, il fait état de sa découverte. De nouvelles fouilles sont entreprises qui permettent la mise à jour de neuf squelettes ainsi que de bijoux et d'effets personnels.

Après tout un travail de reconstitution ces squelettes sont identifiés comme ceux du tsar, de l'impératrice, de trois de leurs enfants (hormis Anastasia et Alexis), ainsi que des quatre proches ou domestiques (dont le Dr Botkine). Les tests ADN semblent confirmer ces identifications, notamment celui de l'impératrice Alexandra (née princesse de Hesse), dont l'ADN correspond à celui d'un de ses parents, le prince Philip d'Édimbourg, dont la grand-mère était une sœur d'Alexandra. Néanmoins, certains scientifiques russes ont contesté la validité des tests d'ADN qui n'auraient pas apporté une absolue certitude.

Ces scientifiques n'ont donc pas donné leur aval aux conclusions de la commission gouvernementale qui s'est prononcée sur l'authenticité des ossements. C'est pourquoi, craignant une supercherie, le patriarche Alexis II, primat de l'Église orthodoxe russe, a refusé de participer à la cérémonie du 17 juillet, tout en ordonnant ce même jour des offices funèbres pour les martyrs dans toutes les églises de Russie. Il s'en est expliqué dans une déclaration publiée par notre confrère *Le Figaro Magazine* du 18 juillet 1998 : « *Le saint-synode a évidemment tenu compte des sentiments du peuple chrétien, dont une bonne partie doute de l'authenticité des ossements* [...]. *Selon la doctrine chrétienne (orthodoxe), la volonté divine se manifeste dans l'union des hiérarques, du clergé et des laïcs, autrement dit, de l'Église tout entière. Cette symphonie revêt une importance particulière puisque l'empereur Nicolas II pourrait être mis au nombre des martyrs. Qu'une partie des croyants vénère ces ossements comme de saintes reliques et qu'une autre les considère fausses est impensable pour l'Église.* »

Sur le contexte historique et les circonstances du massacre de la famille impériale, on se reportera à Dominique Venner, *Les Blancs et les Rouges, histoire de la guerre civile russe* (Pygmalion, 1997).

**VINCENT DURUY**


TALLANDIER

***Photo de la famille impériale en 1907. Nicolas II, l'impératrice Alexandra et leurs cinq enfants, Olga, Tatiana, Maria, Anastasia et le petit tsarévitch Alexis. Tous ont été massacrés le 17 juillet 1918.***

## Tambow : mémoire sélective

1942 à 1945, près de cent quarante lle Alsaciens et Lorrains ont été enrô dans l'armée allemande. Plusieurs lliers d'entre eux connurent la capti é dans les camps soviétiques. Près dix mille y disparurent à tout jamais, ns que l'on sache ce qu'il advint ıux. Relâchés au compte-gouttes, les vivants revinrent porteurs de déran ants témoignages sur le système ıcentrationnaire soviétique.

l'Allemagne orientale jusqu'aux loin nes républiques asiatiques, plus d'une ıtaine de camps ont été répertoriés où transitèrent les Alsaciens et les rains. Le plus tristement célèbre est ıi de Tambow, à 350 kilomètres au l-est de Moscou. C'est le camp 188 cé sous l'autorité du NKVD. Travail ;é et tentative de « retournement poli ıe » sous l'égide de « kapos » et de nmissaires politiques, sous-alimenta ı, humiliations, violences, au mépris conventions internationales appli les aux prisonniers de guerre. Le taux mortalité y fut particulièrement élevé, tout au cours de l'hiver 1944-1945. ize mille Alsaciens et Lorrains y ɔurneront parmi trente mille autres prisonniers allemands, italiens, roumains ou hongrois. Plus de douze mille hommes y laisseront leur vie et seront ensevelis dans les charniers de la forêt de Rada, dans l'indifférence du monde.

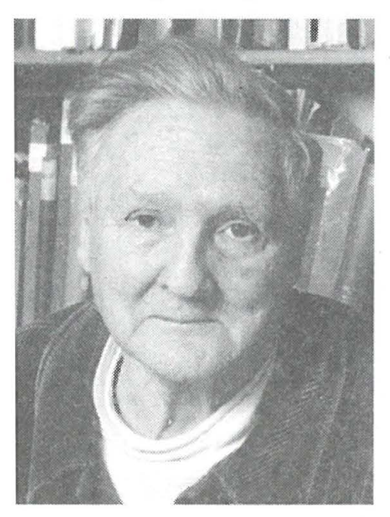
De tout cela, il n'a pas été question le 8 août dernier à Tambow où le secrétaire d'État aux Anciens combattants, Jean-Pierre Masseret était présent pour l'inauguration du mémorial international et interconfessionnel et d'une petite stèle dédiée à la mémoire des Alsaciens et des Lorrains disparus. La dédicace figurant sur la stèle ne retient que l'incorporation *« au mépris du droit »* par l'Allemagne. Silence sur la responsabilité du régime communiste. Pire : parmi les délégations officielles, plastronnait un Alsacien, ancien stagiaire de l'École antifasciste de Krasnogorsk, au mieux avec les responsables communistes du district de Tambow.

Cette danse sur les charniers laisse un douloureux sentiment aux rescapés de Tambow et l'un d'entre eux m'a dit : *« Cinquante ans après notre calvaire, on continue à manipuler les vivants et les morts. »*

**JEAN-JACQUES MOURREAU**

# Pierre Boutang (1916-1998)

Pierre Boutang se disait volontiers *« homme d'avant-hier et d'après-demain »*, lui si actif pourtant dans les querelles du siècle. Il est vrai que la censure, l'envie, l'ignorance se conjuguaient pour tenter de mettre hors jeu cette force que l'esprit du moment ne pouvait digérer.



En 1939, jeune agrégé de philosophie, il tient la revue de presse de *L'Action française*. Il fait partie, en 1943, à Alger, de l'équipe de Giraud. En 1947-1948, avec Brigneau et Blondin, il rédige *La Dernière lanterne*, clandestine. Il fonde en 1955 *La Nation française* avec l'équipe la plus brillante de l'après-guerre (Jules Monnerot, Philippe Ariès, Roger Nimier, Gilbert Comte, A. Robin, P. Andreu, Raoul Girardet, etc.). Redevenu professeur, il enseigne en Sorbonne en 1976. Politique, et dans ce domaine je le dirais fidèle à Maurras plutôt que maurrassien, polémiste incendiaire, Boutang est avant tout un philosophe (un théologien, dit-il vers la fin). Poète aussi, et romancier. Son œuvre montre une envergure d'esprit étonnante. Sa culture intimidait. Il vivait vraiment avec Platon et Heidegger, avec les poètes (de Dante à La Fontaine, de Scève à W. Blake, d'Eliot à Supervielle) qui nourrissaient sa pensée. Mais n'oublions pas saint Augustin et Vico.

Vico, ce fut la révélation de la cinquantaine. Le cycle des trois âges (divin, théorique, humain) lui permettait d'échapper à l'histoire linéaire, à son illusoire progrès.

Et la persistance de l'héroïque dans l'âge des hommes, individualiste, dissocié, lui faisait attendre un proche *ricorsi* (que Spengler, par exemple exclut). Son œuvre prépare cette sortie hors de la fosse du nihilisme, hors de cette époque sans couleurs (elle hait les différences), usurière, où le seul instrument de mesure est l'argent. Son royalisme était là : l'espérance d'un Prince protégeant le Pauvre et gardien des lois non écrites. Boutang fut « gaulliste » en ceci : l'élection du président au suffrage universel lui paraissait la seule chance de mettre au pouvoir *« l'homme de la nation »*, au lieu d'un politicien. Cet homme hors des partis, il le voyait dans le chef de la maison de France. Ce n'est pas le chemin que prend la V^e République. D'autre part, il ne reniait rien, et ne fut jamais de ceux qui s'acharnent à refiler à Pétain l'ardoise du désastre, pour parler comme Loustaunau-Lacau.

Né en 1916, Pierre Boutang est mort le 27 juin. De ses livres, il faut citer au moins *Ontologie du secret* (PUF), l'un des maîtres-textes métaphysiques de notre siècle, dit Georges Steiner, *Maurras*, *Karin Pozzi* et les romans (*Le Purgatoire*, *Le Secret de René Dorlinde*, *Quand le furet s'endort*, *La Maison un dimanche*) tous ces livres aux éditions de la Différence, *Apocalypse du désir* (Grasset). Si d'autres, comme *Reprendre le pouvoir* ou *La Fontaine politique* sont absents des librairies, il faut s'en prendre aux trois Gorgones citées au début.

Cet homme d'études n'était pas un homme de cabinet, même si à la fin de sa vie il ne quittait plus son perchoir de Saint-Germain-en-Laye. Avant cela, il avait accumulé réunions publiques, procès, bagarres et conciliabules discrets ; il est vrai que l'époque poussait à l'effervescence. Parodiant Hölderlin, je dirai qu'il alliait *« la pensée la plus profonde »* à *« la vie la plus vivante »*.

**GEORGES LAFFLY**

Mort le 27 juin 1998 à l'hôpital de Saint-Germain-en-Laye, Pierre Boutang est né le 20 septembre 1916 à Saint-Étienne où il fait toute sa scolarité, avant d'entrer à l'École normale supérieure. Agrégé de philosophie en 1939, il dirige la revue de presse du quotidien *L'Action française* d'une façon qui lui vaut les éloges de Robert Brasillach dans *Notre Avant-guerre*. Rebatet l'évoque aussi dans *Les Décombres*, de façon beaucoup plus grinçante, leurs positions ayant divergé pa rapport à la guerre à partir de septembre 1939. Professeur au lycée de Clermont-Ferrand en 1940, puis à Rabat en 1941, il se rallie au général Giraud après le débarquement allié de novembre 1942 en Afrique du Nord, et devient même chef de cabinet de Jean Rigault, secrétaire aux Affaires politiques, jusqu'à l'éviction de Giraud à la fin de 1943. Victime du conflit opposant gaullistes et communistes aux giraudistes, il est radié des cadres de l'enseignement à la Libération, sur ordre de René Capitant. Il se consacre alors au journalisme politique et fonde notamment en 1955 l'hebdomadaire néo-maurrassien *La Nation française* qu'il fait évoluer vers un gaullisme de raison après 1958, et dont il interrompt la publication en 1967. Cette même année, il est réintégré dans l'éducation nationale et soutient sa thèse, *L'Ontologie du secret*, en 1973. Son élection à la Sorbonne (Paris IV) en 1976, comme maître de conférences, en remplacement d'Emmanuel Lévinas, déchaîne une campagne de protestations animée par Jacques Derrida, Jean Bollack, Pierre Bourdieu, Pierre Vidal-Nacquet, etc. Mais il reçoit le soutien de Maurice Clavel et de François Mitterrand. Il cesse d'enseigner en 1986, se consacrant dès lors à la rédaction de nombreux ouvrages, essais philosophiques et romans cités par Georges Laffly.

## Naissance du royaume de Hongrie

A partir de 862, pourchassés par les Petchénègues, les Magyars (ou Hongrois), peuple d'origine finno-ougrienne, venus de la région méridionale de l'Oural, envahissent la plaine du Danube sous le commandement de leur prince Arpad. Poursuivant leur marche, ils dévastent les régions voisines, détruisent la Grande Moravie (906/908), ravagèrent la Thuringe, la Bavière, la Souabe, l'Italie du Nord, jusqu'au moment où l'empereur Othon le Grand, par sa victoire du Lechfeld (10 août 955), les rejette dans le pays auquel ils ont donné leur nom. Le duc Géza (972-997) favorise l'introduction du christianisme et la conversion des Hongrois est réalisée autoritairement sous le règne de son fils saint Étienne I^er (997-1038). Saint Étienne organisa son pays sur le modèle franc, en comitats. Mais la conversion, trop rapide et imposée par le roi, suscita de vives oppositions ; la mort de saint Étienne fut suivie d'une période d'anarchie. Le redressement s'amorce dès la fin du XI^e siècle. Béla III (1172-1196), qui a été élevé à Constantinople, introduit en Hongrie la civilisation byzantine. Il épouse Marguerite, comtesse du Vexin, sœur du roi de France Philippe-Auguste.

**V. T.**

**« La Hongrie de l'an mil. Naissance d'une nation européenne ». Musée de Normandie. Salle de l'Échiquier des ducs de Normandie. Château. 14000 Caen. Tél. 02 31 86 06 24. Jusqu'au 2 novembre.**

## ARCHÉOLOGIE

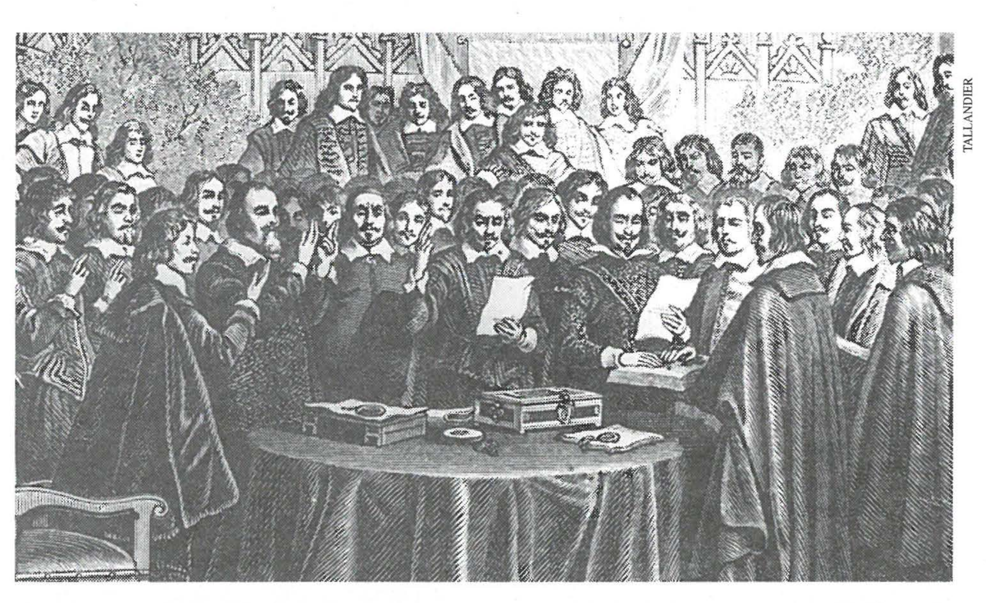
# Les secrets du tonneau de chêne

Voici plus de 2 000 ans, les Gaulois furent les inventeurs du tonneau de chêne. Des études scientifiques poussées confirment ce qu'ils avaient découvert empiriquement. Aujourd'hui, seuls les grands vins – soit 3 à 4 % de la production mondiale – prennent corps dans des barriques en bois. Les autres se contentent de cuves en inox ou en plastique. La maturation des grands crus en fût est une nécessité. C'est le bois qui donne au vin ses saveurs et ses arômes. Nos ancêtres le savaient déjà. Un vieil adage disait même : *« pas de bon vin sans tonneau »*. Huit années de recherche au sein de la tonnellerie Demtos, fondée en 1825, ont permis aux chimistes de prouver que les barriques en bois permettent un apport régulier et mesuré en oxygène, indispensable à la maturation et à la stabilisation du vin. Des analyses ont révélé également les propriétés chimiques du bois. Ainsi le chêne (en particulier celui provenant de l'Allier et de la forêt de Tronçais) donne des arômes de noix, de clou de girofle, de vanille, et s'harmonise le mieux au caractère fruité du vin. Le châtaignier, en revanche, apporte des composés plus amers. Le choix du bois est donc crucial. *« Pas de bon tonneau sans bon bois »*.

Pages réalisées par Éric Bonilardi, Vincent Duruy, Georges Laffly, Jean Mabire, Macha Manski, Jean-Jacques Mourreau, Virginie Tanlay, Dominique Venner

# De 1648 à 1938

Le hasard des commémorations fait bien les choses. En marge de notre dossier sur Munich et l'année 1938, nous évoquons aussi les traités de Westphalie qui mirent fin en 1648 à la guerre de Trente Ans (p. 15). Résultat de longues négociations entre toutes les parties, ils ont tracé le cadre stable d'un équilibre européen qui a duré plusieurs siècles. On ne peut imaginer plus bel hommage à la sagesse des hommes d'État de ce temps, au premier rang desquels Mazarin. Contrairement à une interprétation fréquente, ces traités furent beaucoup moins nuisibles à l'Allemagne qu'on ne l'a dit. On peut même soutenir que, sur le long terme, la multiplicité des États allemands s'est révélée plus favorable à la bonne santé de la germanité que l'uniformité étatique ne le fut pour la francité.


TALLANDIER

*Signature des traités de Westphalie en 1648. Le cadre de l'équilibre européen fondé sur la souveraineté des États historiques est tracé pour plus de deux siècles.*

Le triomphe du centralisme français portait en germe l'assèchement du corps vivant de la nation, la mort des communautés, la fabrication d'individus déracinés. Inversement, la diversité « féodale » de l'Allemagne, maintenue jusqu'en 1871 et même au-delà, fut une cause essentielle de la vigueur allemande si évidente au moins jusque vers le milieu du XXe siècle.

Cette incidente ne nous éloigne pas de l'année 1938, dont notre dossier examine les multiples implications non seulement du point de vue français, mais aussi sous le regard allemand, autrichien, hongrois, slovaque, tchèque, etc. Il nous semble que l'une des façons de faire avancer l'information historique est de montrer en quoi les Européens d'alors, particulièrement les Français et les Allemands, ne se comprenaient pas, enfermés chacun dans des logiques opposées.

Un exemple : les Français qui avaient invoqué le principe des nationalités et le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes pour protester contre l'annexion à l'Allemagne de l'Alsace et de la Moselle après 1870, ne voulaient pas comprendre que les Allemands puissent invoquer à leur tour ce même principe en faveur de leurs compatriotes des Sudètes annexés en 1919 à la Tchécoslovaquie.

Face aux dangers de cette époque, les gouvernements français successifs ont-ils agi avec sagesse ? La catastrophe sans précédent de l'été 1940 apporte la réponse. Concernant Hitler, parler de sagesse serait un abus de langage. Notons seulement que, s'il a joué habilement en 1938, il s'est lourdement trompé l'année suivante dans son appréciation des intentions britanniques.

Au cours de la dangereuse partie que livrent alors les puissances, un seul dirigeant conserve la tête à peu près froide sans s'abuser, c'est Staline. Que le personnage soit haïssable est une autre question. Contrairement aux dirigeants français qu'aveuglent les souvenirs de 1870 et 1914, il a compris que Hitler ne s'intéresse pas à la France. Le Führer ne souhaite pas de conflit à l'ouest. Tous ses projets expansionnistes sont tournés vers l'est et la Russie, ainsi qu'il l'a écrit dans *Mein Kampf.* A partir de 1935, les efforts de Staline ont donc pour but de détourner la menace en suscitant une situation de guerre à l'ouest entre la France et l'Allemagne. Il n'est certainement pas seul en cause. Force est cependant d'observer que les événements se sont enchaînés comme il pouvait le souhaiter.

La leçon de cette histoire conserve toute son actualité. Il est aujourd'hui toujours aussi difficile qu'autrefois de percer les intentions de partenaires ou d'adversaires. En ce domaine, malgré la formidable accumulation des moyens d'investigation et de communication, les choses ne se sont guère améliorées depuis 1648. En son temps, avec ses maigres moyens, Mazarin fut un ministre beaucoup plus avisé et perspicace que ses lointains successeurs de 1919 ou 1939. Il ne cédait pas aux passions, connaissait à fond la carte historique de l'Europe et savait jouer aux échecs.

**DOMINIQUE VENNER**

# Un conflit qui a passionné l'Europe

ENTRETIEN AVEC BERNARD LUGAN

**En 1899, éclatait en Afrique du Sud une guerre totale. Elle opposa pendant près de trois ans l'Empire britannique aux républiques boers du Transvaal et de l'Orange. La guerre des Boers mit ainsi aux prises deux peuples blancs : l'un luttant pour sa survie et l'autre pour sa suprématie. Cette guerre du « David » boer contre le « Goliath » anglais fut un conflit international puisque, face à des forces venues de tout l'Empire britannique, les Boers furent renforcés par des volontaires français, allemands, italiens, irlandais, américains, hollandais, scandinaves, serbes, etc. Les Boers suscitèrent un immense courant de sympathie en Europe. Pour venir à bout de leurs adversaires, les Britanniques enfermèrent tous les civils boers dans des camps dits de « reconcentration » où mourut une génération de femmes et d'enfants. Puis, pratiquant la politique de la « terre brûlée », ils incendièrent plus de 25 000 fermes. Mais, contrairement à une idée reçue, la guerre des Boers ne fut pas qu'une guerre de Blancs. Dans les deux camps, des Noirs participèrent activement aux opérations.**

**Dans *La Guerre des Boers*, livre qu'il publie chez Perrin, Bernard Lugan ne se contente pas de raconter les épisodes militaires de ce conflit, il en explique les origines, et en montre les conséquences. Entretien avec l'auteur.**

DR

*Typique cavalier boer, armé d'un vieux fusil Martini-Henry capturé sur les Anglais. Gravure publiée en première page de* ***L'Illustration*** *du samedi 20 janvier 1900.*

**Enquête sur l'histoire : Malgré leur grande infériorité numérique, malgré leur absence de formation militaire, les Boers ont longtemps dominé leurs adversaires et infligé aux troupes britanniques de cuisantes défaites. Comment expliquer ce paradoxe ?**

**Bernard Lugan :** Il importe de balayer ici une idée reçue car, durant la première phase de la guerre, celle qui voit le déroulement victorieux de leur offensive, les Boers disposent de deux à trois fois plus de combattants que les Britanniques réduits à 17 000 hommes. C'est d'ailleurs pourquoi ces derniers furent contraints à la défensive.

Ensuite, très rapidement, le rapport s'inversa car dès le mois de mars 1900, soit quatre mois après le début de la guerre, les Britanniques étaient cinq fois plus nombreux que les Boers et la proportion alla en s'accentuant tout au long du conflit.



DR

*A gauche, le colonel Georges de Villebois-Mareuil (1847-1900). Brillant combattant de l'armée de la Loire en 1870, il est en 1892 le plus jeune colonel de l'armée française et commande le 1er Étranger à Sidi-bel-Abbès. Démissionnaire en 1895 par opposition à un régime qui heurte ses convictions nationalistes, il voit dans la guerre des Boers l'occasion de venger l'affront subi par la France à Fachoda. Chef d'état-major du général Joubert en décembre 1899, il entreprend de lever une légion étrangère, mais il est tué au combat le 5 avril 1900.*

*Ci-dessous, femmes boers défendant leur ferme contre les Anglais.*

DR

Le général Joubert commit une grosse erreur stratégique durant les premières semaines du conflit. Au lieu de foncer sur Durban et sur la ville du Cap pour achever la déroute ennemie avant l'arrivée des renforts qui étaient sur mer, il choisit au contraire d'entreprendre les inutiles sièges des dernières poches de résistance anglaise. Il immobilisa ainsi ses troupes dans des opérations lourdes pour lesquelles elles n'étaient pas préparées.

**ESH : Quels étaient les atouts des Boers ?**

**BL :** Leur rusticité. Et avant tout le fait que les soldats britanniques combattaient parce qu'ils étaient payés, tandis que les Boers luttaient pour leur terre, pour leurs familles, pour leur peuple et pour sa survie.

L'armée boer était une armée populaire, un peuple en armes, une nation armée répartie en une quarantaine de kommandos à recrutement local et dont l'encadrement était élu par la base.

A la différence des armées européennes, l'armée boer ne connaissait ni uniformes, ni traditions, ni chants en dehors de cantiques. De plus, l'idée d'une « belle » guerre ou d'un héroïque combat jusqu'au dernier homme était totalement étrangère à ce peuple minoritaire pour lequel la seule finalité n'était pas le sacrifice, mais la survie de la communauté.

**ESH : Dans votre livre, vous êtes très critique à l'égard du président Kruger, considéré jusqu'alors comme un homme d'État de premier plan et comme le père de la nation boer.**

**BL :** Constamment élu président du Transvaal à partir de 1882, Paul Kruger était un homme de l'époque du Grand Trek égaré au siècle de la révolution industrielle et de l'impérialisme.

Au moment où la survie du peuple boer passait par une nécessaire adaptation à la modernité, le Transvaal se donna pour chef un homme dont toutes les références étaient fondées sur l'Ancien Testament et qui avait une vision tribale de la société.

Face à lui Cecil Rhodes et Lord Milner n'eurent aucun mal à prendre et à conserver l'initiative, eux qui avaient une vision impériale.

**ESH : Dans le portrait que vous faites de lui, vous dites que Kruger n'avait pas de « conscience raciale ». Qu'entendez-vous par là ?**



**BL :** Pour Kruger, le peuple boer étant Le Peuple Élu de la Bible, tous les autres humains, Noirs ou Blancs étaient considérés comme impurs. Les Boers ne se considéraient donc pas comme faisant partie du « peuple blanc ». Plus encore, pour eux les Noirs qui étaient pour l'éternité des enfants étaient des créatures de Dieu, ils avaient une place dans la cosmologie boer. En revanche, les Blancs non boers installés en Afrique australe étaient considérés par eux comme des aventuriers sans foi ni loi et des créatures du Démon qui ne respectaient même pas le repos du dimanche.

Les Boers désignaient ces hommes qui, par leur travail, dans les mines avaient tout de même fait la fortune du Transvaal, du terme péjoratif de *Uitlanders*, littéralement ceux qui n'ont pas de terre.

**ESH : N'est-ce pas à propos de ces Blancs immigrés que la rupture se produisit avec les Britanniques ?**

**BL :** Ce fut en effet la question de leurs droits politiques qui fut le prétexte que trouvèrent les impérialistes au pouvoir à Londres pour en finir avec les républiques boers qui refusaient d'entrer dans la fédération britannique de l'Afrique australe.

Pour Kruger, ces *Uitlanders* faisaient courir un danger mortel à l'ordre boer mais il n'avait pas compris que les Britanniques étaient minoritaires parmi eux et qu'ils auraient pu s'appuyer sur les autres.

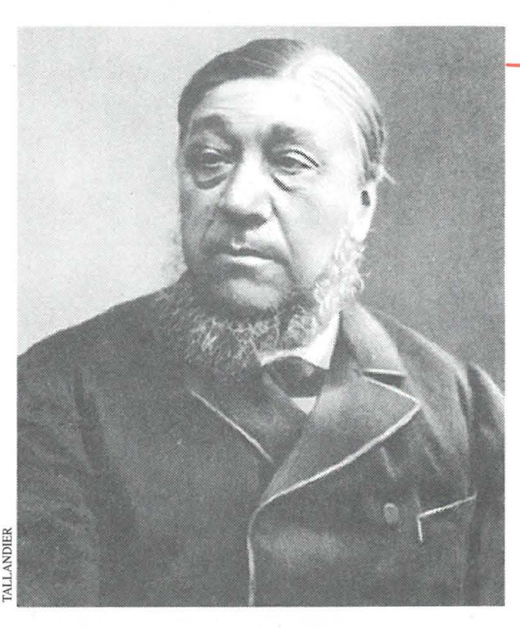
**ESH : Vous écrivez à ce sujet qu'à la différence de Kruger, le général Joubert qui fut son concurrent malheureux à chaque élection présidentielle avait une vision politique et que les Boers ont eu le tort de ne pas voter pour lui.**

**BL :** Les deux hommes ont joué chacun un rôle pour lequel ils n'étaient pas faits. Kruger qui avait un solide sens militaire mena politiquement le Transvaal à sa perte. Quand à Joubert, qui recevait en consolation de ses échecs électoraux face à Kruger le commandement de l'armée, il était en ce domaine totalement incompétent. Il le reconnaissait d'ailleurs avec une grande honnêteté. En revanche, il avait compris que les républiques boers ne pouvaient plus vivre coupées du monde extérieur et que le vrai danger qui allait les menacer à moyen terme était la démographie noire. C'est pourquoi, à la différence de Kruger, il pensait qu'elles



*A gauche, le maréchal Horatio Kitchener (1850-1916). Commandant en chef (sirdar) de l'armée anglo-égyptienne en 1892, il est l'adjoint de Lord Roberts dans la guerre contre les Boers (1900-1902), il se signale par la brutalité de ses méthodes, dévastant le pays et déportant femmes et enfants dans des camps de « reconcentration » où la mortalité fut effrayante. Ministre de la Guerre britannique en 1914, il est tué dans des conditions mystérieuses alors que le navire qui le conduit en Russie saute sur une mine.*

*A droite, Paul Kruger (1825-1904) incarna la résistance boer à l'Angleterre. Ce protestant énergique, très représentatif de l'esprit afrikaner, avait été élu président du Transvaal en 1883 et il occupa cette fonction jusqu'en 1899.*



TALLANDIER

devaient ouvrir les bras aux meilleurs des *Uitlanders*.

**ESH : Vous prenez une nouvelle fois le contre-pied d'une idée admise en présentant Cecil Rhodes sous un jour nouveau.**

**BL :** Profondément marqué par Nietzsche, Rhodes avait une vision impériale raciale. Pour lui, il existait une hiérarchie entre les races et la race blanche occupait le niveau le plus élevé de la pyramide. Il pensait que, parmi les Blancs, l'anglo-saxon-germain était le plus doué pour être le maître du monde.

Contrairement à ce qui a trop souvent été écrit par des auteurs qui ne l'ont pas lu, Rhodes ne nourrissait aucune hostilité à l'encontre des Boers qui étaient des Germains et qui, selon ses propres paroles étaient *« la race de l'avenir en Afrique du Sud »*.

Le but de Rhodes était démesuré puisqu'il rêvait de réunifier tous les rameaux germaniques anglo-saxons afin de recréer l'unité primitive qui permettrait la domination du monde. Pour lui, la Grande-Bretagne devait être l'élément moteur de cette œuvre gigantesque, en quelque sorte la Prusse anglo-saxonne-germanique et c'est pourquoi il était impérialiste.

Continuer à le présenter comme un homme vendu au cosmopolitisme financier montre une totale ignorance de la vision essentiellement « racialiste » qu'avait Rhodes.

**ESH : Vous consacrez plusieurs chapitres aux volontaires étrangers qui combattirent aux côtés des Boers. Combien furent-ils ?**

**BL :** A la déclaration de guerre, 1 000 volontaires étrangers – des *Uitlanders* – constituèrent six unités combattantes : deux groupes allemands, un corps hollandais, un corps irlandais, un corps scandinave et un corps d'éclaireurs américains. Environ 500 autres s'engagèrent dans les kommandos régionaux.

Leur démarche était, a posteriori, un cinglant démenti aux anathèmes du président Kruger.

Dans un second temps, des volontaires arrivèrent de toute l'Europe. En plus des nationalités citées plus haut, on trouvait des Français, des Russes, des Italiens, etc. Au total, plus de 2 000 hommes qui furent placés sous le commandement du colonel de Villebois-Mareuil nommé par les Boers à la tête d'une Légion étrangère sud-africaine avec le grade de général.

Cette unité ne survécut pas à la mort au combat de son chef le 5 avril 1900.

**ESH : Qui était le colonel de Villebois-Mareuil et que fut son rôle ?**

**BL :** Le colonel de Villebois-Mareuil était un brillant officier qui fit campagne en Cochinchine et qui eut une conduite héroïque durant la guerre de 1870. Il commanda ensuite le Premier Étranger à Sidi-bel-Abbès. Ayant encore devant lui une belle carrière puisqu'il avait été l'un des plus jeunes colonels de l'armée française, il démissionna pour des raisons essentiellement politiques puis fut un des cofondateurs de l'Action française.

La cause des Boers était alors très populaire chez les nationalistes français qui espéraient une revanche par procuration de l'humiliation de Fachoda et qui détestaient les Anglais accusés de soutenir le camp dreyfusard. De plus, une image idéalisée des Boers était véhiculée par la presse nationaliste qui les présentait comme les survivants d'un monde pré-industriel disparu en 1789 et dans lequel les solidarités communautaires n'avaient pas encore été disloquées par l'individualisme libéral et bourgeois.

Ce faisant, les nationalistes français se trompaient quelque peu car les Boers détestaient tout ce qui pouvait rappeler l'Ancien Régime avec son absolutisme et son catholicisme qui avaient obligé nombre de leurs ancêtres huguenots à émigrer.

Des comités de soutien furent créés et des volontaires partirent se joindre aux com-

## Chronologie du conflit anglo-boer

**1836 : Début du Grand Trek.**

**1880-1881 : Première guerre des Boers. Les Britanniques sont battus.**

**1896 : Raid Jameson.**

**12 octobre 1899 : Offensive boer au Natal.**

**22 au 28 novembre 1899 : « Semaine noire » durant laquelle les Britanniques subissent cinq graves défaites.**

**25 janvier 1900 : Victoire boer de Spionkop. Les Britanniques qui ont échoué dans leur tentative de dégagement de Ladysmith repassent la rivière Tugela.**

**Février 1900 : Début de l'offensive victorieuse des Britanniques.**

**28 mai 1900 : Occupation et annexion de l'État libre d'Orange.**

**11 septembre : Kruger quitte le Transvaal pour l'Europe.**

**25 septembre : Fin de la phase classique de la guerre.**

**Début 1901 : La guérilla est maîtresse du pays. Les Britanniques sont retranchés dans les villes et s'accrochent aux voies ferrées.**

**31 mai 1902 : Paix de Vereeniging. Fin de la guerre.**



*Bataille de Spionkop. Soldats anglais au premier plan.*

DR

battants boers. Ces volontaires étaient le plus souvent des soldats de métier qui furent déroutés par ce qui leur apparut à tort comme l'anarchie militaire boer.

Villebois-Mareuil tenta en vain de conseiller l'état-major boer, car il avait compris que ceux qu'il était venu aider allaient au désastre. Ses avis ne furent pas écoutés.

Finalement, il se fit héroïquement tuer « à la française » dans un combat inutile et dans l'incompréhension admirative des Boers.

**ESH : La création par les Anglais des camps de concentration à l'usage de la population boer a fait scandale à l'époque. Qu'en fut-il exactement ?**

**BL :** Nous devons nous garder de toute vision manichéenne. Les Britanniques qui avaient vaincu les armées boers et qui occupaient les villes dès le mois de juin 1900 pensaient que la guerre était finie. Ils commencèrent donc à rapatrier leurs régiments.

C'est alors que la phase la plus terrible du conflit débuta avec la guérilla menée avec une redoutable efficacité par une nouvelle génération de chefs boers comme Smuts, Botha, De La Rey, Maritz, Hertzog.

Les Britanniques furent impuissants face aux insaisissables cavaliers du veldt qui évoluaient dans le maillage de leurs fermes. Chez les Boers, tout le peuple était en armes et ceux qui ne combattaient pas, femmes, enfants, vieillards étaient considérés comme faisant partie de l'armée à laquelle ils devaient toute l'aide possible.

Pour le commandement britannique il fut donc vital primo de limiter la mobilité des kommandos, et c'est pour cela que le pays fut quadrillé par des lignes de barbelés et de blockhouses, et secundo d'interner tous les civils dans des camps dits de « reconcentration » afin de priver les combattants de leur logistique ainsi que de leur service de renseignements.

Dans ces camps, des milliers de femmes et surtout d'enfants boers moururent, essentiellement de dysenterie. Tous les Noirs qui vivaient sur les fermes furent également déportés et les Britanniques construisirent pour eux vingt-neuf camps dans lesquels la mortalité fut également effroyable.

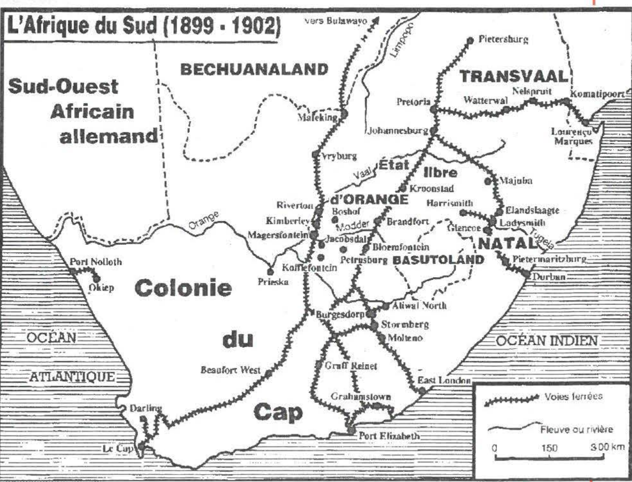


*Sous-officier des Gordon Highlanders, unité de cavalerie engagée contre les Boers. Il est armé du fusil Lee-Metford 1889, calibre .303, en service dans l'armée britannique durant le conflit.*

**ESH : Quelles furent les conséquences à long terme de cette guerre pour les communautés blanches d'Afrique du Sud ?**

**BL :** En 1902, les Boers sortirent épuisés du conflit durant lequel avait été détruite leur identité rurale, Kitchener ayant décidé la politique de la terre brûlée et la destruction des fermes et des troupeaux.

Déracinés, des milliers de boers allaient partir à la ville où ils se prolétarisèrent et où ils menèrent le combat nationaliste sous une forme de rude contestation sociale qui




DR



WAR MUSEUM BLOEMFONTEIN

*Le général Ian Smuts (1870-1950), l'un des plus brillants chefs de la guérilla durant toute l'année 1901. Membre du gouvernement sud-africain après 1910, rallié à la cause de l'Empire britannique, il fut le commandant en chef des forces impériales en Afrique australe pendant la Première Guerre mondiale et tenta de jouer un rôle modérateur lors de la conférence de la paix, en 1919. Il conserva un rôle politique important jusqu'en 1948. Sur cette photo, prise vraisemblablement en 1901, il est armé d'un fusil Krag-Jorgensen.*

déboucha sur les premières lois réservant les emplois spécialisés aux Blancs.

Humainement, les pertes étaient terribles car une génération de femmes et d'enfants boers avait été rayée de la carte dans les camps anglais. Jamais la nation boer ne s'est remise de cette saignée.

Le gâchis était grand car Kruger n'avait pas compris que l'Angleterre impériale ne renoncerait jamais à son projet de fédération de l'Afrique australe.

Kruger fut intransigeant quand Londres, qui avait pourtant les moyens d'exiger plus, ne demandait que des concessions de pure forme. Il précipita ainsi la décision britannique d'en finir avec l'indépendance boer.

Les séquelles de cette guerre allaient empoisonner les rapports entre les deux communautés blanches ce qui explique très largement l'incapacité de ces dernières à résister au processus d'abandon mis en marche par Frederick De Klerk dans les années 1990.

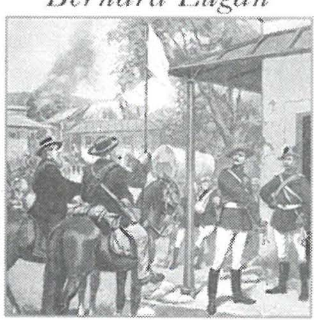
**PROPOS RECUEILLIS PAR GUY CHAMBARLAC**

# « L'Afrique réelle »

DR

*Bernard Lugan, docteur d'État ès lettres, spécialiste d'histoire africaine, maître de conférence à l'université de Lyon III, dirige la revue* **L'Afrique réelle.** *Il est l'auteur de très nombreux ouvrages, notamment* **Histoire du Rwanda** *(Bartillat, 1997),* **Afrique, bilan de la décolonisation** *(Perrin, 1991),* **Histoire de la Louisiane française** *(Perrin, 1994). Il vient de publier* **La Guerre des Boers**, *Perrin, 372 pages, 149 F.*

Bernard Lugan



La guerre des Boers

1899-1902

PERRIN

**_L'Afrique réelle_ est une revue dirigée par Bernard Lugan. Le numéro actuel (19-20) est consacré à l'actualité et à l'avenir de l'Afrique du Sud. Il comporte notamment un entretien avec le général Viljoen, leader actuel de la communauté blanche, sur la « trahison de De Klerk ».**

**Dans une synthèse en forme de bilan de la tragique histoire des Afrikaners, Bernard Lugan écrit : « _En 1902, après avoir combattu pour l'indépendance de leurs républiques, les Boers, une fois vaincus par les Britanniques, furent, contre leur gré, fondus dans les frontières coloniales de l'Afrique du Sud. Devenu Union sud-africaine en 1910, le nouvel État était un assemblage artificiel de plusieurs peuples qui n'avaient jamais manifesté une quelconque aspiration à un destin commun. Le ciment qui maintenait la cohésion de l'ensemble était la commune appartenance à la Couronne britannique. Les Afrikaners attendirent 34 ans leur revanche politique. Ils l'obtinrent lors des élections de 1948, mais l'erreur des pères fondateurs fut d'accepter l'héritage colonial britannique avec ses frontières. La seule issue aurait été, au moment de la victoire du Parti national en 1948, qu'une vigoureuse politique de partition territoriale soit adoptée et suivie afin de recréer sous une forme ou sous une autre un État national boer._**

**_Héritant des frontières tracées par les Britanniques et les acceptant, les Boers devinrent sans s'en rendre compte, des colonisateurs intérieurs. C'est eux qui eurent à partir de 1948 la charge de maintenir la cohésion de l'ensemble sud-africain et la mission d'assurer le minimum vital aux peuples noirs qui le composaient. Plus grave encore, ils étaient devenus les gardiens de cette véritable prison des peuples qu'était l'Afrique du Sud construite par les impérialistes anglais. Le peuple afrikaner n'a jamais pu surmonter cette contradiction._ »**

**_L'Afrique réelle_, BP 6, 03140 Charroux. Ce numéro double : 150 F, franco. Abonnement : 4 numéros, 380 F.**

# 1648, LES TRAITÉS DE WESTPHALIE ET LE NOUVEL ÉQUILIBRE EUROPÉEN

Signés le 24 octobre 1648, les traités de Münster et d'Osnabrück, plus communément désignés sous le nom de traités de Westphalie, mettaient un terme à la guerre dite de Trente Ans, déclenchée le 23 mai 1618 par la « défenestration de Prague ». Après que l'empereur Ferdinand de Habsbourg eut écrasé à la Montagne Blanche la révolte de ses sujets tchèques et protestants, et eut réduit à néant leur prétention de placer sur le trône de Bohême l'Électeur palatin Frédéric V, l'intervention des puissances protestantes du Nord et le jeu mené par la France de Richelieu et l'Espagne d'Olivares allaient prolonger pendant vingt-huit ans le conflit d'où allait surgir un nouvel équilibre européen.

Les succès de Wallenstein, condottiere tchèque et catholique, permirent à l'Empereur de venir aisément à bout du Danemark et de ses alliés protestants mais il en alla tout autrement du roi de Suède Gustave-Adolphe, vainqueur à Breitenfeld et à Lützen (1632), bataille où il trouva la mort. Le rapprochement opéré par les protestants allemands vis-à-vis de l'Empereur peut laisser espérer en 1635 la fin d'un conflit qui dévaste tout l'espace germanique mais, après avoir mené une guerre « couverte », Richelieu s'engage en 1635 dans la guerre « ouverte » contre l'Empire et l'Espagne, pour un nouvel épisode du conflit ouvert par François Ier entre l'empire des Habsbourg et le royaume des Lys. La France s'allie même avec les Pays-Bas protestants révoltés contre Philippe IV d'Espagne et avec la Suède du chancelier Oxenstierna, mais elle s'efforce cependant de se constituer une clientèle d'alliés parmi les États catholiques d'Allemagne du Sud, notamment la Bavière. Dès 1636, l'année qui voit la chute de Corbie, les redoutables *tercios* espagnols partis des Pays-Bas menacent dangereusement Paris, alors que les Impériaux viennent assiéger Saint-Jean-de-Losne, aux portes de la Bourgogne. La situation se rétablit au cours des années suivantes. Bernard de Saxe-Weimar, qui combat pour le compte du roi de France, s'empare de Brisach en 1638. La chute de Perpignan, quatre ans plus tard, permet la conquête du Roussillon. Enfin, l'éclatante victoire remportée à Rocroi, le 19 mai 1643, par le jeune duc d'Enghien scelle la défaite historique de l'infanterie espagnole.




*Gravure sur bois annonçant la fin de la guerre de Trente Ans et la paix de Westphalie.*

Aucun des belligérants ne paraissant en mesure de remporter une victoire totale, le compromis s'imposa. Dès 1641, l'idée de réunir les deux congrès de Münster et Osnabrück avait été admise par le roi de France et par l'Empereur, encouragés par le pape Urbain VIII. Après diverses péripéties, ce n'est finalement que le 4 décembre 1644 qu'a lieu l'ouverture officielle des congrès.

Presque tous les souverains européens sont représentés. Seuls manquent les ambassadeurs du tsar de Russie et du roi d'Angleterre Charles Ier, alors engagé dans la guerre civile contre le parti parlementaire et puritain. La délégation française est conduite par le duc de Longueville mais les deux négociateurs véritables sont deux diplomates chevronnés, Claude de Mesme, comte d'Avaux, et Abel Servien, comte de La Roche-Servien. C'est don Gaspar Bracamonte, comte de Penaranda, qui représente l'Espagne pendant que les intérêts de l'Empereur sont défendus par le comte de Trautmannsdorf. On rencontre aussi dans les deux villes de congrès les ambassadeurs de tous les États allemands, des Provinces-Unies des Pays-Bas, du Portugal (qui vient de restaurer son indépendance), de Savoie, de Mantoue, de Toscane et des cantons suisses. La tâche des congressistes est complexe car les alliés ont parfois des intérêts divergents. Le délégué de l'Empereur, le comte de Trautmannsdorf, ne parvient pas à isoler la France en éloignant d'elle les Suédois et les princes allemands. Le rusé Mazarin soutient en effet les revendications suédoises en Allemagne du Nord et les petits États allemands lui savent gré d'avoir obtenu d'être représentés aux congrès.

Quand la signature des traités intervient, à Münster entre la France et l'Empereur, à Osnabrück entre celui-ci et les puissances protestantes, les envoyés de Mazarin obtiennent d'importantes satisfactions. La possession des trois évêchés de Metz, Toul et Verdun, acquise de fait au siècle précédent, est définitivement reconnue. Sur le Rhin, Brisach reste aux Français qui peuvent ainsi commander la route conduisant de la Franche-Comté vers les Pays-Bas espagnols et disposer d'une porte d'entrée en Allemagne. Il en va de même de la possession de Philipsbourg. Les deux landgraviats de Haute et Basse-Alsace reviennent également à la France mais Strasbourg conserve son indépendance (jusqu'à son annexion par Louis XIV en 1681). Les villes alsaciennes de la Décapole tombent aussi dans la mouvance française mais l'Empire y conserve des droits qui seront source de contestations à l'avenir. La possession de Pignerol, porte ouverte sur le versant piémontais des Alpes, est également confirmée. La Suède obtient la Poméranie, avec Stralsund, les bouches de l'Oder et Stettin, l'archevêché de Brême, l'évêché de Verden, ce qui lui vaut de siéger désormais à la Diète impériale. Maximilien de Bavière, qui avait remplacé,

dans le collège des sept électeurs impériaux, le comte palatin Frédéric V, mis au ban de l'Empire après la révolte de la Bohême, conserve son titre mais une huitième dignité électorale est créée pour Charles-Louis, le fils de l'éphémère roi de Bohême qui récupère le Palatinat rhénan, le Haut-Palatinat revenant désormais à la Bavière. Brandebourg et Mecklembourg reçoivent des compensations pour les territoires qu'ils ont dû abandonner à la Suède. En matière religieuse, la paix d'Augsbourg de 1555 est étendue aux calvinistes. Les congrès consacrent également la victoire contre l'Empereur des « libertés germaniques » dans la mesure où des pouvoirs souverains sont reconnus aux différents États issus du vieil ensemble impérial né au Moyen Age. Les différents princes allemands pourront désormais entretenir directement des rapports avec les États étrangers, à condition de ne rien entreprendre contre l'Empereur.

Ces nouvelles dispositions affaiblissaient de manière définitive ce qui restait d'autorité impériale et ouvraient la voie aux interventions extérieures dans l'espace germanique. Le projet de Richelieu d'entretenir la « division des Allemagnes » se trouvait ainsi largement réalisé. Avant l'émergence du Brandebourg du Grand Électeur, appelé à devenir le royaume de Prusse, c'est l'Empire d'Autriche qui va demeurer la seule grande puissance allemande. Avec la paix retrouvée l'espace germanique sortait d'une crise effroyable qui avait fait périr un tiers de sa population, mais sa division et son affaiblissement politique étaient confirmés pour longtemps, ce qui nourrira par la suite de grandes rancœurs contre la France.

Les congrès de Westphalie mettaient fin au rêve unitaire de la Chrétienté et de l'Empire universel qu'avait encore incarné Charles Quint au siècle précédent. Les vieux cadres médiévaux, déjà sérieusement remis en cause par la Réforme, éclataient pour donner naissance à un monde nouveau, celui d'une Europe des États, fondée sur un équilibre des puissances que dominera la France jusqu'à la fin du XVII[e] siècle.

**PHILIPPE CONRAD**

Pour en savoir plus, *La Guerre de Trente Ans, 1618-1648*, par Henry Bogdan. Perrin, Paris, 1997.

ENTRETIEN AVEC JEAN-FRANÇOIS CHIAPPE

# « Montesquieu n'est pas l'inventeur de la séparation des pouvoirs »

**Historien de la monarchie capétienne et de la contre-révolution, Jean-François Chiappe consacre son dernier ouvrage à Montesquieu. Érudite, vivante et novatrice, cette biographie joint aux bonheurs du style la révision de nombreuses idées reçues. Pour son biographe, Montesquieu ne fut en rien le prophète de la Révolution de 1789, ni l'inventeur du principe de la séparation des pouvoirs.**

**Enquête sur l'histoire : Auteur des biographies de Cadoudal, Louis XV, Louis XVI, des chefs de la Vendée en armes et du comte de Chambord (1), vous signez un *Montesquieu, l'homme et l'héritage* (2). Quelle est la place de cet ouvrage dans votre œuvre en regard des titres précédents ?**

**Jean-François Chiappe :** Des quelques livres que nous avons écrits, deux m'ont conduit vers Montesquieu : *Louis XV*, bien sûr, et *La France et le Roi, de la Restauration à nos jours. Louis XV* nous incitait à connaître l'homme, *La France et le roi* à découvrir l'héritage. L'importance d'un géant de la pensée se mesure au fait que son sourire de bienveillance nous suit toujours bien au-delà de sa vie terrestre.

**ESH : En suivant Montesquieu l'on s'éloigne d'autant de la monarchie sacrale et traditionnelle, fondée sur le principe du Roi-Grand Justicier...**

**J-F C :** Quiconque n'a le droit de mettre en doute l'absolu loyalisme du président à l'égard de la monarchie par bon sens et de Louis XV par tendresse : le mot est de Montesquieu lui-même. Pour autant, des honneurs du sacre, celui qu'il vénère le moins c'est évidemment la Main de justice. Certes, il considère que ladite justice doit être rendue au nom du roi, mais il n'admet pas l'implication directe du monarque ; ainsi dénonce-t-il très fermement la suppression du duc de Guise. Il se montre cependant, comme en témoigne la célèbre lettre au président de Bernières, opposé farouchement aux interruptions de service. Son hostilité irréductible au jansénisme dont on sait qu'il truffe les cours souveraines, le conduit à l'adoption d'une position extrêmement nuancée. Il sait la justice mal rendue, raison pour laquelle il cède sa charge de président à mortier et préfère se consacrer à l'*Esprit des lois.* Lois dont il veut le dépôt afin de supprimer les jurisprudences variables selon les ressorts.

**ESH : Légende ou idée reçue, Montesquieu passe auprès de l'opinion contemporaine pour le champion de la lutte contre l'absolutisme, et partant pour l'un des inspirateurs de la Déclaration des droits de l'homme...**

**J-F C :** Montesquieu ne professe pas une tendresse particulière pour l'absolutisme mais son irréductible opposition concerne l'arbitraire. Constamment protégé par Louis XV, il ne craint rien du roi mais il appréhende de voir un jour naître ce que l'on appellera plus tard le despotisme ministériel. Excellent sujet, il est en même temps citoyen et un citoyen exerce son devoir de critique. C'est pourquoi nous pouvons le tenir comme l'un des responsables des meilleurs éléments de la Déclaration des droits de l'homme.

**ESH : De même, Charles Maurras rejoint-il en la circonstance le point de vue tant libéral que révolutionnaire, qui écrit (*Action française*, 5 mai 1943) : « *Montesquieu est essentiellement l'inventeur du déchirement des pouvoirs en trois lambeaux, le législatif, l'exécutif, le judiciaire* »...**

**J-F C :** Maurras voit presque toujours juste mais il lui advient de négliger quelques considérations historiques. Dès le XII[e] siècle, la *curia* s'est séparée en deux : la *curia regis* que nous appellerions aujourd'hui le ministère et la *curia regis in parlamento* que nous nommons la magistrature. Que le roi supervise les deux ne se discute pas, il n'en reste pas moins que les deux charges ou offices sont bel et bien scindés. Raison pour laquelle vous utilisez indifféremment le mot Cour pour désigner l'entourage administratif et militaire du roi, et d'autre part, les longues robes.

TALLANDIER

Jean-François Chiappe dans son cabinet de travail. Il vient de publier aux éditions du Rocher, **Montesquieu, l'homme et l'héritage.**

En médaillon, son personnage.

LOUIS MONIER

**ESH : La coordination des puissances pouvait-elle entrer dans les vues de Louis XV ?**

**J-F C :** La séparation des pouvoirs, faussement attribuée à Montesquieu, non. La coordination des pouvoirs, oui, dans la mesure où Louis XV savait parfaitement qu'une société équilibrée n'existe pas sans un jeu subtil de contre-puissances même si le roi demeure l'arbitre non arbitraire.

**ESH : D'où Montesquieu tient-il la hantise de l'instauration d'un régime despotique en France ?**

**J-F C :** Montesquieu, avant tout créateur de la sociologie par renversement de la perspective – voir les *Lettres persanes* –, n'en est pas moins historien. Détestant comme Maurras la centralisation, ce en quoi des événements récents montrent qu'ils se trompent partiellement l'un et l'autre (l'incompétence engendrant la corruption), il conserve un très mauvais souvenir, d'ailleurs un rien injuste, des abus de pouvoir de Richelieu et de Louvois. Ce sont ses bêtes noires.

**ESH : Vous moquez sa « parlementarite »...**

**J-F C :** Certes sa « parlementarite » nous paraît quelque peu naïve mais il est à noter que son petit-fils brûlera une partie de ses notes ayant trait à l'Angleterre et cela tend à prouver que l'ancien président à mortier du parlement de Bordeaux s'était montré plus sévère qu'on ne le croit généralement pour la monarchie des Hanovre. Au demeurant, ne professait-il pas un culte pour le maréchal de Berwick et toute la famille Fitz-James, Stuart par la main gauche mais aussi par le cœur ?

**ESH : Épris, dites-vous, de « néo-féodalisme », Montesquieu défend-il pour autant les théories de Boulainvilliers ?**

**J-F C :** Non. Montesquieu, presque seul à son époque, admire la Babel impériale. Jamais il n'a admis le contentieux imbécile entre la France et la maison d'Autriche. Il administre cependant la preuve que Boulainvilliers, repris plus tard par Augustin Thierry et même par Guizot, se trompe lourdement lorsqu'il tient les Francs, donc des Germains, pour ayant constitué une classe dominante, voire une aristocratie. En effet, si saint Remi et Clovis se sont mis d'accord lors du pacte de Reims, c'est bien parce que le premier voulait se servir du second pour anéantir l'arianisme mais c'est aussi parce que le second ressentait l'impérieux besoin de recréer dans le naufrage des grandes invasions une administration ne pouvant être exercée que par les prélats. Et les prélatures se transmettant de père en fils ou d'oncle à neveu il est parfaitement clair, n'en déplaise à Boulainvilliers, que le clergé gallo-romain a continué de tenir la queue de la poêle même s'il ne brandissait pas le glaive – encore qu'il se soit souvent servi de la masse d'armes pour ne pas faire couler le sang.

**ESH : Qu'en est-il de la postérité de Montesquieu ?**

**J-F C :** La postérité de Montesquieu c'est la moins mauvaise des républiques et surtout la meilleure des monarchies. C'est celle de Mallet du Pan, de Sénac de Meilhan et avant tout de Rivarol. C'est l'extraordinaire conciliation de la tradition et des libertés que la France ne cesse de rechercher et n'a partiellement trouvé que sous la Restauration et, à de moindres égards, sous la monarchie de Juillet et la République des ducs. A l'encontre de Jean-Jacques Rousseau et de Mably, Montesquieu considère que la société amende l'homme et c'est pourquoi au dernier jour d'une existence sublime il trace ces lignes : « *Dieu immortel, le genre humain est votre plus bel ouvrage, l'aimer c'est vous aimer et en finissant ma vie, je vous offre cet amour.* »

**PROPOS RECUEILLIS PAR ÉRIC VATRÉ**

---

(1) Éditions Perrin.

(2) Éditions du Rocher, 474 pages, 159 F.

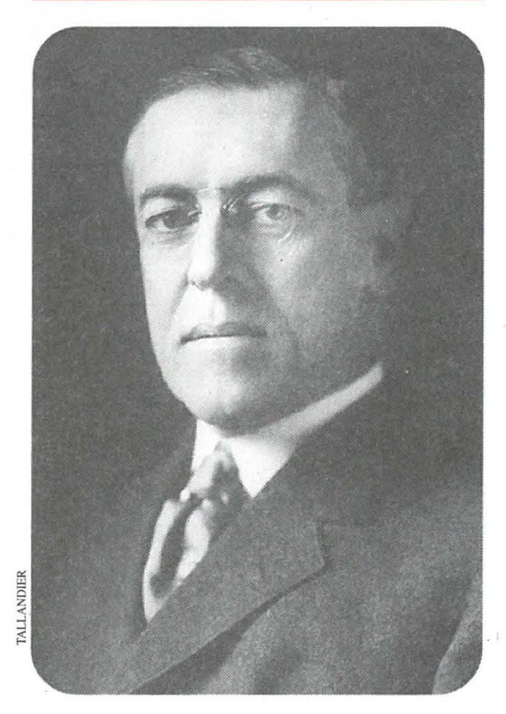
# De Versailles à Munich

PAR PHILIPPE CONRAD

**Novembre 1918, l'Allemagne est vaincue et la France victorieuse. Vingt ans après, l'Allemagne triomphe à Munich et la France s'incline. Que s'est-il passé ?**

Le 14 mars 1938, la chute du cabinet Chautemps vient de plonger la France dans une nouvelle crise ministérielle au moment où Vienne, la capitale autrichienne, fait à Hitler un accueil triomphal. Moins de vingt ans après la victoire si chèrement payée de novembre 1918, le Reich peut être satisfait de sa puissance retrouvée. Comment la France, auréolée de l'immense prestige que lui ont valu les victoires de la Marne, de Verdun et de l'été 1918 a-t-elle pu à ce point se révéler impuissante face aux initiatives de l'Allemagne nouvelle qui, depuis cinq ans, a entrepris de démolir par pans entiers l'édifice établi à Versailles ? Comment les espoirs mis en la SDN et les appels de Briand ont-ils pu se révéler aussi vains ? Quelles sont les erreurs, mais aussi les tendances lourdes et les circonstances particulières qui ont pu conduire à un tel fiasco, prélude d'un deuxième conflit mondial appelé à parfaire le suicide européen accompli à partir de 1914 ?

La conférence réunie à Paris en 1919-1920 s'était donnée la mission d'établir une « paix du droit » et d'imposer une « nouvelle diplomatie ». Les traités devaient conjurer toute renaissance du danger allemand et fonder sur le principe des nationalités et l'arbitrage de la Société des Nations imaginée par Wilson le nouveau concert international. L'ordre établi à Versailles par la volonté des vainqueurs n'en comportait pas moins de redoutables faiblesses. Les pays vaincus s'étaient vus imposer des conditions qu'ils n'avaient pas eu la possibilité de négocier et avaient dû se soumettre à autant de diktats, particulièrement durs pour l'Allemagne, désignée comme unique *« responsable, pour les avoir causés, de tous les dommages subis par les gouvernements alliés et associés et leurs nationaux en conséquence de la guerre déchaînée par l'agression de l'Allemagne et de ses alliés... »* (1), pour l'Autriche, qui voyait disparaître l'empire multiséculaire des Habsbourg et se trouvait réduite à un territoire minime, qui ne correspondait même pas aux seules populations allemandes de l'ancienne Cisleithanie, pour la Hongrie, particulièrement malmenée par un traité de Trianon qui laissait bon nombre de ses nationaux sous l'autorité des nouveaux États d'Europe centrale et orientale, nés ou agrandis de la disparition de la Double Monarchie.



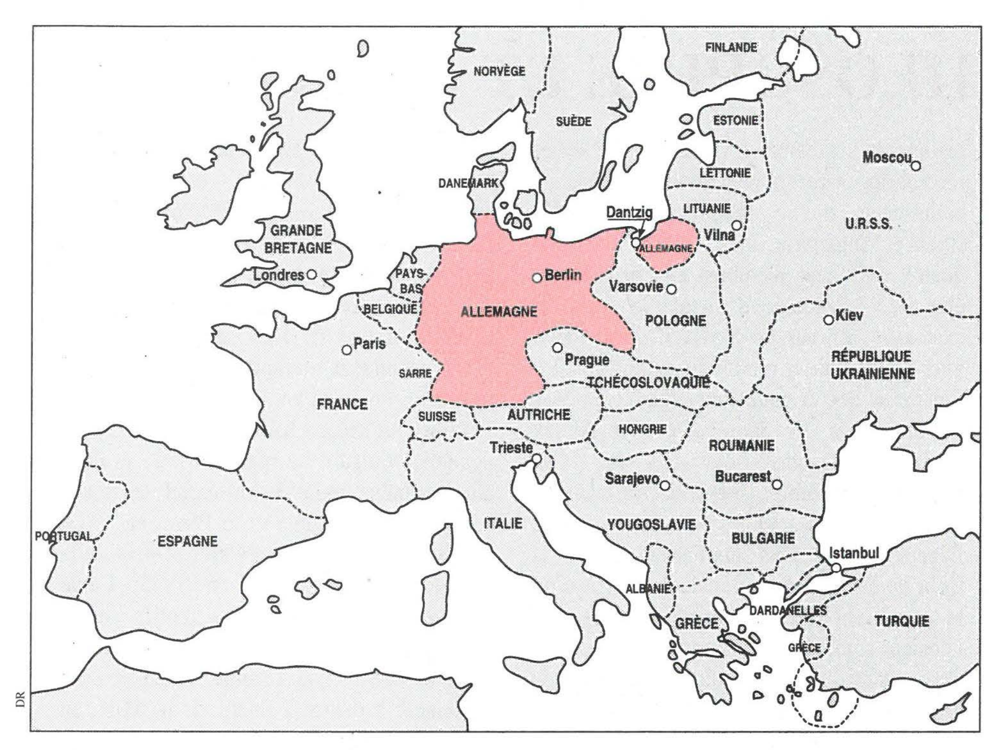
TALLANDIER

***Woodrow Wilson (1856-1924). L'histoire retiendra que sous sa présidence, l'Amérique a commencé d'intervenir de façon décisive dans les affaires intérieures de l'Europe. Élu président des États-Unis en 1913, ce protestant rigide est réélu en 1916 sur un programme de paix. Il fera entrer son pays dans la guerre en février 1917. Le 8 janvier 1918, il définit en « quatorze points » ce que devrait être une organisation future de l'Europe conforme à la morale plutôt qu'au réalisme. La SDN est son enfant.***

Les pays vaincus n'étaient pas les seuls à avoir des raisons de se plaindre. Entraînée dans la guerre en 1915 par des promesses très alléchantes, l'Italie n'avait rien gagné sur le plan colonial et sur la côte dalmate ; elle avait dû se contenter des quelques miettes que constituaient les « terres irrédentes ». Même le port de Fiume lui avait d'abord été refusé, ce qui provoqua le fameux raid de Gabriele D'Annunzio et de ses volontaires.

En Europe centrale et orientale, les frontières des nouveaux États (Pologne, Tchécoslovaquie, Yougoslavie), tout comme les agrandissements considérables de la Roumanie constituent autant de sources de conflits futurs. De manière générale, la mise en œuvre très sélective du principe des nationalités, cher à Wilson, s'annonce lourde de menaces. Le droit nationalitaire n'est en effet invoqué qu'en faveur des puissances victorieuses et de leurs protégés. Il n'est pas question de l'appliquer aux Autrichiens, qui réclament l'Anschluss dès les lendemains de la guerre, aux Allemands des Sudètes rattachés arbitrairement à la Tchécoslovaquie, aux Allemands de Silésie quand le plébiscite de 1921 leur donne la majorité. Certains États regroupent des populations différentes, voire hostiles ou qui vont rapidement le devenir (Serbes et Croates, Tchèques et Slovaques) et la Pologne compte à l'intérieur de ses frontières bon nombre d'Allemands, de Biélorusses ou d'Ukrainiens.

Plus grave encore, une puissance aussi majeure que la Russie, plongée dans les affres de la révolution et de la guerre civile avant de




***Carte de l'Europe dessinée par les traités de 1919 et 1920. Les peuples vaincus, Allemands, Hongrois, Slovènes ou Croates sont les grandes victimes de découpages arbitraires qui placent des millions d'entre eux sous la dépendance d'autres peuples qui leurs sont traditionnellement hostiles, au sein d'États où ils constituent des minorités nationales souvent persécutées.***

tomber sous la coupe des bolcheviks, est maintenue à l'écart du nouvel ordre européen. Tout comme l'Allemagne, elle est exclue de la SDN dont le pacte fondateur a été intégré aux différents traités. Enfin, les « garanties » promises par l'Angleterre et les États-Unis demeurent lettre morte parce que les Anglais n'ont pas l'intention de se lier les mains sur le continent et parce qu'ils craignent désormais les tentations hégémoniques d'une France pourtant exsangue. Quant aux Américains, le Congrès désavoue Wilson et ils vont s'enfermer pour de longues années dans un prudent isolationnisme...

En France, les critiques ne furent pas ménagées au traité de Versailles. Les nationalistes lui reprochaient d'être trop généreux avec les vaincus alors que les socialistes souhaitaient avec l'Allemagne une paix généreuse, seule capable d'empêcher la persistance d'une volonté de revanche de l'autre côté du Rhin. Le général Ludendorff avait noté que l'Allemagne *« avait sauvé le principal, son industrie lourde »*. Forte d'une population nombreuse, dynamique et jeune (les pertes humaines de 1914-1918 n'ont pas la même signification démographique dans son cas et dans celui de la France), l'Allemagne a conservé un potentiel industriel et technique intact, celui de la première puissance économique d'Europe d'avant 1914. Une éclipse politique sera sans doute inévitable, la République de Weimar va voir pour longtemps ses moyens militaires réduits au minimum mais le temps travaillera fatalement pour le géant de l'espace centre-européen. Depuis les lendemains douloureux de la défaite subie à Iéna en 1806, les Allemands savent qu'une grande nation ressuscite toujours...

**La question allemande domine les relations internationales après 1920**

C'est donc tout naturellement la « question allemande » qui va dominer les relations intereuropéennes au cours des années 1920. C'est contraint et forcé que le Reich a dû signer et ratifier le traité de Versailles, considéré par l'ensemble de l'opinion d'outre-Rhin comme un insupportable diktat. L'idée de « culpabilité » unilatérale qu'impliquait le fameux article 231 appelé à justifier les 132 milliards de marks-or de réparations exigés du vaincu, la question des frontières avec la Tchécoslovaquie et la Pologne, où le « corridor de Dantzig » coupait en deux le territoire du Reich, l'interdiction de l'Anschluss enfin étaient considérés comme inacceptables. Jusqu'à l'été 1923, le gouvernement social-démocrate de Berlin va donc résister pied à pied aux vainqueurs à propos de l'application du traité. Les Français multiplient alors les initiatives susceptibles d'aggra-

## LA RESPONSABILITÉ DES ALLIÉS EN 1919

**Les puissances de l'Entente, dont la France, portent une immense responsabilité, de par la façon notamment dont on abusa les peuples. Le plan en plusieurs points du président Wilson qui promettait l'autodétermination des nationalités, était un modèle de contradictions. Parce qu'en réalité, sans demander leur avis aux peuples, on créa deux États artificiels, d'un côté la Tchécoslovaquie, de l'autre la Yougoslavie ou ce qu'on appelait en ce temps le royaume des Serbes, Croates et Slovènes.**

**La Serbie, qui avait été la cause première de la guerre par son refus de laisser un fonctionnaire austro-hongrois enquêter sur les commanditaires de l'assassinat de François-Ferdinand et de son épouse, emportait les plus gros morceaux. Elle s'accroissait d'un conglomérat de populations sous le chapeau yougoslave.**

**Les socialistes autrichiens demandaient l'Anschluss de l'Autriche à l'Allemagne. Heureusement, notre patrie put conserver sa souveraineté, notamment grâce aux efforts de mon père, Charles, dans son exil en Suisse. En 1917 déjà, mon père avait proposé une loi d'amnistie en faveur des socialistes, qui avait provoqué un tollé dans les milieux nationalistes et ultraconservateurs. Mais les dirigeants socialistes ne semblaient pas avoir compris ses intentions.**

**Et puis on a vu la suite : Hongrois de Transylvanie rattachés de force à la Roumanie, Allemands des Sudètes incorporés dans la Tchécoslovaquie, Tyroliens annexés contre leur gré à l'Italie, etc. Malheureusement, certains hommes d'État français ont assumé une lourde responsabilité dans ces créations qui revenaient à abolir le droit de plusieurs peuples à s'autodéterminer.**

**Faute d'autant plus grave qu'en France des esprits éclairés, tels Jacques Bainville dans son livre *Les Conséquences politiques de la paix*, ont montré quelles seraient les conséquences fatales des traités qui devaient mener en toute logique à la Deuxième Guerre mondiale. Il y avait dans l'administration française bon nombre d'idéologues, contrairement à certains hommes politiques qui avaient, eux, la tête sur les épaules. Je citerai, parmi ces esprits éclairés, Aristide Briand.**

**OTTO DE HABSBOURG**
***Mémoires d'Europe*, Critérion, Paris 1994.**

# LA SDN, SA PHILOSOPHIE ET SON ÉCHEC

« *Il faut qu'une association générale des nations soit constituée en vertu de conventions formelles ayant pour objet d'offrir des garanties mutuelles d'indépendance politique et d'intégralité territoriale aux petits comme aux grands États...* » C'est cet article, le dernier des « quatorze points » présentés par le président Wilson au congrès le 8 janvier 1918, qui est à l'origine de la Société des Nations. Juriste de formation et de profession, fils d'un pasteur presbytérien, Wilson se veut l'apôtre d'une *« paix du droit »* et d'une *« nouvelle diplomatie »* susceptibles de conjurer le retour d'un conflit comparable à celui que venait de connaître l'Europe. Il croit aux vertus universelles de la démocratie, au principe des nationalités et à l'arbitrage international. Représentant de la principale puissance de l'Entente, ses vues prévalent lors de la Conférence de la paix ouverte à Paris en janvier 1919 et il obtient que le pacte fondateur de la SDN (ou Covenant) soit intégré à chacun des traités conclus avec les pays vaincus. Nombre d'utopistes dans le passé, l'abbé de Saint-Pierre ou Kant, avaient déjà cru possible de bannir la guerre en recourant à des règles de droit s'imposant à toutes les nations. Dès juin 1917, un projet de même nature avait été formulé lors du congrès maçonnique des nations alliées tenu à Paris, au siège du Grand Orient de France. Les premières semaines de la Conférence de la paix furent consacrées à la rédaction des statuts de la future SDN. Le projet présenté par Wilson était l'œuvre de l'expert américain David Hunter Miller et de l'expert britannique Robert Cecil. On refusa d'y ajouter la création d'une armée internationale proposée par le Français Léon Bourgeois. Les premiers membres de la SDN furent les 30 pays qui avaient participé à la guerre dans le camp de l'Entente (25 nations alliées, 4 dominions britanniques et les USA) auxquels vinrent s'ajouter 13 États demeurés neutres, qui adhérèrent immédiatement au pacte. Tout autre État indépendant pouvait faire de même s'il était admis par l'assemblée à la majorité des deux tiers. Seuls les anciens ennemis demeuraient provisoirement exclus et il en allait de même pour la Russie soviétique, peu soucieuse d'adhérer à une organisation perçue comme un simple instrument du capitalisme international.

Chaque État membre avait le droit de vote dans l'*Assemblée* qui se réunissait tous les ans en septembre à Genève ; elle votait résolutions et recommandations. Le *Conseil* comprenait quatre membres permanents (France, Angleterre, Italie, Japon) ainsi que quatre, puis neuf membres non permanents élus par l'Assemblée. Il détenait le « pouvoir exécutif ». En cas de conflit il devait désigner l'agresseur et promulguer d'éventuelles sanctions. Ses décisions devaient être prises à l'unanimité. Le *Secrétariat*, fort de six cents fonctionnaires originaires des différents pays membres préparait les rapports destinés à l'assemblée ou au conseil. Diverses institutions auxiliaires comme la Cour de justice internationale de La Haye ou la commission internationale des mandats venaient compléter ce dispositif. Le système ainsi établi allait révéler rapidement de graves insuffisances. Inspiré et imposé par Wilson à des gouvernements européens qui demeuraient attachés aux droits des États, la Société des Nations fut rejetée par le Congrès américain qui, à l'initiative du républicain Cabot Lodge et de l'isolationniste Borah, désavoua le président Wilson en refusant de ratifier des traités susceptibles d'entraver la liberté d'action des USA. Il faudra attendre le dégel engagé par Briand et Stresemann pour que l'Allemagne soit admise en 1926. La Russie soviétique ne rejoindra l'institution qu'en septembre 1934. Entre-temps, le Japon, qui s'est vu reprocher son action en Mandchourie, quitte la Société des Nations en 1933, bientôt suivi par l'Allemagne, qui dénonce l'impuissance de la conférence du désarmement, puis par l'Italie, ulcérée de voir condamnée la conquête de l'Éthiopie. L'absence de nations majeures ne pouvait que limiter les capacités d'action et d'influence d'une organisation que les puissances dominantes de 1919, la France et l'Angleterre, concevaient avant tout comme un moyen de maintenir le *statu quo* établi au lendemain de la guerre. Avec cette étrange faculté anglo-saxonne et biblique de toujours identifier l'intérêt du pays avec des considérations idéales, Londres vit surtout dans le pacte un instrument de sa politique impériale. Les accès de tendresse ou de froideur à l'égard de la SDN se sont d'ailleurs produits sur des affaires coïncidant ou s'opposant aux intérêts britanniques. En tout état de cause, la règle de l'unanimité pour qu'une décision pût être prise par le Conseil condamnait la SDN à une paralysie à peu près totale. C'est ainsi qu'elle dut entériner les résultats des coups de force polonais – sur Vilno en 1920 et contre la Silésie en 1921 – et de celui perpétré par la Lituanie contre Memel en 1923. La même année, c'est l'Italie qui règle directement son différend avec la Grèce. Les succès apparaissent à l'inverse bien limités. L'administration de Dantzig et de la Sarre furent cependant exemplaires et la police du plébiscite organisé en 1935 dans ce dernier territoire fut irréprochable. Un conflit frontalier gréco-bulgare fut réglé en 1925 et il en alla de même pour le différend territorial opposant la Colombie et le Pérou en 1933. L'affaire de Mossoul et l'établissement de la frontière turco-irakienne en 1925, l'aide apportée aux réfugiés grecs repliés sur la Macédoine lors des échanges de population entre la Grèce et la Turquie kemaliste sont également à mettre à l'actif de la SDN, au même titre que l'action entreprise par le célèbre explorateur polaire Fridtjof Nansen au profit des prisonniers de guerre et des réfugiés, notamment arméniens. A l'inverse, le *« fatal passif »* (pour reprendre une expression de Victor Margueritte) apparaît lourd. La SDN n'a pu régler le différend opposant la Bolivie au Paraguay sur la question du Chaco et c'est une médiation interaméricaine qui a finalement permis le retour de la paix. Elle s'est révélée totalement impuissante face à l'intervention japonaise en Mandchourie, comme sur la conférence du désarmement. Épousant les intérêts anglais, l'institution genevoise s'est révélée beaucoup plus prompte à accabler l'Italie lors de la guerre d'Éthiopie. La politique des sanctions infligées à l'Italie fut d'ailleurs totalement inefficace. Elle conforta le pouvoir mussolinien. Bien incapable d'empêcher la marche à la guerre, la SDN ne peut que condamner platoniquement et exclure l'URSS le 14 décembre 1939, au lendemain de l'agression perpétrée contre la Finlande. Quelques mois après le pacte germano-soviétique et l'anéantissement de la Pologne, c'est l'ultime coup de grâce pour une Société des Nations dont l'autorité et l'influence n'ont pas survécu à l'affaire éthiopienne. Du 8 au 18 avril 1946, lors de sa vingt et unième et ultime session solennelle, l'institution née des traités de 1919 transmit sa mission à la toute jeune Organisation des Nations Unies, née l'année précédente lors de la conférence de San Francisco, et elle disparut officiellement le 3 juillet 1947.

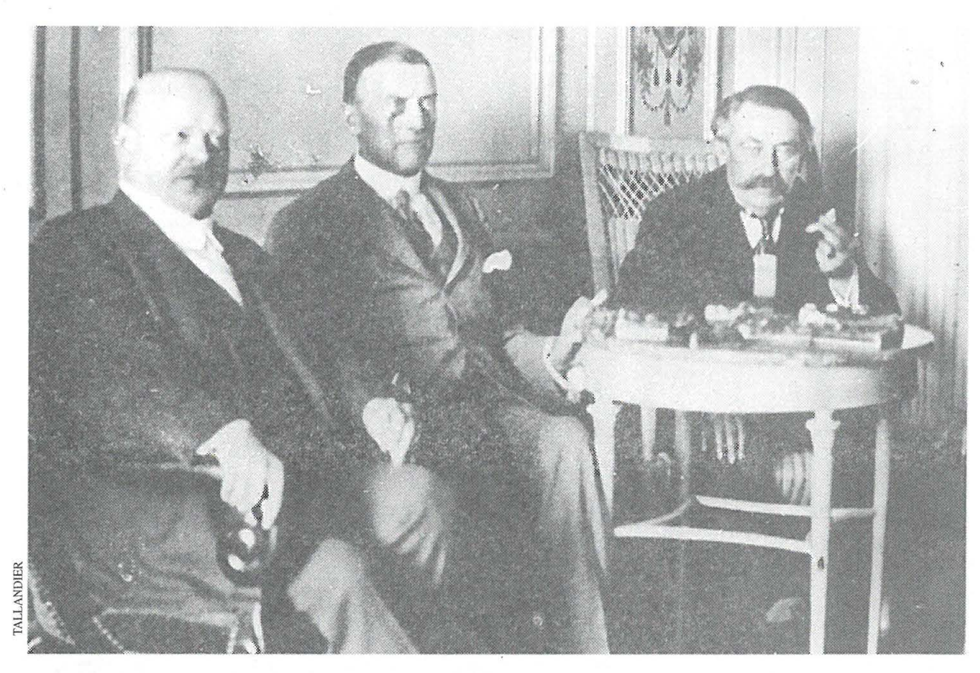
**JACQUES BERREL**

ver les tensions. Quand, en mars 1920, quelques unités de la Reichswehr traversent la zone rhénane démilitarisée pour aller briser une révolution communiste dans la Ruhr, les Français ripostent en occupant Francfort et Darmstadt. En 1921, quand la conférence de Spa présente à l'Allemagne *« l'état des paiements »*, c'est-à-dire l'ensemble de la facture des réparations dont elle devra s'acquitter, Français et Anglais occupent encore trois villes de la Ruhr pour l'obliger à l'accepter. La même année, les Français, puis la SDN, entérinent le coup de force polonais qui fait suite au plébiscite silésien et partagent en deux une région qui devait normalement revenir à l'Allemagne...

Les chefs de gouvernement français et anglais mesuraient bien le caractère dangereux de cette politique « d'exécution » rigoureuse des traités. Elle ne pouvait qu'entretenir outre-Rhin une volonté de revanche analogue à celle qui avait saisi les Français après 1871. Lloyd George et Aristide Briand se prononcent ainsi en faveur d'un « moratoire » permettant d'établir des délais de paiement raisonnables des réparations. La conférence de Cannes aboutit à un accord en ce sens mais Briand, largement désavoué par la classe politique et par le président de la République doit renoncer et laisser, en janvier 1922, sa place à Raymond Poincaré, partisan de la manière forte. Le nouveau président du Conseil, soutenu par la Chambre bleu horizon du Bloc national, élue en 1919, fait ainsi échouer en avril la conférence de Gênes consacrée à la reconstruction économique de l'Europe. L'occasion est cependant mise à profit par l'Allemand Walther Rathenau pour signer à Rapallo, avec le Russe Tchitchérine, un traité par lequel l'Allemagne de Weimar et la Russie soviétique se reconnaissent mutuellement, un traité accompagné d'accords demeurés secrets jusqu'au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, qui vont permettre à l'Allemagne de préparer clandestinement son réarmement.

## En 1923, l'occupation de la Ruhr mobilise l'opinion allemande contre la France

Les retards intervenus dans le paiement des réparations conduisent quelques mois plus tard Poincaré, soutenu par les Belges et les Italiens mais désavoué par Londres, à faire occuper comme « gage productif » le bassin minier et industriel de la Ruhr. La résistance passive des habitants, les sabotages, les attentats contre les troupes d'occupation et les représailles qui s'ensuivent ne peuvent qu'exacerber les tensions franco-allemandes, d'autant que la France encourage ouvertement des mouvements autonomistes rhénans ultra-minoritaires, dont elle espère qu'ils lui permettront de s'installer définitivement sur la rive gauche du fleuve...



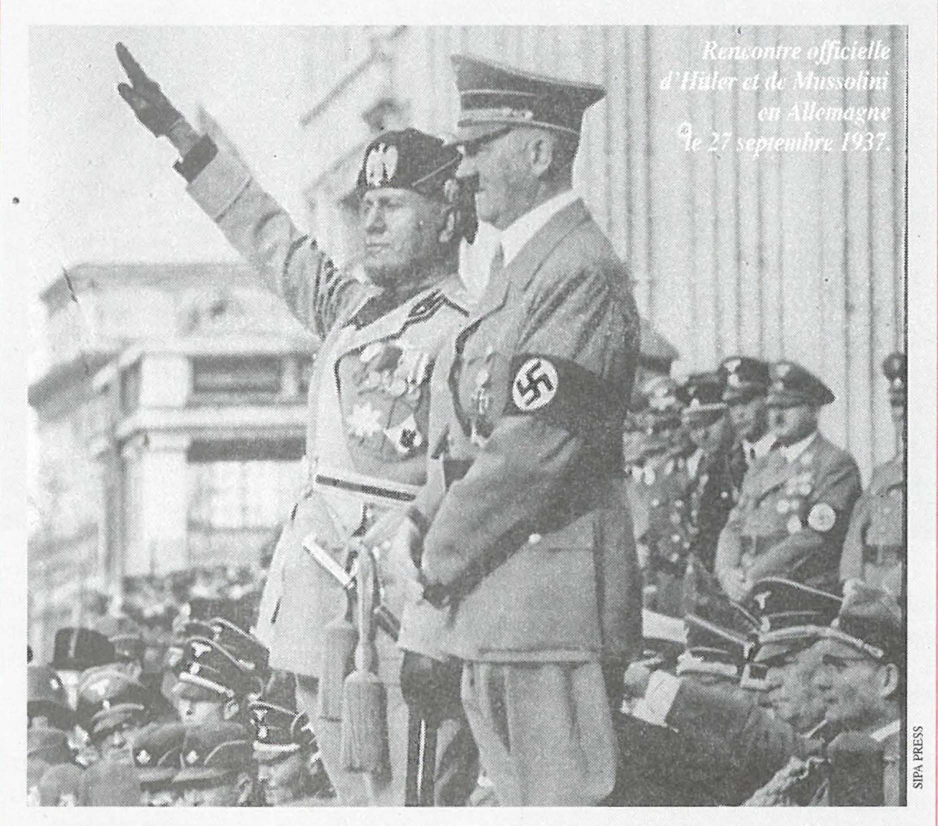

*Conférence de Locarno (Suisse) du 5 au 16 octobre 1925. De gauche à droite, Gustav Stresemann (Allemagne), Austen Chamberlain (Grande-Bretagne), Aristide Briand (France). Sont également présents Mussolini et les représentants de la Pologne et de la Tchécoslovaquie. L'Allemagne reconnaît le* **statu quo** *territorial issu du traité de Versailles ainsi que la démilitarisation de la Rhénanie. En échange, elle est accueillie au sein de la SDN.*

La crise économique et l'inflation vertigineuse qui suivent bientôt l'occupation de la Ruhr amènent les Allemands à céder. Gustav Stresemann, le nouveau chancelier investi à la fin du mois d'août, se résigne à négocier. L'Allemagne met fin à la résistance passive mais obtient, avec le plan Dawes, un premier échelonnement du paiement des réparations. La victoire électorale, en mai 1924, du Cartel des gauches contribue à assouplir la position française et Briand retrouve rapidement le Quai d'Orsay pour y mettre en œuvre ses projets de 1921. La Ruhr est évacuée et, en 1925, comme les traités l'ont prévu, c'est la région de Cologne qui l'est à son tour. A partir de ce moment, la volonté commune de Briand et de Stresemann va permettre de rapides avancées dans le sens d'un rapprochement durable.

Par le traité de Locarno signé en octobre 1925, l'Allemagne reconnaît ses frontières occidentales, c'est-à-dire la perte de l'Alsace-Lorraine, mais elle refuse de s'engager à propos de ses frontières orientales. En septembre 1926, sur proposition de Briand, elle est admise à la SDN. Deux ans plus tard, elle signe avec une cinquantaine d'autres pays le pacte Briand-Kellog de renonciation générale à la guerre. Enfin, en 1929, le plan Young étale le paiement des réparations jusqu'en... 1988. Dans ce contexte de détente, c'est toute la Rhénanie qui est évacuée en 1930 alors qu'elle n'aurait dû l'être qu'en 1935. La politique de Stresemann s'est avérée payante mais, elle se démarque quelque peu de l'idéalisme pacifiste de Briand, comme le révèle le courrier personnel adressé au Kronprinz en septembre 1925 : *« L'essentiel est la libération de notre sol, la disparition des troupes d'occupation ; il faut tout d'abord que nos étrangleurs lâchent prise ; c'est pourquoi la politique allemande devra, pour commencer, suivre la formule que Metternich adoptait en Autriche après 1809 : finasser* (finassieren) *et se dérober aux grandes décisions... »*

Simultanément, la France avait cherché à remplacer l'alliance franco-russe de 1914 par une nouvelle alliance de revers en signant des traités avec la Pologne (janvier 1921), la Tchécoslovaquie (juin 1924), la Roumanie (juin 1926) et la Yougoslavie (novembre 1927). Parallèlement, Paris soutenait la Petite Entente regroupant ces trois derniers pays contre la Hongrie qui souhaitait voir les traités remis en cause. Cette politique pouvait s'avérer lourde de désillusions car ces nouveaux partenaires ne disposaient que de moyens très limités et la stratégie résolument défensive adoptée par la

## MUSSOLINI ET HITLER


Rencontre officielle d'Hitler et de Mussolini en Allemagne le 27 septembre 1937.

SIPA PRESS

Le début de la volte-face dans les rapports italo-allemands date de juin-juillet 1936, alors que, le conflit éthiopien consommé, Mussolini, influencé par Ciano, se persuada que la réconciliation avec l'Angleterre ne serait ni facile ni rapide. Il pensait, que pour y arriver, il fallait menacer Londres et surtout Paris grâce à l'atout allemand, tout en évitant de rester isolé. Ce qu'il faut bien mettre en évidence ici, c'est que, malgré les réticences à l'égard de l'Allemagne d'une large part de l'opinion publique, du groupe dirigeant fasciste, voire de Mussolini et de Ciano, le mirage de la « nouvelle civilisation » joua dans le rapprochement italo-allemand un rôle au moins aussi important que le jeu diplomatique mené par le Duce.

Bien qu'admirant le sens de la discipline et les capacités d'organisation du peuple allemand, Mussolini avait toujours nourri à l'égard de l'Allemagne une hostilité de fond faite de suspicion et de crainte. A l'égard du nazisme, il était toujours resté fort critique. Les choses ne changèrent pas fondamentalement après 1936, mis à part le fait que, jusqu'au déclenchement de la Seconde Guerre mondiale, voire jusqu'à la campagne de Grèce, le Duce s'imagina pouvoir jouer sur la grande et sincère admiration politique et personnelle que Hitler nourrissait à son égard pour le retenir et lui imposer sa propre politique.

Même si on laisse de côté la suspicion et la crainte que Mussolini développait à l'égard des visées expansionnistes et hégémoniques de l'Allemagne, il y avait trop d'aspects du national-socialisme qu'il ne pouvait accepter par conviction, par opportunité politique ni même à cause de la fascination que ce modèle exerçait dans certaines franges du fascisme. Parmi ces aspects, les plus importants concernaient la conception des rapports entre parti et État, le racisme justifié par la biologie, avec pour conséquence la supériorité de la race aryenne et, tout particulièrement durant les années de formation de l'Axe, la conception de la future économie nationale et internationale.

Il est bien évident que, tant par opportunité politique que par méfiance à l'égard de presque tout son entourage, Mussolini se gardait bien de faire ouvertement état de ces critiques. Les éléments ne manquent pas pour témoigner que, même après juin 1940, celui-ci continua à croire qu'une fois la victoire acquise les conceptions nazies ne connaîtraient pas un grand succès, qu'il aurait fallu les revoir et que, de toute manière, elles n'auraient pas contaminé l'Italie protégée par la supériorité de sa civilisation.

RENZO DE FELICE
*Le Fascisme, un totalitarisme à l'italienne ?*
Presses de la fondation nationale des Sciences politiques, Paris, 1988, p. 292-295.

France interdisait d'apporter un secours significatif à ces États en cas de conflit. Cette contradiction entre les ambitions d'une diplomatie visiblement hostile à l'Allemagne et l'absence de véritables capacités d'action militaire correspondante pèsera lourd au cours des années trente.

Pendant ce temps, l'Italie – où le régime fasciste est solidement établi à partir de 1924 – se fait la championne des pays dits « révisionnistes » qui, tels la Hongrie, ont toutes les raisons d'être mécontents des traités. Elle obtient de la Yougoslavie la rétrocession de Fiume et fait de l'Albanie un quasi-protectorat en même temps qu'elle développe son influence en Autriche où le gouvernement catholique conservateur de monseigneur Seipel en fait une alliée privilégiée. Hostile à un statu quo qui, selon lui, ne fait pas la part assez belle à son pays, Mussolini attend son heure.

Le déclenchement de la crise économique mondiale qui débute aux USA en octobre 1929 et qui vient frapper l'Europe au début des années trente va bouleverser profondément le concert international. Les illusions de sécurité collective se dissipent rapidement et la mort de Briand – qui survient en 1932 – symbolise dans une large mesure la fin d'une époque. Les initiatives japonaises, l'autarcie plus rigoureuse qui s'impose aux États, l'arrivée au pouvoir de Hitler au début de 1933 et le soutien apporté par l'URSS à la subversion communiste, tout cela crée des conditions nouvelles favorables à une remise en cause générale de l'ordre international établi au lendemain de la Première Guerre mondiale.

Quand le Japon occupe en septembre 1931 l'ensemble de la Mandchourie, la SDN lui demande vainement de retirer ses troupes mais ne le désigne pas clairement comme l'agresseur et quand le rapport Lytton se révèle défavorable au gouvernement nippon, celui-ci décide, en mars 1933, de quitter l'organisation internationale. La même année, Hitler, installé au pouvoir depuis le 30 janvier, prend acte de l'échec de la conférence du désarmement réunie à Genève. Arguant du fait que l'Allemagne (contrainte et forcée de le faire) a bien réalisé le désarmement imposé par les traités, il exige que les autres nations suivent son exemple ou, à défaut, négocient avec elle un compromis impliquant « l'égalité des droits » entre tous les États. Devant le refus de ses interlocuteurs, il quitte à son tour l'institution genevoise, ce qui lui vaut d'obtenir, à travers le plébiscite organisé en cette circonstance, un écrasant soutien de l'opinion allemande. La

reprise des négociations sur ce point entre l'Allemagne, la France, l'Italie et l'Angleterre (dans le cadre d'une conférence à quatre) ne débouche sur rien et c'est le gouvernement de Paris qui, le 17 avril 1934, enterre définitivement la sécurité collective en rompant des négociations dans lesquelles il avait fatalement tout à perdre.

Encore isolé et ne disposant pas des moyens militaires d'une grande politique, Hitler demeure prudent et songe surtout à conforter son pouvoir à l'intérieur (Nuit des longs couteaux du 30 juin 1934), à rassurer son voisin polonais (pacte de non-agression de janvier 1934) et à se garder de toute aventure lors de l'assassinat à Vienne, par les nazis locaux, du chancelier Dollfuss (25 juillet 1934). Encouragé par le triomphe que constitue le plébiscite de la Sarre de janvier 1935, il prend prétexte du prolongement de la durée du service militaire français au mois de mars suivant (augmentation qui visait simplement à compenser le phénomène de classes creuses nées à partir de 1915) pour annoncer le réarmement de l'Allemagne, la création d'une armée de conscription, d'une aviation de guerre, d'unités blindées et d'une artillerie lourde, ce qui constitue autant de violations des clauses militaires de Versailles.

Inquiets, les vainqueurs de 1918 se réunissent en avril à la conférence de Stresa avec Mussolini pour affirmer qu'ils ne toléreront pas d'autres violations des traités. Le « front » de Stresa ne dure guère puisque les Anglais décident unilatéralement de négocier avec l'Allemagne, le 18 juin 1935, un accord de réarmement naval qui enterre définitivement les clauses militaires de Versailles. Celles-ci comportaient toutefois un dernier volet : la démilitarisation de la zone rhénane.

Préparé par Louis Barthou et réalisé par Pierre Laval en 1935, le rapprochement franco-soviétique va fournir au Führer l'occasion espérée. Quand les Chambres françaises ratifient le pacte conclu par Laval et Staline, Hitler dénonce l'encerclement de son pays et affirme qu'il s'agit là d'une violation du pacte de Locarno. En conséquence, il fait entrer des troupes dans la zone démilitarisée le 7 mars 1936. Albert Sarraut, président du Conseil, a beau proclamer *« qu'on ne laissera pas Strasbourg sous le feu des canons allemands »*, l'état-major ne veut rien faire sans une mobilisation générale, et l'abstention en cette affaire de la « gouvernante anglaise » interdit toute réaction, d'autant que l'on est à deux mois des élections générales.



TALLANDIER

***Rencontre Staline-Laval à Moscou, le 2 mai 1935 pour la signature du traité d'assistance mutuelle qui, en réalité, n'engageait aucune des parties.***

En ce jour précis du 7 mars 1936, la France manque une occasion qui ne se représentera plus de donner un coup d'arrêt significatif aux entreprises hitlériennes, en un moment où le rapport des forces lui était encore largement favorable, moins d'un an après l'annonce du réarmement allemand, qui était encore loin d'avoir produit tous ses effets. A peine installée sur la rive gauche du Rhin, la nouvelle armée allemande peut établir, face à la ligne Maginot, une ligne Siegfried qui semble condamner toute velléité d'offensive française si Hitler fait le choix de l'expansion militaire vers l'est, contre la Pologne alliée de la France, un pays qui présente le défaut de surestimer grandement ses propres capacités militaires. Hitler a réduit à néant les clauses militaires de Versailles mais, jusqu'en 1936, il demeure isolé. Une situation qui va évoluer à la faveur de l'affaire éthiopienne.

## Les sanctions de la SDN contre l'Italie

Soucieux de doter l'Italie d'une véritable colonie de peuplement, promise en 1915 par les Français et les Anglais lors de la signature du pacte de Londres, Mussolini s'est lancé en octobre 1935 dans la conquête de l'Éthiopie, terminée par la prise d'Addis-Abeba en mars 1936. Furieuse, l'Angleterre entraîne la SDN et la France dans une politique de sanctions économiques parfaitement inefficaces et qui vont avoir pour conséquence de jeter Mussolini dans les bras de Hitler, deux ans après l'assassinat de Dollfuss qui avait vu le Duce mobiliser plusieurs divisions sur la frontière du Brenner pour bien marquer son intention de s'opposer à toute tentative nazie contre l'Autriche... Le front de Stresa était définitivement rompu et les efforts de Pierre Laval et de Samuel Hoare pour trouver un compromis ne pourront aboutir. Contre son intérêt le plus évident, qui consistait à renforcer l'alliance avec l'Italie contre l'Allemagne, la France a suivi une fois de plus la « gouvernante anglaise », qui n'en demeure pas moins réticente à s'engager quand ses intérêts vitaux ne lui paraissent pas en jeu.

Le résultat de la guerre d'Éthiopie, puis de la guerre civile espagnole – qui voit Italiens et Allemands soutenir le camp nationaliste alors que la France du Front populaire et l'URSS de Staline apportent leur aide aux Républicains – c'est la formation, en octobre 1936, lors du voyage effectué en Allemagne par le comte Ciano, de l'Axe Rome-Berlin, complété au cours des mois suivants par la conclusion du pacte anti-Komintern auquel s'associe le Japon. La SDN, qui a enregistré le départ de l'Italie, n'est plus qu'une coquille vide ne disposant plus de la moindre autorité politique et l'invasion de la Chine par les troupes japonaises au cours de l'été 1937 – véritable début, en Asie, de la Seconde Guerre mondiale – le confirme largement.

C'est dans ce contexte nouveau que, le 5 novembre 1937, Hitler expose aux chefs de l'armée et de la diplomatie ses intentions à propos de l'Autriche et de la Tchécoslovaquie (protocole Hossbach). Il dit attendre désormais l'occasion favorable pour entamer la remise en cause des clauses territoriales de Versailles et affirme qu'il est prêt à prendre le risque d'un conflit pour parvenir à ses fins. Le 4 février 1938, l'affaire von Blomberg lui fournit le prétexte pour renouveler le haut commandement et mettre en place l'organisation militaire qui doit lui permettre de forcer le destin. Le premier objectif est l'Autriche...

**Ph. C.**

---

(1) La thèse de la responsabilité allemande a été rapidement contestée par les historiens. En France, un énorme travail scientifique fut accompli autour de Pierre Renouvin qui publia en 1925 l'ouvrage fondamental sur la question : *Les Origines immédiates de la guerre*. Il concluait à une responsabilité partagée, elle-même liée à un mécanisme plus fort que les hommes. On se reportera à ce sujet à l'article de Jean-Baptiste Duroselle dans notre numéro 12, « La Grande Guerre, 1914-1918 ».

# Un autoportrait accusateur

PAR DOMINIQUE VENNER

**Document historique capital, *Mein Kampf* est toujours invoqué sans être lu. Pourtant c'est une lecture extrêmement révélatrice. Hitler n'en sort pas grandi. Mais le mystère du personnage se trouve en grande partie élucidé.**

Quel est le principe directeur d'une action ? C'est toujours une question que devrait se poser l'historien, sans qu'il soit toujours aisé d'y répondre. Au moins, dans le cas de Hitler, dispose-t-on pour cela d'un document précieux. A condition de savoir lire.

L'édition française de *Mein Kampf* a 686 pages (1). Elle réunit en un seul volume les deux livres écrits respectivement en 1924 et 1926. Ces dates ont leur importance. Leur auteur est encore très éloigné du pouvoir, mais tout est dit des méthodes qu'il utilisera plus tard pour parvenir à ses fins en politique extérieure. Nous tenons là une sorte d'épure incontestable de ce que sera son action future, sans qu'il soit possible d'accuser la désinformation de ses adversaires, puisque c'est lui qui parle en toute liberté, à l'usage de ses partisans.

Hitler a 35 ans quand il rédige en prison le premier volume, et 37 ans pour le second, celui qui détaille ses vues expansionnistes. C'est donc un homme fait qui n'a pas l'excuse de la jeunesse. Sur l'essentiel, ses idées ne changeront plus. Le personnage a été façonné par plusieurs épreuves exceptionnelles. Celle d'abord de la misère et de la faim, à Vienne, dès la fin de l'adolescence, pendant les années de son initiation à la vie et à la politique. Elles font l'objet des pages les plus attachantes d'un livre souvent rebutant et d'une écriture médiocre. Suivent quatre épouvantables et grisantes années de guerre dans l'infanterie, en premières lignes, qui font d'Hitler un homme nouveau. Comme chez tant d'autres de la même génération, elles ont trempé à jamais la dureté implacable de sa vision du monde. Après le choc de la défaite et de la révolution de 1918-1919, il a reçu enfin, dans le Munich survolté des années vingt, la révélation de ses aptitudes de tribun et de chef politique.

Le portrait mental qui se dégage du livre est celui d'un agitateur exceptionnellement doué (2), d'un révolutionnaire inflexible et imaginatif, mais totalement dépourvu des qualités supérieures de l'homme d'État. On comprend que des Allemands nationalistes et responsables, qui eurent la curiosité de lire à l'époque cet énorme pamphlet, aient nourri les plus sombres pressentiments sur ce qu'il adviendrait de l'Allemagne si jamais Hitler parvenait au pouvoir.

Au fil des pages se dessine en effet le profil d'une personnalité fanatique et intraitable qui se sent investie d'une mission providentielle. On perçoit un esprit péremptoire, fermé à toute réflexion critique, alors que ses vues unilatérales, notamment en politique étrangères, sont souvent d'une pauvreté évidente. Dans le développement des rapports internationaux, au-delà d'un antisémitisme obsessionnel et d'un pangermanisme hérité du XIX[e] siècle, il est guidé avant tout par une sorte de darwinisme sommaire. C'est pour lui un article de foi que la guerre sélectionne *nécessairement* le meilleur et le plus apte. Il ne lui vient pas en tête que la puissance mécanique peut se retourner contre la qualité humaine au point de l'écraser.




*Adolf Hitler en 1923, peu avant* Mein Kampf.

Si la guerre, comme au XVII[e] siècle, lui paraît le moyen privilégié de la grande politique, les ambitions conquérantes révélées par *Mein Kampf* sont cependant plus modestes qu'on ne le dit généralement. Hitler ne songe nullement à étendre l'emprise germanique sur le monde. Son ambition est seulement de donner à l'Allemagne une *« dimension de puissance mondiale »* analogue à celle de la France ou de l'Angleterre. Jusque-là, rien qui ne soit légitime. Ce sont les moyens envisagés qui le sont moins.

A en juger par son livre – sans parler de ce que révélera son action future –, cet homme si versé dans l'art et l'usage de la propagande à usage interne, semble en ignorer ou en dédaigner les effets dans les relations avec l'étranger. De même, méprise-t-il par principe la négociation ou la ruse (sans parler de la patience et de la prudence), comme autant de procédés moralement dégradants, qu'il lui arrivera pourtant d'utiliser avec succès. Le seul instrument qu'il semble reconnaître, c'est *« le glaive »* (mot qui revient à plaisir sous sa plume). C'est donc par la guerre et uniquement par elle qu'il semble vouloir effacer les injustices du traité de Versailles (3) et conquérir à l'Est un « espace vital » nécessaire à la dignité et à la survie du peuple allemand.

Et la France dans tout cela ? Aux yeux d'Hitler, elle est *« l'ennemi mortel, l'ennemi impitoyable du peuple allemand »*. Sur ce point, il faut bien lui reconnaître des excuses. Au lendemain de 1918, les gouvernements français successifs ont tout fait pour s'acquérir une réputation d'hostilité implacable. A l'époque où Hitler écrit son livre (1924-1926), les Allemands de toute opinion sont soulevés de colère et d'indignation contre le « diktat » de Versailles, contre les tentatives d'annexion de la Sarre et de la Rhénanie, contre l'occupation de la Ruhr qui a ravagé l'Allemagne en 1923. Le fait que les troupes françaises, qui occupent la Rhénanie jusqu'en 1930, comportent des contingents africains est ressenti comme une humiliation délibérée et comme une menace de pollution raciale. Pourtant, contre la France, malgré ses invectives, Hitler fait preuve dans *Mein Kampf* d'une surprenante modération sur le fond. Il n'envisage pas d'autre vengeance qu'un futur isolement diplomatique, grâce à l'Italie et à l'Angleterre, seuls alliés potentiels, dit-il, de l'Allemagne (4). Cela prouve que ce « forcené » n'est pas aveugle et n'est pas indifférent au rapport des forces, même s'il se trompe sur son évaluation. En une formule insuffisamment connue, il condense avec netteté les choix fondamentaux qui guideront sa future politique européenne : *« Nous biffons délibérément l'orientation de la politique extérieure d'avant-guerre... Nous arrêtons l'éternelle marche des Germains vers le sud et vers l'ouest de l'Europe, et nous jetons nos regards vers l'est »* (p. 652). Une fois réglé le lourd contentieux de Versailles, il abandonnera donc toute revendication territoriale à l'égard de la France, même concernant l'Alsace et la Moselle, ce qui supprime les causes de conflit entre les deux nations. En revanche il ne cèle rien de son dessein de conquérir par la force des terres à l'est, notamment en Russie. Sur cette question, il sait qu'il rencontrera en Allemagne même l'opposition des milieux nationalistes fidèles à la tradition russophile de la Prusse (5). Aussi les couvre-t-il de sarcasmes, qui se lisent aujourd'hui avec une ironie lugubre, sachant ce qu'il est advenu pour l'Europe de ses rêves de conquête orientale.

**« Nous arrêtons l'éternelle marche des Germains vers le sud et vers l'ouest de l'Europe, et nous jetons nos regards vers l'est »**

Le prophète terriblement déterminé que révèle la lecture de *Mein Kampf* n'est pourtant pas inintelligent ni inculte, mais son esprit est enfermé dans un carcan d'indestructibles préjugés. Il est aussi borné qu'obstiné. Alors que sa vision des choses accuse des carences évidentes, on sent qu'il refusera toujours ce qui ne vient pas de lui.

Des échantillons de carences, on peut en citer trois parmi d'autres. Pas un instant, par exemple, ce curieux révolutionnaire n'entrevoit l'opportunité d'offrir aux autres peuples un projet capable de rallier leur adhésion. La seule perspective qu'il leur accorde dans son livre-programme est la soumission au maître allemand, ce en quoi il sera d'ailleurs en rupture avec le sentiment de plus en plus européaniste des nouvelles générations de son pays.

Dans le domaine des moyens de la politique étrangère, il ne parvient pas à se hausser au-delà des impressions laissées par la guerre. Il n'imagine pas que certaines choses essentielles ne peuvent s'obtenir par la violence. Le regard fixé sur la statue du Grand Frédéric ou de Bismarck, il ne voit que le rugissement de leurs canons et l'héroïsme de leurs grenadiers, oubliant leur finesse politique et leur prudence dissimulée par l'audace. Aussi est-ce uniquement d'une armée allemande reconstituée, soutenue par une nation au mieux de sa forme, qu'il attend tout et l'impossible. Pour accomplir ce qu'il croit être sa mission, jamais il ne désigne dans son livre d'autres moyens que ceux de la contrainte et des armes (6).

Ce surprenant prophète d'un réveil aryen en sera finalement le négateur et le fossoyeur. Négateur puisqu'il se veut exclusivement un nationaliste allemand de l'espèce la plus étroite. Fossoyeur puisque dans sa courte vue et son impatience, il nie ce qui doit s'inscrire dans la durée des siècles, choisissant de tout jouer dans une sorte de « quitte ou double » apocalyptique qui ne laissera derrière lui que des ruines livrées à des ennemis triomphants.

Après une telle lecture, et abstraction faite de la suite de l'histoire, on comprend mieux l'opposition précoce d'un Ernst Jünger, et les pages sibyllines des *Falaises de Marbre* invoquant, face au déchaînement des puissances destructrices, le recours aux forces supérieures de l'esprit.

**D. V.**

---

(1) Nouvelles Éditions Latines, Paris 1934. Toujours disponible.

(2) Ce qu'il dit de la psychologie des foules n'a rien perdu de son intérêt.

(3) Finalement, la guerre ne sera pas utilisée, la menace ayant suffi, sauf pour Dantzig, ce qui déclenchera le second conflit mondial.

(4) Dans les années vingt et trente, l'Italie et l'Angleterre réprouvent en effet la politique de force pratiquée par la France contre l'Allemagne. Il est surprenant qu'Hitler n'ait pas compris que l'Angleterre modifierait sa position dès lors qu'une Allemagne relevée ferait figure de puissance continentale dominante.

(5) Question évoquée dans mon livre *Histoire d'un fascisme allemand, les corps-francs du Baltikum* (Pygmalion, 1996).

(6) On dira qu'il ne fait en cela qu'imiter par exemple Louis XIV, tant admiré des nationalistes français. De fait, pressé par Louvois, le grand roi avait toujours privilégié la force. C'est pourquoi il mit le royaume en danger durant la guerre de Succession d'Espagne (1701-1713), et suscita en Allemagne, par le sac du Palatinat, des rancœurs restées vives au XX[e] siècle. Encore la France de Louis XIV était-elle une puissance proportionnellement supérieure à l'Allemagne du XX[e] siècle. L'Europe de ce temps-là n'avait rien à craindre des autres continents. Les rectifications de frontières n'enflammaient pas les passions nationales inexistantes. Les grandes hécatombes nées de l'industrialisation de la guerre n'avaient pas commencé. Ce qui revient à dire que la politique systématiquement brutale et arrogante d'un Louvois, qui était déjà une faute au XVII[e] siècle, apparaît comme un crime et une aberration au XX[e].

# Préhistoire et naissance du III^e^ Reich

PAR JEAN MABIRE

**Cent ans après 1789, un enfant voit le jour dans une bourgade à la frontière de l'Autriche et de l'Allemagne. Ses parents le prénomment Adolf. Son action bouleversera son siècle plus que toute autre.**

## 1889-1918

**1889 (20 avril).** Naissance d'Adolf Hitler à Braunau-sur-Inn, en Autriche. Il est le fils d'un douanier autrichien, Aloïs Hitler, et d'une paysanne, née Clara Poelzl.

**1895.** École primaire de Fischlhamm, à côté de Linz. Hitler est ensuite élève au monastère bénédictin de Lambach, puis à l'école de Léonding et au collège de Linz.

**1903 (3 janvier).** Mort d'Aloïs Hitler.

**1908 (21 décembre).** Mort de la mère d'Adolf Hitler, celui-ci part pour Vienne. Il échoue une seconde fois au concours des Beaux-Arts (section architecture). On l'encourage à devenir peintre.

**1909-1913.** Séjour à Vienne. Il travaille comme manœuvre sur divers chantiers et vit à l'asile de nuit. Il connaît la faim et la misère. C'est une période fondamentale pour sa formation. Il découvre la puissance et les méthodes du marxisme, dont il attribue la paternité et le contrôle aux Juifs.

**1913.** Installation à Munich. Il vit comme artiste peintre indépendant.

**1914.** Dès la déclaration de guerre, Hitler s'engage au 16^e^ régiment d'infanterie bavarois « List ». Il est envoyé en octobre sur le front des Flandres. Il est blessé une première fois le 15 octobre.

**1915.** Décoré de la Croix de fer de deuxième classe.

**1916.** Il est blessé à la jambe le 7 octobre, dans le secteur de la Somme, près de Bapaume.

**1918.** Troisième blessure de guerre en août. Après avoir capturé 12 prisonniers français devant Montdidier, il est nommé caporal et reçoit la Croix de fer de première classe. Dans la nuit du 13 au 14 octobre, il est gazé dans le bombardement de sa tranchée au sud d'Ypres. Il demeure aveugle plusieurs semaines. Évacué sur un hôpital de Poméranie, il apprend la défaite allemande, la révolution à l'arrière, la chute de la monarchie : « *Dans ces nuits, naquit en moi la haine, la haine contre les auteurs de ces événements* ». Il est rapatrié à Munich à la fin du mois de novembre, mais il n'est pas démobilisé. La capitale de la Bavière est aux mains d'une « république des Conseils ».

La « révolution de novembre » 1918 marque pour l'Allemagne l'entrée dans une longue période de troubles et de guerre civile larvée entre les communistes et les corps-francs nationalistes qui fourniront les premières troupes et les premiers cadres du futur national-socialisme. Cette tension violente, ponctuée de coups de force et de rixes sanglantes, ne prendra vraiment fin qu'en 1933.

## 1919

**Mai.** Après la reconquête de Munich par les corps-francs en mai, et le renversement de la




SIPA PRESS DR DR TALLANDIER DR TALLANDIER

*Les visages d'une vie. (1) A un an. (2) A 16 ans. (3) A 28 ans, en 1917, soldat de la Première Guerre mondiale. (4) A 34 ans, en 1923, chef du petit parti national-socialiste, à Munich, peu avant le putsch du 9 novembre. (5) A 42 ans, en 1931, à la tête d'un parti en pleine ascension. (6) A 44 ans, en 1933, peu après son arrivée au pouvoir.*

*Page de gauche, Adolf Hitler en compagnie d'Eva Braun qu'il épousera le jour de leur suicide à Berlin, le 30 avril 1945.*

« république des Conseils », Hitler est remarqué pour ses qualités de propagandiste. Il est nommé *Bildungsoffizier*, c'est-à-dire officier instructeur dans la section de propagande du capitaine Karl Mayr.

**28 juin.** Signature du traité de Versailles.

**18 septembre.** Sur ordre de ses chefs, Hitler adhère au Parti des travailleurs allemands, *Deutsche Arbeiter Partei* (DAP), fondé en janvier 1919 par Anton Drexler, Karl Harrer et l'économiste Gottfried Feder.

**16 octobre.** Première « grande » réunion publique à la Hofbrauhaus, devant 111 assistants. Hitler se découvre un don d'orateur.

## 1920

**5 janvier.** Hitler devient responsable de la propagande du parti, auquel adhèrent le capitaine Ernst Röhm, agent de liaison de la Reichswehr, le publiciste d'origine balte Alfred Rosenberg, et le dramaturge Dietrich Eckart qui exercera une grande influence sur Hitler.

**24 février.** Devant 2 000 personnes, à la Hofbrauhaus, Hitler présente les 25 points du programme du parti.

**20 mars.** Échec du putsch Kapp-Luttwitz, à Berlin.

**1er avril.** Hitler est démobilisé. Le DAP devient le Parti national-socialiste des travailleurs allemands (NSDAP). La croix gammée est adoptée comme emblème.

**17 décembre.** Achat d'un bihebdomadaire, le *Volkischer Beobachter*, qui devient organe du parti. Il sera quotidien à partir du 8 février 1923.

## 1921

**21 janvier.** Premier congrès du NSDAP qui compte alors 3 000 membres.

**29 juillet.** L'assemblée générale du parti approuve l'autodésignation d'Hitler comme président.

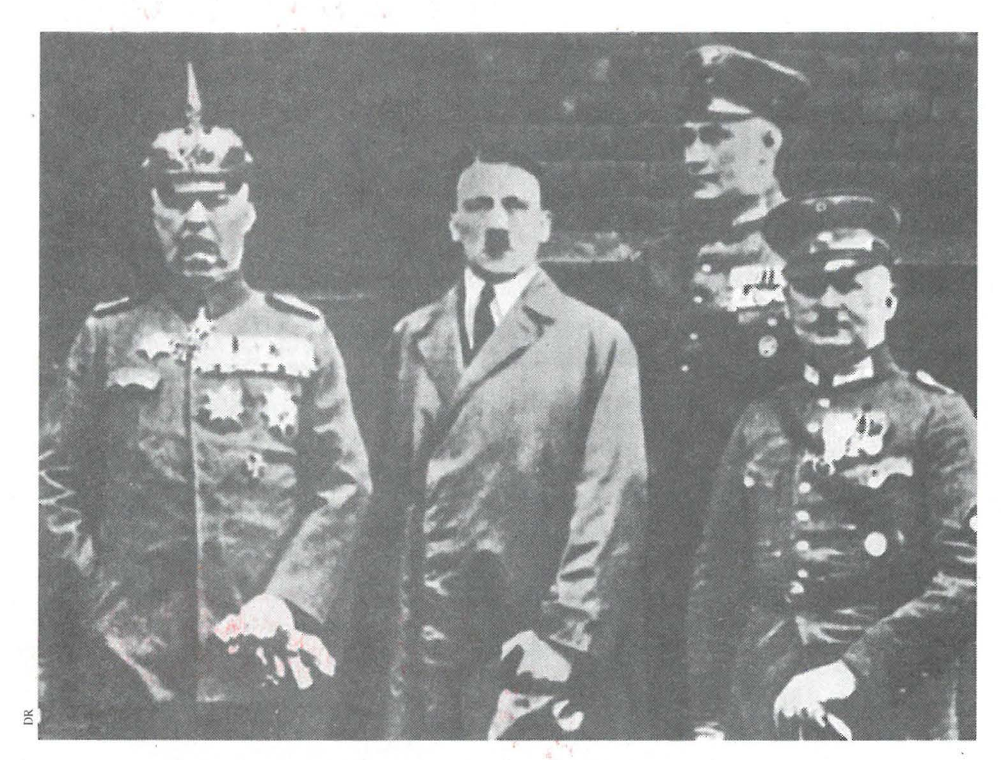
**Septembre.** Le service d'ordre du parti prend le nom de Section d'assaut, *Sturmabteilung* (SA).

**4 novembre.** Violente bagarre avec les communistes à la Hofbrauhaus. Les 50 hommes de la SA, avec Emil Maurice et Rudolf Hess, restent maîtres du terrain.

## 1922

**22 janvier.** Deuxième congrès du NSDAP (6 000 membres).





*Les trois dirigeants du* **Kampfbund** *fondé en septembre 1923. De gauche à droite au premier rang : le général Ludendorff, Adolf Hitler, le capitaine Röhm. Tous les trois seront compromis dans le putsch du 9 novembre.*

**24 juin.** Meurtre à Berlin du ministre Walther Rathenau par deux jeunes officiers des corps-francs.

**28 octobre.** Début de la Marche sur Rome des fascistes italiens. Le roi charge Mussolini de diriger le gouvernement.

## 1923

**11 janvier.** Occupation de la Ruhr par les troupes françaises et belges. Début d'une année terrible pour l'Allemagne, inflation gigantesque, misère des classes moyennes et du prolétariat, violences révolutionnaires. La résistance passive est proclamée par le gouvernement allemand.

**27 janvier.** Troisième congrès du parti. Hitler passe en revue 6 000 SA qui sont considérés par la Reichswehr comme une réserve camouflée, utilisable en cas de conflit ouvert avec la France.

**1er mars.** Le capitaine aviateur Hermann Goering, décoré de l'ordre pour le Mérite, adhère au NSDAP.

**26 mai.** Reconnu coupable d'un attentat revendiqué par le NSDAP contre un pont de chemin de fer dans la Ruhr, le lieutenant Schlageter est fusillé par les Français. Il devient un héros national.

**2 septembre.** Création à Nuremberg d'une Communauté de combat (*Kampfbund*) regroupant plusieurs mouvements patriotiques, dont le NSDAP, sous le patronage du général Ludendorff, ancien quartier-maître général des armées impériales. Le 25 septembre, le capitaine Röhm devient chef militaire du *Kampfbund*, et Hitler chef politique.

**22-29 octobre.** Échec d'une tentative de soulèvement communiste à Hambourg.

**9 novembre.** Échec du pseudo-putsch national-socialiste de Munich. Au cours d'une réunion tenue la veille avec les chefs du gouvernement bavarois, tentés par le séparatisme (Von Kahr), Hitler veut leur forcer la main en vue de proclamer une « révolution nationale », mais il n'est pas suivi. Le 9, à la tête de la SA et en compagnie du général Ludendorff, il organise une démonstration dans la ville. La police ouvre le feu devant la Feldherrnhalle. Quatorze membres du parti sont tués et beaucoup d'autres blessés, dont Goering. Fin de la période insurrectionnelle, ouverte par la révolution de novembre 1918.

## 1924

**26 février-1er avril.** Procès de Hitler et de ses compagnons. Hitler est condamné à cinq ans de forteresse. Il profite de cette détention pour écrire *Mein Kampf* (Mon Combat).

**20 décembre.** Hitler sort de la prison de Landsberg à la suite d'une amnistie.

## 1925

**26 février.** *Neu Gründung* : nouvelle fondation du parti à Munich. Reparution du *Völkischer Beobachter.* Hitler répudie la violence. C'est au moyen de l'action légale qu'il entend parvenir au pouvoir.

**11 mars.** Hitler charge Gregor Strasser, ancien officier des corps-francs, député nationaliste depuis 1924, d'organiser le NSDAP à Berlin et en Allemagne du nord.

**26 avril.** Le maréchal Hindenburg est élu président du Reich au deuxième tour de scrutin. Au premier tour, Ludendorff, candidat du NSDAP n'avait obtenu que 1,06 % des suffrages.

**18 juillet.** Publication du premier volume de *Mein Kampf.* Le deuxième volume sera publié le 10 décembre 1926.

**9 novembre.** Fondation de la SS (Schutzstaffeln : groupes de protection).

**12 décembre.** Élections du Reichstag à la proportionnelle. Les nationaux-socialistes ont quatre députés.

## 1926

**Février.** Au congrès du parti à Bamberg, Hitler s'oppose à Gregor Strasser, dont il critique la démagogie « prolétarienne ». Lieutenant de Strasser, le jeune Joseph Goebbels choisit de suivre Hitler. Il sera chargé de la conquête de Berlin.

**4 juillet.** Lors du congrès de Weimar, fondation des Jeunesses hitlériennes (HJ).

## 1927

**30 janvier.** Élections au Landstag de Thuringe. Le NSDAP obtient 2 sièges sur 56.

**9 octobre.** Élections au Landstag de Hambourg. Le NSDAP obtient 1,5 % des voix et 2 sièges sur 160.

## 1928

**28 mai.** Élections du Reichstag. Le NSDAP obtient 2,8 % des suffrages.

**16 novembre.** Hitler parle pour la première fois au Palais des sports de Berlin.

## 1929

**3 octobre.** Mort du chancelier Gustav Stresemann. Fin de la détente franco-allemande

ouverte avec Briand par le traité de Locarno en 1925. Début de la grande crise économique.

**8 décembre.** Élections au Landstag de Thuringe. Le NSDAP obtient 11 % des suffrages, un record jamais atteint.

## 1930

**23 janvier.** Pour la première fois un national-socialiste occupe une fonction ministérielle : le Dr Frick est nommé ministre de l'Intérieur et de l'Enseignement de Thuringe.

**22 juin.** Élections au Landstag de Saxe. Le NSDAP obtient 14,4 % des voix.

**14 septembre.** Élections du Reichstag. Le NSDAP obtient 6 406 000 voix (18,2 % des suffrages, 107 sièges sur 577). Il devient le second parti du Reich.

**15 septembre.** A l'occasion du procès d'Ulm, Hitler désavoue des officiers accusés de menées nazies, dont le lieutenant Scheringer. Il prend prétexte de cet incident pour affirmer sa soumission à la légalité.

**Novembre.** Succès confirmé et accru aux élections municipales. Le NSDAP compte 500 000 membres.

## 1931

**5 janvier.** Ernst Röhm est nommé chef d'état-major de la SA.

**13 mai.** Aux élections au Landstag d'Oldenburg, le NSDAP obtient 37,2 % des voix. Toutes les élections confirment la montée du parti.

**9 juillet.** Entretiens Hitler-Hugenberg (parti national allemand) en vue d'une coalition nationale.

**10 octobre.** Pour la première fois, Hitler est reçu par le président Hindenburg.

**11 octobre.** Création du « Front de Harzbourg » qui regroupe les nationaux allemands (Hugenberg), le Casque d'acier (Seldte) et les nazis.

## 1932

Le nombre des chômeurs qui était de 2 millions en 1929 passe à 6 millions durant l'hiver 1931-1932.

**21 janvier.** Discours d'Hitler au Club de l'Industrie de Dusseldorf.


TALLANDIER

*Émeutes communistes à Berlin en 1932. Depuis sa naissance, la république de Weimar a été confrontée à une violence révolutionnaire face à laquelle les nazis semblent un recours.*

**13 mars-10 avril.** Élections présidentielles. Hitler, qui a enfin obtenu la nationalité allemande, obtient 11 500 000 voix (30,23 %) au premier tour et en gagne 2 millions au second (36,68 %). Il est second derrière Hindenburg, qui a quatre-vingt-cinq ans.

**13 avril.** Le gouvernement dissout les SA et les SS. Hitler accepte d'exécuter cette mesure, pour montrer son respect de la légalité.

**24 avril.** Succès nazis lors des élections aux assemblées des États (Landstag). Le NSDAP obtient plus du tiers des suffrages.

**17 juillet.** Dimanche rouge d'Altona. A la suite de violents affrontements entre SA et communistes dans ce faubourg rouge de Berlin, la police relève sur le terrain 18 morts et 68 blessés graves.

**31 juillet.** Élections du Reichstag. A la suite d'une campagne intense (Hitler a pris la parole dans 50 villes), le NSDAP obtient 13 750 000 voix (38 %) et 230 sièges. Son groupe est le plus important du Reichstag, dont Goering devient le président.

**13 août.** Hitler refuse un poste de vice-chancelier dans un gouvernement von Papen.

**12 septembre.** Nouvelle dissolution du Reichstag.

**6 novembre.** Élections du Reichstag. Malgré un certain recul (31 % contre 38 % le 31 juillet), le NSDAP constitue le groupe le plus fort de l'assemblée. Réélu président du Reichstag, Goering va jouer un rôle essentiel dans l'approche du pouvoir.

**1er décembre.** Le général von Schleicher est nommé chancelier. Il tente de briser le parti nazi en offrant à Gregor Strasser, éternel concurrent d'Hitler, un poste de vice-chancelier (7 décembre 1932).

## 1933

**28 janvier.** Abandonné par Hindenburg et par la Reichswehr, Schleicher démissionne.

**30 janvier.** Hitler est nommé chancelier du Reich, par Hindenburg grâce à l'entremise de von Papen qui sera vice-chancelier. Hitler dirige un cabinet de coalition qui ne compte que deux nationaux-socialistes en dehors de lui, le Dr Frick (ministre de l'Intérieur) et Goering (ministre sans portefeuille et ministre de l'Intérieur en Prusse). A la demande du nouveau chancelier, Hindenburg dissout le Reichstag. Les élections sont fixées au 5 mars. L'Allemagne compte 6 millions de chômeurs et vit dans la hantise d'un coup de force communiste.

**27 février.** Incendie du Reichstag. L'arrestation d'un suspect (qui avouera), Van der Lubbe, portant une carte de membre du parti communiste, provoque la nuit même, sur ordre de Goering, l'arrestation de 4 000 responsables communistes. Le lendemain, sur proposition d'Hitler, Hindenburg signe un décret sur la « protection du peuple et de l'État » permettant des mesures d'exception et l'interdiction du parti communiste. Création de la Gestapo.

# VENTRES PLEINS, VENTRES CREUX

**Xavier de Hauteclocque fut l'un des premiers Français à décrire ce qu'il avait vu dans l'Allemagne de 1933. Récit inattendu.**

**20 avril 1933.** Voici quarante-quatre ans, à pareille date, Adolf Hitler naissait dans la petite ville autrichienne de Braunau. Son père, humble fonctionnaire des douanes, sa mère, fille de paysans, rêvaient de faire de leur garçon un « Monsieur », un *herr Doktor.* Lui-même, dès sa première jeunesse, se sentait attiré par les arts. Il barbouillait des aquarelles. Pourquoi ne deviendrait-il pas « *herr Professor* », membre d'une académie impériale, peintre en vogue ?

Il fut peintre en bâtiment.

La mort, la guerre, la faim en décidèrent ainsi. Ses parents disparurent trop tôt, sans laisser un *groschen*, un centime d'Autriche. Finies les études. Il fallut ravaler des murs en blouse blanche, manier la pioche et la grenade dans les tranchées et puis, au sortir de cette guerre qu'il acheva simple caporal, réendosser le pesant harnais du tâcheron, plonger à nouveau dans le marais gris et anonyme de la servitude.

Aujourd'hui, devenu plus populaire que le grand Frédéric, plus puissant que ne le fut jamais Guillaume II, il pourrait oublier cela. Non. Il se glorifie de sa misère passée. Il la chante dans chacun de ses discours. La mort, la guerre, la faim, la servitude, on dirait que ce sont les soubassements de sa personne morale et qu'il ne peut couper ces quatre racines d'où monte dans son âme fruste la sève amère et puissante des bas-fonds.

Ouvrez la *Deutsche Allgemeine Zeitung*, organe des nababs de l'industrie, le *Berliner Tageblatt*, moniteur des grands bourgeois, le *Bœrsen Kurier*, gazette des gros spéculateurs, le *Stahlhelm*, lecture favorite des généraux, vous trouverez la même biographie de Hitler insérée par ordre. Des phrases brutales qui sentent la famine, la sueur, la boue du front et où reviennent, comme un leitmotiv, ces petits mots tragiques : « Mort... Guerre... Faim... Servitude manuelle. »

Je n'en suis pas encore bien sûr, mais il me semble bien que les généraux, les industriels, les spéculateurs, les bourgeois lecteurs de ces feuilles cossues doivent éprouver un étrange chatouillement au pli de l'épigastre à voir cet ancien ventre-creux dicter sa loi aux ventres-pleins.


TALLANDIER

***Jeune ouvrier national-socialiste arrêté en 1932 par un schupo.***

Si l'on analyse objectivement sa conduite, force est de constater que, dans chacun des actes du nouveau chancelier, fermente je ne sais quel virus de miséricorde en faveur des pauvres.

A l'occasion de son anniversaire, il vient de donner ce mot d'ordre : « *Je veux qu'aujourd'hui personne n'ait faim en Allemagne.* »

Programme formidable. Six millions de chômeurs *officiels*, c'est-à-dire, en comptant les femmes et les enfants des sans-travail, douze à quinze millions d'estomacs qui ne se sont jamais remplis à leur suffisance depuis des semaines, des mois ou des années. A Berlin seulement, sur quatre millions d'âmes, un million de miséreux au bas mot (il y a 600 000 chômeurs).

Apaiser, un jour seulement, cet océan déchaîné, livide de vieilles fringales, quel travail d'Hercule ! Le soir du 20 avril, je crois pourtant que le miracle a été réalisé.

Un taxi m'a mené tout au fond de Wedding, faubourg lointain, à vingt kilomètres du centre. Terrains vagues, déserts affreusement propres où l'on voudrait voir surnager les papiers gras, les litres vides, les boîtes de conserves éventrées, toutes ces traces réconfortantes de nos humbles ripailles banlieusardes. Mais il y a si longtemps que Wedding ne ripaille plus !

Ces ruches en ciment de Wedding n'abritent pas d'abeilles, mais des guêpes. Elles bourdonnaient la chanson communiste. Maintenant, c'est la chanson nazie. Seul le venin de désespoir n'a pas changé.

On délivre les repas gratuits dans les *Sturm-Lokale*, les postes de sections d'assaut hitlériennes. Ces postes occupent à l'ordinaire des arrière-salles de brasseries de quatrième ordre. Décor immuable. Derrière une table, flanqué de deux acolytes, se tient le *Sturmführer*, chef de la section d'assaut qui règne sur la rue ou le pâté de maisons. A côté de lui, un représentant de la *Wohlfahrts Abteilung* (organisation de bienfaisance). Sur la muraille, drapeaux rouges dont le cercle blanc enferme la croix gammée, pareille à un serpent noir à quatre têtes grouillant dans sa cuve sanglante. Remarquez que sur les drapeaux rouges de Wedding le cercle blanc est minuscule, beaucoup plus petit que sur les drapeaux des quartiers bourgeois.

Un à un défilent les « clients », les misérables. Épaules voûtées, poitrines creuses, teints verts ou bistres qui reflètent les lentes, longues et silencieuses coliques de miserere du marasme. Et toujours ce sourire de béatitude et de douleur qui s'apaise quand, après avoir fait viser leur carte de chômage, ils reçoivent leur ration de saucisses, de pain et de delikatessen.

Avant de manger, de leurs yeux de fièvre, ils regardent le portrait de Hitler, cloué sur le rouge des drapeaux, ils crient : « *Sieg Heil* ». Leurs grosses pattes osseuses font le geste d'arracher, de fracasser je ne sais-quoi, leurs entraves, le traité de Versailles ou la fortune des riches.

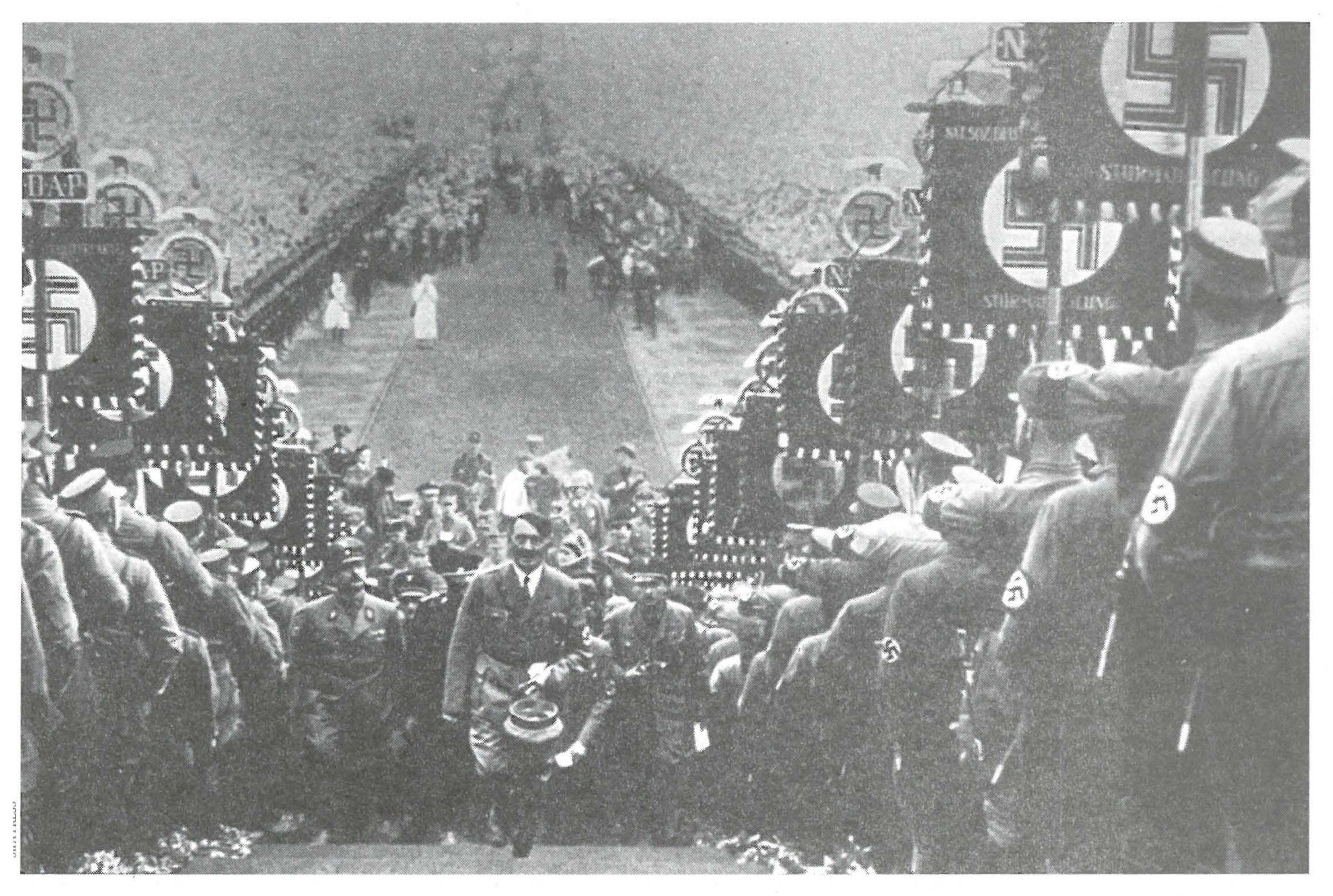
Des millions de grosses pattes ont fait ce geste aujourd'hui...

« *Quand le socialisme allemand était international, je ne le trouvais pas tellement dangereux. Il s'attaquait à trop forte tâche, il dispersait ses efforts. Maintenant que, devenu "national", il a réduit son champ de tir, j'ai peur que les coups ne soient mieux groupés* ».

C'est un financier « revanchard » du parti Hugenberg qui m'a livré cette réflexion, plus profonde qu'on ne pense peut-être, en tétant avec mélancolie son havane.

**XAVIER DE HAUTECLOQUE**

*A l'ombre de la croix gammée.* Reportage les Éditions de France, Paris, 1933.



*Congrès du parti national-socialiste de Nuremberg, en 1934. L'année suivante, la cinéaste Leni Riefenstahl y tournera un film célèbre,* **Le Triomphe de la volonté.**

**5 mars.** Élections du Reichstag. Disposant des moyens de l'État, le NSDAP obtient 17 164 000 voix et 288 sièges (118 aux socialistes, 70 au centre catholique, 52 aux nationaux allemands, 81 aux communistes, 28 aux autonomistes bavarois). Les nazis disposent de la majorité absolue. La SA s'attaque physiquement aux principaux adversaires politiques du parti.

**12 mars.** Victoire du NSDAP aux élections municipales.

**21 mars.** En présence de Hindenburg, Hitler va se recueillir devant le tombeau de Frederic II dans la chapelle de la garnison de Potsdam.

**23 mars.** Le Reichstag vote les pleins pouvoirs pour quatre ans au ministère dirigé par Hitler, par 441 voix contre 94. Fusion des SA et du Stahlhelm.

**1er avril.** Journée de boycott des magasins juifs.

**1er mai.** Dissolution des syndicats remplacés par le *Deutsche Arbeitfront* (Front du travail) du Dr Ley qui parvient à rallier une partie importante de la classe ouvrière.

**17 juin.** Discours (censuré) de Marburg. Se faisant le porte-parole des conservateurs, le vice-chancelier Franz von Papen critique vertement l'anarchie et l'arbitraire du nouveau régime. Il le menace d'une « troisième révolution » (réactionnaire) s'il se laisse aller à la « seconde révolution » (que l'on dit socialiste) voulue par Röhm et les chefs de la SA. Les nazis s'inquiètent mais sont vite rassurés, Papen est seul. Il perdra ses fonctions après la Nuit des longs couteaux au cours de laquelle plusieurs de ses proches seront abattus.

**14 juillet.** Interdiction de tous les partis à l'exclusion du NSDAP.

**23 septembre.** Ouverture par Hitler du premier chantier autoroutier.

**14 octobre.** Faute de pouvoir parvenir à un accord sur le désarmement, l'Allemagne quitte la SDN.

**12 novembre.** Plébiscite sur la politique extérieure : 40,5 millions de oui contre 2,1 millions de non. Élections générales du Reichstag : 39,5 millions de voix aux nazis (92,2 %), 3,3 millions de bulletins nuls (il n'y a désormais que 661 députés nazis, les autres partis ayant été dissous ou s'étant dissous d'eux-mêmes).

**1er décembre.** Loi sur l'unité du parti et de l'État qui place le NSDAP à tous les postes de commande, sauf dans l'armée.

## 1934

**Janvier.** Le nombre des chômeurs est tombé à 4,1 millions. La diminution a été de 2 millions en un an.

**27 janvier.** Déclaration de loyauté au régime de l'Église évangélique (luthérienne).

**14 juin.** Hitler se rend à Venise pour rencontrer Mussolini.

**30 juin.** Nuit des longs couteaux. Liquidation des dissidents de la SA et d'un certain nombre d'opposants. La purge fait une centaine de victimes. La Reichswehr se félicite de cette mise au pas de la SA.

**20 juillet.** Concordat avec le Vatican.

**25 juillet.** A Vienne, assassinat du chancelier Dollfuss par des nazis autrichiens. Mussolini menace d'intervenir pour éviter l'Anschluss.

# MARS 1938, HITLER RÉALISE L'ANSCHLUSS

En 1919, l'article 80 du traité de Versailles et l'article 88 du traité de Saint-Germain ont interdit l'Anschluss, la fusion de l'Allemagne et de l'Autriche, ainsi que toute union douanière entre les deux pays, ce qui constituait – selon le secrétaire d'État américain Lansing – une *« négation flagrante du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes »*. Victorieuse et débarrassée de l'Autriche-Hongrie, la France n'entendait pas accepter que l'Allemagne vaincue pût ainsi accroître son territoire et son poids démographique. Dès le printemps de 1919, les deux États concernés ont pourtant inscrit – à l'initiative des gouvernements sociaux-démocrates de Vienne et de Berlin – l'Anschluss dans leurs Constitutions respectives, et ce avec l'appui des socialistes français et des travaillistes anglais, sincèrement acquis au principe nationalitaire.

L'État autrichien né de la volonté des vainqueurs paraît peu viable. Vienne – capitale en 1914 d'un empire Habsbourg de plus de cinquante millions d'habitants – apparaît désormais comme une métropole disproportionnée au sein d'une petite république alpine qui compte six fois moins d'habitants. C'est un pays profondément divisé au sein duquel la population de l'énorme capitale est gagnée au socialisme alors que les provinces à dominante rurale demeurent acquises au traditionalisme clérical. Gouvernée de 1922 à 1929 par Mgr Seipel, l'Autriche doit recourir en 1925 et en 1932 – faute de pouvoir mettre en œuvre une union douanière avec l'Allemagne ou avec ses voisins danubiens – à l'aide financière de la SDN pour équilibrer une balance commerciale largement déficitaire. Il ne peut cependant freiner les violences qui aboutissent aux troubles sanglants de juillet 1927 et à l'écrasement des socialistes grâce à la *Heimwehr*, une milice nationale dirigée par le prince de Starhemberg, ancien du corps-franc Oberland.

A partir de mai 1932, le chancelier Engelbert Dollfuss, soutenu par l'Italie, établit une dictature conservatrice mais il doit compter avec l'opposition des sociaux-démocrates organisés au sein du *Schutzbund* et des nationaux-socialistes dont le parti, créé en 1925, va connaître un rapide essor après l'accession de Hitler à la Chancellerie en janvier 1933. A partir de septembre de cette même année 1933, Dollfuss s'appuie sur la *Heimwehr* et un parti unique, le Front patriotique, qui s'est donné pour objectif l'établissement d'une société « corporative et chrétienne ». Les autres partis sont interdits. Du 11 au 14 février 1934, à la faveur de violentes manifestations social-démocrates, les forces du régime écrasent dans le sang la révolte des ouvriers viennois.

Quelques mois plus tard, le 25 juillet 1934, les nazis autrichiens tentent à leur tour un coup d'État qui échoue mais au cours duquel Dollfuss est assassiné. Une action qui n'avait sans doute pas le feu vert de Hitler, dans la mesure où l'Allemagne n'était pas en situation d'affronter à cette date les répercussions internationales de cette affaire. Celles-ci ne tardent pas. Mussolini – qui rêve encore pour l'Italie d'une grande politique danubienne – masse deux divisions sur la frontière du Brenner pour manifester alors clairement son opposition à toute tentative d'Anschluss. Le successeur de Dollfuss, le chancelier Schuschnigg, poursuit la même politique mais conclut, le 11 juillet 1936, un accord avec l'Allemagne nazie. Celle-ci reconnaît l'indépendance de l'Autriche, qui s'engage à déterminer la politique étrangère de son pays en fonction de « son caractère allemand ». Schuschnigg attend naïvement de ces concessions une non-intervention de l'Allemagne nazie dans les affaires intérieures du pays.

Au moment où le Reich est en train de redevenir une puissance militaire, Hitler convoque le chancelier autrichien à Berchtesgaden le 12 février 1938. Il exige que les nazis soient représentés au gouvernement de Vienne. Le 16 février, Seyss-Inquart, leader du parti national-socialiste autrichien, devient ministre de l'Intérieur et de la Sûreté et se rend à Berlin dès le 17 pour y prendre ses consignes. Le 25 février, von Papen, ambassadeur du Reich à Vienne, est rappelé. Le 5 mars, à Linz, Seyss-Inquart proclame que *« l'indépendance autrichienne repose sur la garantie du peuple allemand »*. Face à ce processus de déstabilisation du régime, Schuschnigg va jouer la dernière carte qui lui reste. Il annonce le 9 mars à Innsbruck son intention d'organiser un plébiscite qui fournira aux Autrichiens l'occasion de se prononcer sur l'avenir du pays. Il s'agit de répondre par oui ou par non en faveur *« d'une Autriche allemande, indépendante et sociale, pour une Autriche chrétienne et unie, pour la paix et le travail... »* Autant dire que n'importe quel électeur ne peut répondre que oui, d'autant que différentes astuces de procédure poussent à ce résultat. La consultation est prévue pour le 13 mai. Dans l'après-midi du 11, un émissaire allemand remet au chancelier autrichien un ultimatum de Hitler qui exige l'annulation du plébiscite et la formation d'un gouvernement confié à Seyss-Inquart. Vers 19 heures, alors que les manifestations nazies se multiplient dans tout le pays, le président Miklas accepte la démission de Schuschnigg, remplacé dans la nuit par Seyss-Inquart. Au cours des heures qui suivent, les troupes allemandes pénètrent en Autriche où elles reçoivent, notamment à Linz, un accueil triomphal. Le 13, en fin de soirée les premières unités allemandes atteignent Vienne, où Seyss-Inquart a constitué son gouvernement.

Dès le 11, Hitler a informé Mussolini pour le rassurer quant au Tyrol du Sud dont il garantit la possession à l'Italie, et pour lui rappeler son attitude lors de l'affaire d'Éthiopie. On comprend donc que le Duce « n'ait pu être joint » quand Schuschnigg lui a lancé un ultime appel durant la soirée du 11 mars. Le 13, Hitler est accueilli à Linz dans un enthousiasme indescriptible. A Vienne, le cardinal Innitzer, chef de l'Église autrichienne, se rallie à l'Anschluss alors que la police et l'armée fraternisent avec les troupes allemandes qui n'ont pas eu à tirer le moindre coup de feu. Le 14, l'accueil que réserve Vienne au Führer frise la démence collective.

Encouragé par l'adhésion massive des foules autrichiennes et par la passivité des États étrangers (la Grande-Bretagne s'en moque et la France, qui se débat dans une énième crise ministérielle, ne fera rien sans elle), Hitler va assimiler purement et simplement l'Autriche, contrairement au souhait d'autonomie de nombreux partisans de l'Anschluss. Seyss-Inquart reçoit les fonctions de Statthalter de ce nouveau « pays du Reich allemand ». Pour compléter sa victoire, le Führer va retourner à son avantage l'arme qu'avait voulu utiliser Schuschnigg en organisant, le 10 avril suivant, en Autriche et en Allemagne, un plébiscite qui légitime à plus de 99 % de oui l'action entreprise. Ce premier coup porté par la nouvelle Allemagne à la « prison » de Versailles ne pouvait qu'encourager Hitler à poursuivre la réunion de tous les Allemands au sein d'un même État.

**JEAN KAPPEL**

**2 août.** Mort de Hindenburg à l'âge de quatre-vingt-sept ans. Les fonctions de chancelier et de président sont réunies sur la tête de Hitler.

**19 août.** Un plébiscite accorde à Hitler, Führer-chancelier, 88,9 % de oui (28 362 000 voix).

## 1935

**Janvier.** Le nombre des chômeurs est tombé à 2 700 000.

**13 janvier.** Plébiscite en Sarre sous contrôle de la SDN. 90,7 % de oui pour le rattachement à l'Allemagne. 8,8 % pour le *statu quo ante*. 0,4 % pour le rattachement à la France.

**15 mars.** Rétablissement du service militaire obligatoire. La Reichswehr est remplacée par la Wehrmacht.

**15 septembre.** Congrès de Nuremberg, *Triomphe de la volonté*. Première loi pour la *« protection du sang et de l'honneur allemand »* : distinction entre citoyens et sujets.

**14 novembre.** Les Juifs sont considérés comme des étrangers dont la place est strictement mesurée.

## 1936

**7 mars.** Remilitarisation de la Rhénanie.

**17 juin.** Himmler est nommé Reichsführer SS et chef de la police allemande. Le RSHA, service central de sûreté nationale, sera créé en 1939.

**18 juin.** Un accord naval avec la Grande-Bretagne fait tomber les dernières limitations du traité de Versailles en matière d'armements.

**18 juillet.** Début de la guerre d'Espagne. Soutien à Franco.

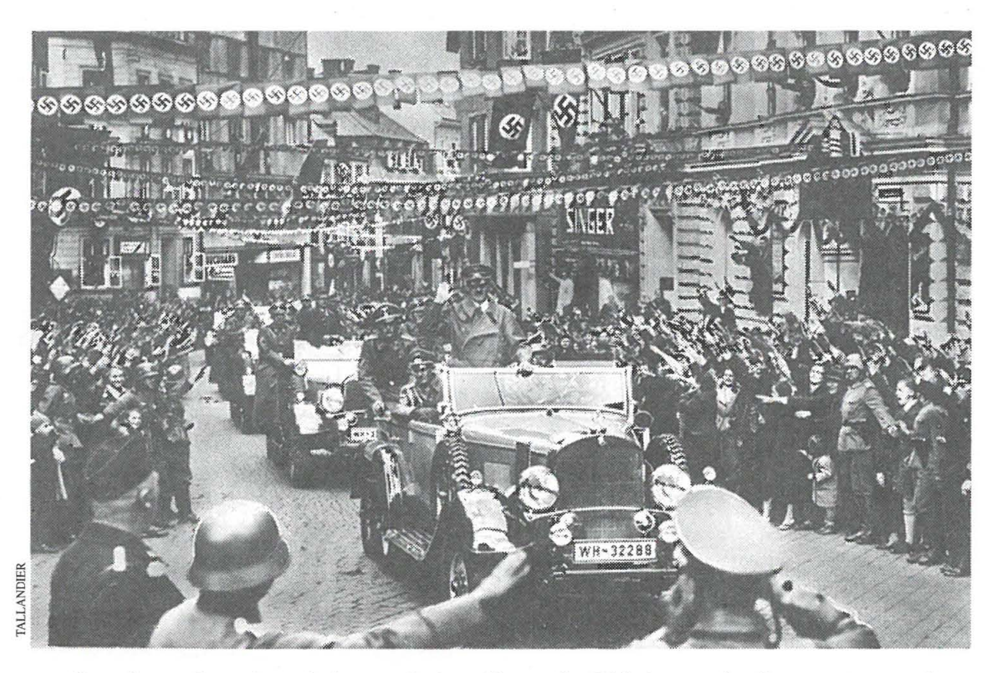
**1er août.** Ouverture à Berlin des Jeux olympiques d'été. Leni Riefenstahl en tirera le film *Fest der Völker* (la Fête des peuples) traduit en français sous le titre *Les Dieux du stade*.

**1er novembre.** Mussolini annonce la création d'un axe Rome-Berlin.

**25 novembre.** Signature entre le Japon et l'Allemagne d'un pacte anti-Komintern.

## 1937

**Janvier.** Le nombre des chômeurs est tombé à 1,5 million. Il sera ramené à 350 000 en juillet.




TALLANDIER

***Sous les acclamations de la population allemande, Hitler entre derrière ses troupes dans une ville du territoire des Sudètes en octobre 1938.***

**5 novembre.** Lors d'une conférence restreinte, Hitler aborde la question du *Lebensraum* (espace vital) pour les 85 millions d'Allemands, ce qui implique des conflits avec la Tchécoslovaquie et la Pologne. Désormais la politique étrangère d'expansion va prendre le pas sur la politique intérieure. Les généraux s'alarment de ces projets qui font courir un risque de conflagration générale. Le principal opposant est le général Beck, chef d'état-major de l'armée de terre, qui démissionnera en 1938, s'efforçant vainement d'entraîner d'autres généraux dans ce qui deviendra bientôt un complot.

**28-29 novembre.** Visite officielle de Mussolini à Berlin.

## 1938

**9 janvier.** Mise en chantier à Berlin de la nouvelle chancellerie, sur les plans du jeune architecte Albert Speer.

**4 février.** Remaniement dans le haut commandement. Le général Blomberg est poussé à démissionner. Le général Fritsch est limogé. Hitler prend lui-même le commandement suprême, assisté du général Keitel et de l'OKW.

**12 mars.** Les troupes allemandes entrent en Autriche, acclamées par la population. L'Anschluss (réunion) fonde la Grande Allemagne.

**29-30 septembre.** Crise des Sudètes et accords de Munich. La région des Sudètes est retirée à la Tchécoslovaquie et réunie à l'Allemagne.

**10 novembre.** A la suite de l'assassinat à Paris du conseiller von Rath par le jeune Juif Herschel Grynzpan, des éléments prétendus « incontrôlés » s'en prennent aux commerçants israélites, brisent les vitrines, brûlent des synagogues et commettent de nombreuses exactions. Cette flambée de violence aurait été déclenchée par Goebbels à l'insu des services de Heydrich et Himmler. 267 synagogues et maisons communautaires sont détruites ainsi que 7 500 magasins. Sous des prétextes divers, 30 000 Juifs sont envoyés dans les camps de concentration de Dachau, Buchenwald et Sachsenhausen.

## 1939

**15 mars.** Les troupes allemandes franchissent la frontière tchèque et occupent Prague. La Tchécoslovaquie est démembrée : la Bohême et la Moravie forment un protectorat sous l'autorité du Reich. La Slovaquie devient théoriquement indépendante. Certains territoires sont annexés par la Hongrie et la Pologne. Ce coup de force, qui rompt les accords de Munich, provoque l'indignation et le retournement de l'Angleterre jusque-là conciliante. Ainsi commence l'engrenage qui conduira à la Seconde Guerre mondiale.

**24 août.** Pacte germano-soviétique.

**1er septembre.** Prenant prétexte de son entêtement sur Dantzig, l'Allemagne attaque la Pologne.

**3 septembre.** L'Angleterre, suivie par la France, déclare la guerre à l'Allemagne. Début de la Seconde Guerre mondiale.

**J. M.**

L'HISTOIRE SÉCULAIRE DE PEUPLES DÉSUNIS

# L'imposture tchéco-slovaque

PAR HENRY BOGDAN

**Dans une imagerie réductrice, les accords de Munich sont synonyme de lâcheté et de capitulation. C'est négliger tout ce qui a précédé, oublier les conflits séculaires entre peuples différents dans l'espace centre-européen. Découverte de ce passé éclairant en compagnie d'un excellent spécialiste.**


TALLANDIER

*Vue ancienne de Prague et du pont Charles construit en 1357 par l'empereur germanique Charles IV, roi de Bohême, fondateur en cette ville de la première université allemande en 1348. La capitale de la Bohême est restée très marquée par la culture germanique. Jusqu'au XIXe siècle, Tchèques et Allemands y ont vécu en bonne entente.*

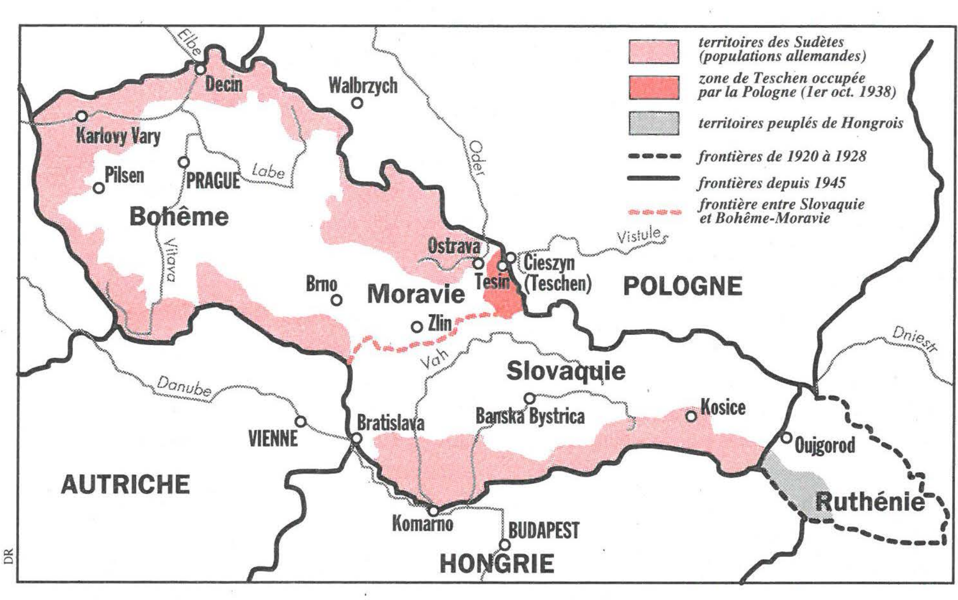
Les accords de Munich ont longtemps joui d'une mauvaise réputation. L'« esprit de Munich » était synonyme de lâcheté et de trahison et traiter l'adversaire politique de « munichois » était considéré comme une injure. Aujourd'hui, depuis que les hommes d'État occidentaux, pourtant en position de force, ont pris pour habitude de capituler, au nom de la *Realpolitik*, devant les exigences des dictateurs balkaniques ou des potentats moyen-orientaux comme ils le faisaient hier encore devant les fascistes rouges du Kremlin, on préfère s'abstenir d'évoquer Munich.

Le soixantième anniversaire de la signature des accords de Munich incite cependant l'historien à se pencher sur toute la problématique qui s'y rattache. Nous avons trop tendance à juger Munich par rapport aux événements qui ont suivi, c'est-à-dire l'agression allemande contre la Pologne et la Deuxième Guerre mondiale avec la mainmise de l'Allemagne national-socialiste sur une grande partie de l'Europe avec son cortège de destructions et d'horreurs de toutes sortes. Pourtant au lendemain de Munich, les foules de France et d'Angleterre, mais aussi celles d'Allemagne, criaient leur joie car elles croyaient la paix sauvée. Ramener les accords de Munich – et leur prolongement direct que fut la disparition de l'État tchécoslovaque en mars 1939 – à une capitulation des démocraties devant un État totalitaire donne de l'événement une approche singulièrement limitée. Se borner à une telle vision réductrice, c'est faire abstraction de tout ce qui a précédé Munich ; c'est oublier les conflits, souvent exagérés d'ailleurs, qui depuis des siècles ont opposé dans l'espace centre-européen non germanique, les populations slaves aux minorités allemandes (*Volksdeutschtum*) ; c'est oublier aussi les conditions dans lesquelles on a créé la Tchécoslovaquie et les espoirs déçus des Slovaques traités en « frères inférieurs » par ceux qui gouvernaient à

Prague alors qu'on leur avait promis l'égalité ; c'est oublier aussi l'échec flagrant de la politique des grandes puissances qui, au lendemain de la Première Guerre mondiale, ont cherché à créer des États artificiels comme la Tchécoslovaquie – et aussi la Yougoslavie – au nom du noble principe wilsonien du *droit des peuples à disposer d'eux-mêmes* mais pour l'application duquel on s'est bien gardé de consulter lesdits peuples.

La Tchécoslovaquie est un bon exemple de ces créations imposées d'en haut. Elle se présenta dès sa naissance comme un État multinational ainsi que l'était l'ancienne Autriche-Hongrie, mais à la différence de celle-ci où les collectivités territoriales jouissaient d'une large autonomie, la Tchécoslovaquie a été un État centralisateur dans la tradition jacobine de la France de la IIIe République. La création de la Tchécoslovaquie a été préparée à Paris et à Londres au cours de la Première Guerre mondiale. Des émigrés tchèques, Thomas Masaryk et Edvard Benes entre autres, ont attiré l'attention de certains hauts fonctionnaires du Quai d'Orsay, amis des Slaves, comme les frères Cambon, Pierre de Margerie et surtout Philippe Berthelot, sur l'avantage qu'il y aurait pour la France de favoriser la création d'un État ami en Europe centrale. Ils furent soutenus par des universitaires comme Ernest Denis, Ernest Lavisse, Emmanuel de Martonne, par des journalistes comme Jules Sauerwein, André Tardieu, Louise Weiss. En Angleterre, Masaryk et Benes purent compter sur le journaliste du *Times* Wickham Steed et sur le professeur Seton-Watson qui les mirent en contact avec les gens influents du *Foreign Office*. L'idée de Masaryk et de Benes était d'associer les Slovaques à cet État slave. Dès 1916, Masaryk et Benes étaient parvenus à leurs fins : l'Entente inscrivit parmi ses buts de guerre le démembrement de l'Autriche-Hongrie et les États-Unis s'y rallièrent en 1917 lors de leur entrée dans la guerre. Benes note dans ses *Mémoires* : « *Il y eut trois organisations importantes au sein desquelles je me fis des relations. C'étaient les francs-maçons, la Ligue des droits de l'homme et le Parti socialiste français* », c'est-à-dire des groupes particulièrement hostiles à la monarchie des Habsbourg considérée par eux comme cléricale et conservatrice.

Constituer ou plutôt reconstituer un État tchèque indépendant héritier de l'ancien royaume de Bohême n'avait en soi rien d'absurde et correspondait sans doute à ce moment-là aux vœux des Tchèques peu enclins à partager le sort de l'Autriche vaincue ; mais y incorporer les Slovaques comme le voulaient Masaryk et Benes était beaucoup plus discutable.




***Depuis 1919, le duché de Teschen a été un sujet de discorde entre la Pologne et la Tchécoslovaquie. C'est une importante région de passage, riche en charbon et dotée d'actives industries métallurgiques, chimiques et textiles. Près de 80 000 Polonais y habitent. Faute d'un accord, le 23 janvier 1919, les troupes tchèques investissent le duché, profitant de la menace exercée au même moment sur la Pologne par l'Armée rouge. Fureur des Polonais. La conférence des Ambassadeurs à Paris, décide un partage de Teschen mal accueilli dans les deux camps. Profitant des accords de Munich, dès le 1er octobre 1938, les troupes polonaises entrent dans la partie de Teschen dévolue à la Tchécoslovaquie et procèdent à son annexion. De son côté, la Hongrie occupe militairement les parties méridionales de la Slovaquie qui lui ont été arrachées en 1920 et où vivent d'importantes populations magyares.***

Tout séparait les Slovaques des Tchèques, la langue, les traditions, leur foi catholique profonde. Pendant mille ans, les Slovaques avaient vécu dans le cadre de l'État hongrois et n'avaient guère de contacts avec leurs voisins tchèques. Seuls, les étudiants de la minorité protestante avaient pris l'habitude à la fin du XIXe siècle d'aller faire leurs études à Prague.

## Dès 1918, les Tchèques imposent leur domination sur les Slovaques et les minorités allemandes

A Paris, Benes prit contact avec un émigré slovaque de longue date, Milan Stefanik, un scientifique naturalisé français. Celui-ci fut le représentant des Slovaques au sein du Comité national tchécoslovaque. A ce moment-là, en Hongrie, il y avait un mouvement autonomiste slovaque dirigé par un prêtre, l'abbé Hlinka qui avait eu maille à partir avec les autorités hongroises en 1907 et qui jouissait d'une grande popularité dans les campagnes slovaques. Pour rallier les élites slovaques à son projet de création d'une Tchécoslovaquie, Masaryk se tourna vers l'importante communauté slovaque des États-Unis. Le 30 mai 1918, il signa à Pittsburgh avec les chefs de la colonie slovaque une convention sur l'organisation du futur État : « *La Slovaquie aura sa propre administration, son parlement, sa magistrature ; la langue slovaque sera la langue officielle...* » Et sur la foi de ces promesses, les Slovaques de l'extérieur se rallièrent à l'idée tchécoslovaque.

Dans les derniers jours d'octobre 1918, il était clair que les puissances centrales avaient perdu la guerre. Le 28 octobre à Prague, la République était proclamée et un gouvernement provisoire annonçait la rupture avec l'Autriche. Benes, nommé ministre des Affaires étrangères dans le gouvernement provisoire, fut chargé de défendre à Paris les intérêts de la Tchécoslovaquie auprès des Alliés. Une Assemblée nationale provisoire fut constituée. Sur les 270 députés, il y avait 201 députés tchèques désignés sur la base des résultats des élections de 1911 ; quant aux 69 députés slovaques, ils avaient été choisis en fonction de leur zèle unitaire et ils étaient pour la plupart protestants alors que 80 % de la population slovaque était catholique ! Mais cette Assemblée ne comptait aucun représentant des minorités allemandes et hongroises

## LE COLONEL MORAVEC ET LE RALLIEMENT AU REICH

**L'inspirateur du groupe de Tchèques partisans d'une étroite collaboration avec le Reich était le colonel Emmanuel Moravec, ancien attaché à l'état-major tchécoslovaque. Depuis janvier 1940, les services de propagande de la Wehrmacht auprès du Reichprotektor utilisaient son grand talent journalistique. Moravec exerçait une profonde influence sur la *Jeunesse d'État* du mouvement unitaire tchèque. Le meilleur résumé de ses idées politiques se trouve dans un article parus en mars 1943 dans la revue collaboratrice *Signal.* Il y établit une similitude entre la situation de la Bohême au Moyen Age, placée aux avant-postes de l'Occident et la position de la Bohême-Moravie de 1940, face à la « *menace bolchevique* », mais « *protégée par le nouveau Reich grand-germanique* ». Pour Moravec, l'union imposée par l'histoire entre l'Allemagne et la Bohême était un facteur inévitable et indissoluble. Deux faits lui paraissaient particulièrement importants : l'emplacement stratégique de la Bohême et les liens entre Tchèques et Allemands créés par les fusions de races : « *L'Empire autrichien fit de la Bohême et de la Moravie une base stratégique contre les États des Balkans et contre la Russie... Les mille ans d'union de la Bohême et de la Moravie à l'Empire allemand favorisèrent un vigoureux croisement de sang tchèque et de sang allemand. La langue slave subsistait encore, mais l'esprit et le caractère des Tchèques étaient devenus plus durs, plus tenaces, plus créateurs et plus actifs. Étroitement unis aux Allemands par la civilisation aussi bien que par le sang, les Tchèques s'étaient éloignés des autres Slaves.* » La fondation de la République tchécoslovaque en 1918 paraissait donc à Moravec une aberration historique contraire au passé de la Bohême, et une création inspirée par des étrangers. Le rétablissement du Reich devait être suivi logiquement, pour Moravec, par l'annexion de tous les pays ayant jadis appartenu au premier Reich du Moyen Age. Mais cette étape n'était pas suffisante aux yeux de Moravec. Le président d'État devait renouer officiellement avec l'antique allégeance de saint Wenceslas envers le Reich. La collaboration, de subie, devait devenir volontaire, scellée par les liens du sang et de l'histoire.**

**Devenu ministre de la Propagande en 1943, le colonel Moravec se suicida à Prague, le 11 mai 1945, lors de l'entrée de l'Armée rouge.**

**La Bohême-Moravie fut le pays où la collaboration avec l'Allemagne dura le plus longtemps, six ans, et où, à défaut d'un engagement passionné en faveur du Reich qui ne toucha qu'une petite fraction du peuple tchèque, la collaboration quotidienne résista à tous les événements politiques. Jusqu'en mars 1945, les ouvriers tchèques continuèrent à travailler avec discipline dans les usines d'armement pour la défense du Reich. Il est frappant de constater que le premier pays à être conquis par le IIIe Reich fut aussi le dernier à en subir la domination, puisque les insurgés ne se soulevèrent seulement que quatre jours avant la capitulation de l'Allemagne.**

**FRANCIS BERTIN**
***L'Europe de Hitler*, tome 1,**
**La Librairie française, Paris, 1976.**

qui représentaient pourtant 40 % de la population du nouvel État.

Devant cette situation, les anciens parlementaires élus des régions germanophones de Bohême tentèrent de créer une *Bohême allemande* et proclamèrent le 29 octobre le rattachement à l'« Autriche allemande » des régions germanophones de Bohême. Le gouvernement de Prague riposta en envoyant l'armée car pour Masaryk, « *le territoire habité par les Allemands est notre territoire et demeurera nôtre* ». Quant aux Slovaques de ce qui était encore la Hongrie, le 30 octobre, quelque deux cents délégués de leurs associations culturelles et patriotiques réunis à Turcansky Svati Martin (Turocszentmarton) proclamèrent « *le droit illimité du peuple slovaque à disposer de lui-même* », se séparant ainsi de la Hongrie. Le Conseil national slovaque aussitôt constitué se rallia à l'idée d'une union avec les Tchèques sur la base de l'égalité des droits et du partage des responsabilités. L'abbé Hlinka et ses amis étaient quelque peu sceptiques. Leurs craintes étaient justifiées.

Lorsqu'en décembre 1918 les légionnaires tchèques prirent possession du pays slovaque, ils se livrèrent à de nombreuses exactions, profanant les églises et mutilant les calvaires et les colonnes ornées de statues de la Vierge ou des saints que l'on rencontrait à l'entrée des villages ou le long des routes. Excès de zèle d'une soldatesque qui fêtait la victoire qu'elle n'avait pas su remporter sur les champs de bataille ! Ce n'est pas si sûr car au même moment, le gouvernement de Prague mettait en route une vigoureuse politique anticléricale et procédait à l'expulsion de nombreux religieux et à la mise à l'écart des prélats considérés comme hostiles à l'État tchécoslovaque.

Devant cette situation, l'abbé Hlinka reprit le combat pour les droits de son peuple. Il se rendit à Paris pour y plaider la cause de la Slovaquie ; on ne le reçut pas. Dans le mémorandum qu'il avait préparé à l'intention des membres de la Conférence de la paix, il évoquait les promesses non tenues. « *La Slovaquie,* pouvait-on y lire, *est devenue une colonie de la Bohême et elle est traitée comme telle* ». Le mémorandum ne parvint jamais à ses destinataires et l'abbé Hlinka fut expulsé de France à la demande de Benes. A son retour dans son village de Ruzomberok, Hlinka fut aussitôt arrêté et passa six mois en prison sans autre forme de procès.

Ainsi naquit la première République tchécoslovaque...

## L'entente séculaire entre Allemands et Tchèques de Bohême est rompue au XIXe siècle

Il appartint aux grandes puissances victorieuses de fixer les frontières de la Tchécoslovaquie ; celles-ci furent définies par les traités de Saint-Germain-en-Laye du 10 septembre 1919 et de Trianon du 4 juin 1920. La Tchécoslovaquie, sur la base de ces traités, était formée de trois ensembles territoriaux, la Bohême-Moravie, la Slovaquie et la Ruthénie subcarpatique. La Bohême-Moravie correspondait à l'ancien royaume de Bohême qui, jusqu'en 1918, faisait partie de l'empire d'Autriche, après avoir fait partie jusqu'en 1806 du Saint-Empire romain germanique. Les rois de Bohême, qu'ils fussent issus de la dynastie tchèque Przemyslides, de celle des Luxembourg ou de celle des Habsbourg depuis 1526, étaient de droit *Prince Électeur* du Saint-Empire. Dès le XIIe siècle, les rois de Bohême avaient fait venir des « colons » allemands pour exploiter les ressources minières et participer au développement des villes du royaume, si bien qu'au XVe siècle déjà, les Allemands représentaient le tiers de la population et cette proportion demeura fixe jusqu'en 1918. Ces Allemands se sentaient tout aussi « bohêmes » que leurs compatriotes tchèques, et s'il y eut des affrontements, ils furent liés davantage aux conflits religieux qu'aux conflits ethniques.

Lors de la Réforme luthérienne précédée au XVe siècle par la Réforme hussite, Tchèques et Allemands adhérèrent massivement au protestantisme. Lors de la guerre de

Trente Ans, il y eut des Tchèques catholiques comme Wallenstein dans le camp des Habsbourg et des Allemands protestants comme le comte de Thurn dans le camp de l'anti-roi proclamé par la Diète de Bohême, lui qui en 1618 avait organisé la « Défenestration de Prague ». La bataille de la Montagne-Blanche en 1620 ne fut pas la défaite des Tchèques face aux Allemands ; ce fut la défaite des protestants de Bohême, Tchèques et Allemands confondus, devant les armées de la Contre-Réforme dans laquelle servaient des Allemands et des Tchèques catholiques. La coexistence entre Allemands et Tchèques devint difficile à partir du XIXe siècle avec la montée des nationalismes allemand et slave. En 1919, la Bohême au nom des « droits historiques » conserva ses frontières traditionnelles avec sa double population, 65 % de Tchèques et 33 % d'Allemands sans parler des 75 000 Polonais de la principauté de Teschen.

La seconde composante de la Tchécoslovaquie était la Slovaquie détachée de l'État hongrois. Allait-on limiter les zones attribuées à la Tchécoslovaquie aux seules régions de peuplement slovaque, ce qui aurait été conforme aux principes wilsoniens ? ou devait-on prendre en compte d'autres impératifs ? Benes réclama la région de Pozsony (Presbourg) rebaptisé Bratislava par les Tchèques, pour que la Tchécoslovaquie dispose d'un port sur le Danube. Or, à Bratislava, il n'y avait alors que 40 % de Slovaques face à 35 % d'Allemands et 25 % de Hongrois. La demande de Benes fut acceptée. Mieux, le maréchal Foch suggéra que la frontière hungaro-tchécoslovaque fut fixée au Danube ce qui aboutit à incorporer au nouvel État une masse compacte de 400 000 Hongrois.

## Un statut discriminatoire au détriment des Slovaques

Au total, si l'on y ajoute les 200 000 Hongrois disséminés dans les zones slovaques, ce furent plus de 600 000 Hongrois qui devinrent « tchécoslovaques ». Enfin, la Tchécoslovaquie se fit attribuer la Ruthénie subcarpatique uniquement pour des raisons politiques afin d'établir une frontière commune avec la Roumanie amie. Il n'y avait là aucune justification d'ordre ethnique ; la population n'était ni tchèque ni slovaque mais majoritairement ruthène (320 000 h.) avec des minorités hongroises (169 000 h.) et allemandes (62 000 h.).

Pendant les vingt années d'existence de la première République tchécoslovaque, les dirigeants de Prague s'efforcèrent d'imposer leur loi aux Slovaques et de limiter au maximum les droits des minorités qu'ils s'étaient engagés à respecter. Une minorité de Slovaques favorable à l'unité tchécoslovaque participa épisodiquement aux différentes coalitions gouvernementales ; l'un d'eux, l'agrarien Milan Hodza, fut même chef du gouvernement de 1935 à 1938. Mais la majorité des Slovaques suivait le Parti populiste slovaque de l'abbé Hinkla qui obtint à chaque élection de 30 % à 35 % des voix et si l'on y ajoute les voix obtenues par les autres partis favorables à l'autonomie et celles des partis des minorités, c'étaient plus de 70 % des électeurs qui rejetaient le régime de Prague. La Slovaquie fut livrée au bon vouloir des fonctionnaires tchèques arrivés en masse dès 1919. En revanche, la place des Slovaques dans l'administration centrale fut dérisoire ; en 1938, sur 8 000 hauts fonctionnaires, 130 seulement étaient slovaques et dans l'armée, sur 139 officiers généraux, il n'y avait qu'un seul slovaque !

Si les « frères » slovaques étaient ainsi traités, le sort fait aux minorités nationales était encore plus discriminatoire. La loi de 1920 avait prévu le droit d'utiliser les langues minoritaires dans l'administration et les tribunaux dans les départements où au moins 20 % de la population était minoritaire. Cette mesure libérale perdit une grande partie de sa portée avec la mise en place d'un nouveau découpage administratif. A cela s'ajouta une politique de colonisation intérieure visant à réduire le poids de la population minoritaire dans les villes. Benes lui-même en expliqua le mécanisme en 1927 : « *Le pouvoir dominant a toujours le moyen de modifier le caractère ethnique des villes en y accumulant des troupes, des fonctionnaires, du commerce, des banques, etc. Nous avons fait cette expérience à Brunn (Brno) qui était une ville presque entièrement allemande au moment où nous l'avons prise et dans laquelle la minorité allemande est en train de disparaître. Il en est de même à Kaschau (Kassa, Kosice) qui était une ville magyare et qui est maintenant presque entièrement slovaque...* »

Devant cette situation, les représentants des minorités se tournaient vers la SDN et l'on trouve aujourd'hui encore aux archives de Genève le texte de centaines de réclamations demeurées sans suite. On comprend peut-être mieux pourquoi, après avoir cherché en vain le soutien de la SDN, les minorités allemandes des Sudètes sont devenues perméables à la propagande de Hitler alors qu'au moins,

### EDVARD BENES (1884-1948)



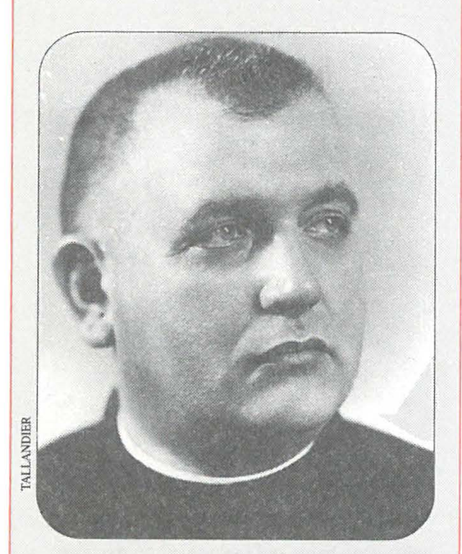

**Benes était un homme habité par la haine, une haine qui l'aveuglait en dépit de son intelligence. Il avait par ailleurs une technique de travail remarquable. Son immense influence à la Société des Nations, comme d'ailleurs à Paris, lui permit de manipuler les conférences réglant à l'époque le statut de l'Europe. Si l'on projetait une conférence, il établissait l'ordre du jour et le communiqué final, conformément à la vieille expérience des conférences internationales selon laquelle celui qui prépare le dossier est également celui qui décide des conclusions.**

**C'est donc ce Benes qui disait, avant l'occupation de Vienne par Hitler, qu'il valait mieux avoir Hitler à Vienne que les Habsbourg. Il fallait être aveugle et ignorer la place de la Tchécoslovaquie sur la carte pour ne pas voir qu'une fois Vienne perdue, Prague devenait intenable. [...]**

**C'est en toute objectivité qu'il faut noter la faillite complète de sa politique et sa trahison envers son propre peuple. Lors de l'affaire du traité de Munich, on a beaucoup blâmé, à juste titre, Daladier et Chamberlain. Mais on a oublié que c'est Benes qui a capitulé le premier. Car il ne s'agissait ni de la France ni de l'Angleterre, mais de la Tchécoslovaquie. C'était donc à Prague qu'il appartenait de prendre la première décision. La Tchécoslovaquie avait une armée suffisante pour résister. C'est pourtant de Prague, de Benes, qu'est venue la proposition de capituler devant Hitler. Cette attitude n'a-t-elle pas quelque chose de suicidaire ?**

OTTO DE HABSBOURG
*Mémoires d'Europe.* Entretiens avec Jean-Paul Picaper.
Critérion, Paris, 1994, p. 49-50.

## MGR JOSEF TISO (1897-1947)


TALLANDIER

**On a beaucoup parlé de la Slovaquie, lors de la séparation de la Tchécoslovaquie en deux États (1993), mais on n'a guère évoqué le prélat Josef Tiso. Avant la Deuxième Guerre mondiale, il y avait trois dirigeants slovaques, deux prêtres catholiques, Hlinka et Tiso, et le leader protestant, Razus. Tous trois luttaient contre les Tchèques pour l'indépendance du pays. Ils avaient la majorité des Slovaques dans leur camp.**

**Hlinka étant mort, son assistant Tiso devint chef, en 1938, du Parti populaire slovaque, puis Premier ministre, à partir d'octobre 1938, quand la Slovaquie se sépara de la Bohême-Moravie par suite du traité de Munich. Il gouverna jusqu'en 1945 la Slovaquie autonome en faisant son possible pour tenir ses compatriotes hors de la guerre. Étant entouré d'Allemands, il devait faire des concessions aux puissances de l'Axe, raison pour laquelle, de notre côté, dans le camp des Alliés, nous l'avons beaucoup critiqué.**

**Grâce à sa politique, en tout cas, les Slovaques furent de tous les peuples de cette région, ceux qui souffrirent le moins de la guerre. Leurs malheurs commencèrent seulement à l'arrivée des troupes soviétiques. Mgr Tiso parvint à s'enfuir et se réfugia dans un cloître à Altötting en Bavière. Les Américains qui, à l'époque, s'empressaient de livrer tout le monde aux bourreaux, retrouvèrent sa trace, et le remirent à la Tchécoslovaquie où il fut exécuté le 18 avril 1947.**

**OTTO DE HABSBOURG**
***Mémoires d'Europe*,**
**entretiens avec Jean-Paul Picaper.**
**Critérion, Paris, 1994, p. 138-139.**

jusqu'au début des années trente, elles n'aspiraient qu'à un statut d'autonomie constamment refusé. Quand Benes, en 1937, tenta une timide ouverture en direction des minorités, il était déjà trop tard. Les Slovaques eux-mêmes étaient prêts à s'allier avec quiconque leur donnerait l'indépendance. Et paradoxalement en 1938, c'est Hitler qui se posa en défenseur du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

A la suite des accords de Munich, les territoires germanophones furent rattachés au Reich, les régions peuplées de Hongrois firent retour à la Hongrie et Teschen devint polonaise. En mars 1939, Hitler se fit le défenseur de la cause slovaque : un État slovaque fut créé avec sous la direction de Mgr Tiso, le successeur de Hlinka à la tête du mouvement autonomiste. Ce qui restait de la Tchécoslovaquie devint le « Protectorat de Bohême-Moravie », tandis que la Ruthénie subcarpatique retournait à la Hongrie dont elle avait fait partie pendant 1 000 ans. Le nouvel ordre en Europe centrale mis en place par l'Entente implosait...

## La Slovaquie retrouve alors son indépendance

En 1945, la Tchécoslovaquie fut reconstituée et Benes retrouva ses fonctions à la tête de l'État. L'un des chefs communistes de la Résistance slovaque, Gustav Husak, l'accueillit à Kosice le 3 avril par ces mots : *« La première République tchécoslovaque est morte. Mort est son centralisme comme sa fausse démocratie politique. La nouvelle république sera une Fédération socialiste de deux nations égales en droits, la nation tchèque et la nation slovaque ».* Benes et son Premier ministre, le communiste tchèque Gottwald, procédèrent à l'expulsion par la force de la quasi-totalité des Allemands. Une partie des Hongrois fut elle aussi expulsée, d'autres déportés dans les régions de Bohême vidées de leur population allemande, le reste maintenu sur place mais privé des droits civiques jusqu'en 1949. Malgré les promesses faites, les Slovaques furent traités en « suspects » car ils avaient trahi la « patrie tchécoslovaque » en 1939. Une nouvelle fois, les Slovaques furent les mal-aimés. Pour Benes, ils avaient collaboré avec le régime de Tiso ; d'ailleurs, Benes refusa de gracier Mgr Tiso qui fut exécuté le 18 avril 1947. Pour les communistes de Prague, les Slovaques étaient des réactionnaires qui avaient mal voté aux élections de mai 1946. Après la démission de Benes en 1948 et la prise du pouvoir par les communistes, la Slovaquie connut des heures sombres. Les communistes slovaques furent soupçonnés de « nationalisme bourgeois » ; certains furent, comme Clementis, exécutés lors des procès de 1950-1951, d'autres, comme Husak, emprisonnés. Lors du « printemps de Prague », c'est un Slovaque, Alexandre Dubcek, qui lança le mouvement de réforme et c'est un autre Slovaque, Gustav Husak, qui mit en route le processus de « normalisation » après l'intervention militaire soviétique. Mais dans la Tchécoslovaquie « normalisée », la mise en place d'un État fédéral permit aux Slovaques de disposer d'une certaine autonomie.

La chute du communisme lors de la « Révolution de velours » de décembre 1989 amena au pouvoir des hommes nouveaux, en particulier un intellectuel défenseur des droits de l'homme et qui avait souffert dans sa chair de la dictature communiste, Vaclav Havel, qui fut élu président de la République. A la différence de Benes, qui défendait publiquement des principes généraux qu'il n'avait jamais eu l'intention de mettre en pratique, Vaclav Havel chercha à appliquer dans son action politique les idéaux démocratiques et humanistes auxquels il croyait. Et lorsque les partis favorables à l'indépendance de la Slovaquie eurent gagné les élections de juin 1992, démocratiquement, le président Havel se soumit au verdict des urnes. Depuis le 1er janvier 1993 en lieu et place de la Tchécoslovaquie, il y a désormais deux États souverains, la République tchèque et la Slovaquie qui a repris le nom de *Slovensko* qu'elle portait à l'époque de Mgr Tiso. Une ombre seulement au tableau ; le malheur a voulu que le nouveau responsable de la politique slovaque, l'ex-communiste recyclé en ultra-nationaliste, Vladimir Meciar, pratique à l'égard des 600 000 membres de la minorité hongroise et des tziganes la même politique qu'en son temps Benes avait pratiquée à l'égard de tous ceux qui n'acceptaient pas son système. Ainsi vont trop souvent les choses en Europe centro-orientale.

**H. B.**

**Henry Bogdan est agrégé d'histoire et titulaire de plusieurs diplômes des langues O (hongrois, finnois, estonien). Il est chargé de conférences à l'EMSST et à l'Institut de l'Europe centrale et orientale de l'université d'Aix-Marseille. Spécialiste de l'Europe de l'Est et des problèmes des minorités nationales, il est l'auteur entre autres d'une *Histoire des pays de l'Est*, d'une *Histoire des peuples de l'ex-URSS*, des *Chevaliers teutoniques*, de *La Guerre de Trente Ans*, ouvrages publiés chez Perrin. Il prépare actuellement une *Histoire de l'Allemagne*.**

## LES VICTIMES DES TRAITÉS DE 1919 ET 1920

# La question des minorités nationales

PAR JEAN-JACQUES MOURREAU

**Moins de deux décennies après la Conférence de la paix et les traités censés assurer une « paix juste », la question des minorités nationales est revenue en force. Elle alimente le révisionnisme allemand et hongrois. Elle est devenue la clé des tensions et des crises internationales.**



DR

*Cérémonie du parti nationaliste allemand des Sudètes pour les obsèques de paysans tués par les troupes tchèques lors des manifestations de mai 1938.*

Les années vingt et trente ou la multiplication des crises : autonomisme dans l'ancien Reichsland d'Alsace-Lorraine, séparatisme rhénan concomitant de l'occupation de la Ruhr, conflits armés en Haute-Silésie, effervescence dans les Sudètes et en Transylvanie, tribulations de Fiume-Rijeka, troubles en Istrie, guerre russo-polonaise, coup de force en Albanie, occupation lituanienne du territoire de Memel, luttes sanglantes entre les peuples de Yougoslavie (1).

Moins doués que Metternich, les vainqueurs de la Première Guerre mondiale ont accouché d'une structuration politique de l'Europe qui ne tient aucun compte des réalités géographiques, historiques et identitaires. Outre les annexions qui récompensent la France, la Belgique et l'Italie, les cinq traités destinés à régler le sort de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie, ont reconstitué une Pologne indépendante, fait naître une Tchécoslovaquie et une Yougoslavie artificielles, tout en favorisant la formation d'une « Grande Roumanie ».

Les nouveaux États, tous ethniquement composites, ont adopté le dogme contre nature de la réduction à l'unité. Si bien que partout la question des minorités nationales est devenue incandescente. En France, elle suscite débats et publications. En témoignent la revue *Peuples et Frontières* dont Yann Fouéré est le rédacteur en chef, et le livre d'Aldo Dami, au titre évocateur : *Les nouveaux martyrs. Le destin des minorités* (2). Bientôt, le Britannique Seton-Watson, austrophobe patenté, reconnaît qu'il s'est trompé.

Après le traité de Riga (18 mars 1921), la nouvelle Pologne couvre 400 000 km² et englobe une population de 27 millions de personnes dont seulement 19 millions sont polonaises (70 %), contre 4 millions d'Ukrainiens (15 %), 2 millions de Juifs (7,5 %), un million d'Allemands et un million de Biélorusses, sans compter des communautés de Lituaniens, de Russes, de Tchèques et de Ruthènes. En 1934, le maréchal Pilsudski abolit le traité des minorités. La « polonisation » succède à l'idée d'une fédération. L'Église catholique y participe en imposant sa loi aux communautés orthodoxes et uniates (3).

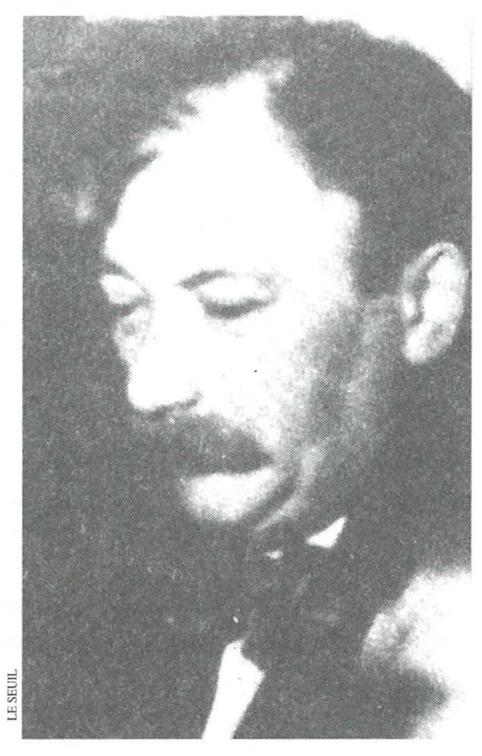
Le royaume des Serbes, des Croates et des Slovènes, rebaptisé « royaume de Yougoslavie »,

## LES SUDÈTES

**Sont ainsi désignés tous les Allemands de Bohême, de Moravie et de la Silésie autrichienne. Originaires de Bavière, de Saxe et de Silésie, ces populations établies depuis les XIIe et XIIIe siècles sur le pourtour des pays tchèques, occupent des territoires autrichiens depuis 1526, contigus à l'Allemagne et à l'Autriche. En 1945, Benes obtient des Alliés leur « transfert » hors du territoire de la Tchécoslovaquie reconstituée. Les mesures d'expulsion frapperont plus de 2,5 millions de personnes dont une partie sera dirigée vers l'URSS. Les historiens allemands estiment que 24 000 Allemands des Sudètes ont péri dans les camps d'internement ou dans les marches de la mort consécutives à ce « nettoyage ethnique ».**

## LES RUTHÈNES

**Les Ruthènes sont majoritaires en Ruthénie ou Ukraine subcarpatique. Au recensement de 1921, ils forment 62,57 % de la population, alors que la population tchèque, composée surtout de fonctionnaires, n'en représente que 3,29 %, inférieure en nombre à la population hongroise qui peuple également le pays. Aldo Dami souligne que les Tchèques n'ont jamais rien eu à voir avec cette région située à 700 km du domaine ethnique tchèque. Il indique aussi que la Ruthénie qui jouissait d'une autonomie communale et départementale au sein de l'État hongrois, en a brutalement été privée.**



LE SEUIL

***Joseph Roth (1896-1939), auteur de* La Crypte des capucins. *Né dans une famille juive de Brody, en Galicie, sujet autrichien, il fait des études de philologie à Lemberg (Lwow) et à Vienne, avant de s'engager dans l'armée impériale et royale. Son destin est à rapprocher de celui de beaucoup d'écrivains et artistes d'Europe centrale et d'expression allemande.***

***Décédé en avril 1998, Gregor von Rezzori a vu le jour le 13 mai 1914 à Czernowitz en Bucovine, alors autrichienne. Alfred Kubin (1877-1959), dessinateur et écrivain autrichien, est né à Leitmeritz en Bohême. L'écrivain autrichien Franz Werfel (1890-1945) est né à Prague dans une famille juive, comme Franz Kafka (1883-1924) et Leo Perutz (1882-1957). A l'instar de Rainer Maria Rilke (1875-1926), descendant d'une famille de paysans allemands des Sudètes né à Prague, tous ces poètes, écrivains ou artistes ont été d'expression allemande.***

rassemble des peuples qui n'ont jamais vécu dans le même ensemble politique. Des siècles durant, la Croatie et la Slovénie se sont développées dans l'orbite habsbourgeoise. La césure entre Rome et Byzance y est marquée par les religions, les langues ct même les alphabets. En 1921, les Serbes et les Croates – dénommés « Serbo-Croates » – parmi lesquels on englobe les Macédoniens, les Monténégrins et les Musulmans du Kossovo, de Bosnie et de l'Herzégovinc, représentent 9 millions de personnes (75 %) sur un total de 12 millions. Les minorités nationales abondent : Slovènes (1 million), Allemands (505 000), Hongrois (470 000), Albanais (440 000), Turcs (150 000) et Italiens (120 000). En Voïvodine, par exemple, Hongrois et Allemands réunis sont majoritaires. L'idée de la « Grande Serbie » et l'hégémonisme de Belgrade rencontre d'emblée la résistance croate.

La Roumanie a doublé son territoire et sa population. Elle est passée de 137 900 à 304 000 km², et de 7 500 000 à 17 400 000 d'habitants. Grossie de la Bucovine, de la Transylvanie, de la Crisana et de la partie orientale du Banat, elle a aussi annexé la Bessarabie. A l'instar de la Pologne, de la Yougoslavie et de la Tchécoslovaquie, elle développe une conception unitariste de la nation et célèbre la « Grande Roumanie ».

Entre Bucarest et Budapest, la question transylvaine est vite devenue la pomme de discorde. La Transylvanie prolonge la Grande Plaine hongroise. Depuis la paix de Karlowitz (1699) jusqu'à 1918, elle a appartenu à l'empire habsbourgeois. Plusieurs peuples y sont chez eux depuis des siècles, les Hongrois, depuis un millénaire. Elle est le *Siebenbürgen* des Saxons, l'*Erdély* des Hongrois et des Sicules, l'*Ardeal* des Valaques. Il faut préciser encore que la Transylvanie au sens le plus large (102 093 km²) comprend la Transylvanie proprement dite, la partie orientale du Banat, la Crisana ct le Maramures. En 1910, la proportion de Roumains y était de 53,8 %, contre 31,6 % pour les Magyars et les Sicules, 9,8 % pour les Saxons (4).

La réforme agraire de 1921 a frappé plus durement la Transylvanie que les anciennes provinces roumaines. L'accès à la fonction publique est quasiment interdit aux nouveaux ressortissants roumains. L'injonction de « Parlez uniquement en roumain » fleurit dans les lieux publics. L'usage de la langue hongroise devant les tribunaux, et même dans la vie quotidienne, est devenu problématique. Les enseignes en hongrois sont passibles d'amende. L'enseignement de la langue maternelle est menacé. Des mesures sont prises pour réduire le nombre des écoles et des élèves. Les atteintes à la liberté de réunion sont fréquentes. L'État roumain ne néglige pas de favoriser l'Église orthodoxe au détriment de l'Église catholique romaine de Transylvanie, de l'Église uniate, de l'Église réformée. Des colons roumains sont établis en masse, en particulier le long de la frontière occidentale et en terre sicule. Tout est mis en œuvre pour la roumanisation. La toponymie n'y échappe pas. Temesvar devient Timisoara, Sibiu efface Hermannstadt, Cluj et Brasov font oublier Klausenberg et Kronstadt...

Pour secouer l'oppression, les minorités s'organisent. Le 28 décembre 1922, le Parti national hongrois surgit de la fusion de deux partis. Le 23 octobre 1923, il réalise avec le Parti populaire roumain du général Averescu une coalition dite Pacte de Ciucea (Csucsa). La contrepartie de ce pacte est la promesse, en cas de victoire électorale, d'accorder une relative autonomie aux Églises hongroises, le statut public aux écoles confessionnelles, des facilités pour le fonctionnement des institutions culturelles de langue hongroise. Pacte éphémère.

Les Allemands ont d'abord approuvé leur incorporation à la Roumanie. Le souverain n'est-il pas un Hohenzollern ? Ils déchantent rapidement. Les Saxons créent la *Deutsch Partei* en 1920. Saxons et Souabes finissent par faire taire leur traditionnelle division politique (5). Le 18 décembre 1921, tous se regroupent dans le *Verband der Deutschen in Rumänien* (Union des Allemands de Rouma-



DR

***Jeunes volontaires de corps-francs allemands constitués dans les Sudètes en septembre 1938.***

nie) dirigée par Rudolf Brantsch. Les Saxons ont conservé leur représentation – le *Sachsentag* – et créent un conseil : le *Deutsche Sächsische Volksrat in Siebenbürgen.* En 1927, huit députés magyars et sept députés saxons peuvent siéger à l'Assemblée nationale roumaine.

L'autonomie est la première revendication des partis hongrois ct allemands. Ils approuvent naturellement les thèses « révisionnistes » et cherchent des solidarités extérieures, auprès de la Hongrie pour les Magyars, de l'Allemagne pour les Saxons et les Souabes. Signe : lors du dernier *Sachsentag* rassemblé du 1er au 5 octobre 1933 à Nagyszeben, 62 % des Saxons votent pour la *Nationalsozialistiche Eneuerungsbewung der Deutschen in Rumänien* (mouvement national-socialiste pour le renouveau des Allemands de Roumanie).

L'attention portée par Berlin aux *Volksdeutsche* en général n'est pas sans effets. Le gouvernement formé par l'historien Nicolae Iorga (avril 1931-mai 1932) comporte un secrétaire d'État pour les minorités, dont le titulaire est le Saxon Rudolf Brantsch. A partir de 1937, les Allemands de Transylvanie obtiennent un statut privilégié. Les Hongrois n'ont pas cette chance. Avant que n'interviennent les arbitrages de Vienne, ils devront encore subir les violences des nationalistes roumains.

La Tchéco-Slovaquie qui prétend reconstituer l'ancienne Bohême, englobe les territoires du royaume de Bohême, du margraviat de Moravie, du duché de Silésie (Silésie autrichienne) et une partie du royaume de Hongrie. Elle s'adjoint également la Ruthénie de façon à posséder une frontière commune avec la Roumanie. Les Allemands, les Hongrois, les Ruthènes et les Polonais devenus ressortissants du nouvel État n'ont pas été consultés. Ils doivent se contenter du statut de minorité nationale protégée par les traités de Paris. Edvard Benes a beau clamer que le nouvel État sera « la Suisse d'Europe centrale », l'idéologie du « tchécoslovaquisme » devient la seule règle.

Pour 9 700 000 Tchèques et Slovaques (65,5 %), il y a pourtant 3 200 000 Allemands (22,3 %) et 700 000 Hongrois (4,5 %) en 1930. Plus que majoritaires dans huit régions différentes qui enserrent le domaine tchèque, les Allemands le sont également en plusieurs îlots disséminés sur l'ensemble du territoire du nouvel État. Par une étonnante inversion de la charge, ces Allemands sont systématiquement présentés comme les responsables de la crise de 1938. C'est oublier un peu vite qu'ils ont été incorporés dans le nouvel État dénommé Tchéco-Slovaquie au mépris du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et que leur présence sur ces terres remonte à l'*Ostsiedlung.* C'est oublier la marque culturelle engendrée par leur présence, notamment à Prague, siège de la première université allemande (6).

## Une politique de dénationalisation

Dès le démembrement de l'Autriche-Hongrie, ces Allemands ont réclamé le droit à disposer d'eux-mêmes, la constitution de provinces indépendantes – Deutschböhmen, Sudetenland, Znaimergau, Böhmerwaldgau – et leur rattachement à l'Autriche. Les Alliés leur ont refusé un plébiscite. Des affrontements sanglants ont marqué la prise de souveraineté des Tchèques en décembre 1918. Le 4 mars 1919, les forces de l'ordre tchèques ont tué cinquante Allemands (7). En 1920, lors de la séance inaugurale du Parlement à Prague, leurs élus ont protesté solennellement contre leur incorporation forcée dans le nouvel État.

Leurs partis sont alors aussi variés que les formations tchèques. En 1920, ils ont recueilli 72 sièges, soit 25 % du total des députés, répartis en six formations différentes. Deux d'entre eux acceptent de collaborer avec les Tchèques. Ils obtiennent deux postes ministériels au gouvernement. De 1916 à l'été 1938, les trois partis allemands dénommés « activistes » – agrarien, social-démocrate et populiste (catholique) – comptent chacun un ministre.

Les « négativistes », sous l'égide de Rudolf Lodgman von Auen (1877-1962), s'organisent en *Kampfgemeinschaft* pour refuser la suprématie tchèque. Leurs partisans s'efforcent d'échapper à la conscription. Ils développent une intense propagande par le biais de journaux, d'associations culturelles et sportives. La politique tchèque alimente leurs griefs. Ce sont les spoliations consacrées par la nationalisation des entreprises industrielles allemandes ou autrichiennes établies sur le territoire du nouvel État. Ce sont aussi les manœuvres tchèques en vue de modifier les quotients de population dans les districts mixtes, afin d'enlever aux Allemands le droit d'utiliser leur langue. Ces manœuvres se traduisent par des pressions sur les familles allemandes pour leur faire vendre des terres afin d'installer des « cousins » tchèques. Ce sont encore les menaces exercées sur les instituteurs et les professeurs des écoles de langue allemande, la censure des manuels et des programmes, les difficultés devant les tribunaux, le trop faible nombre des fonctionnaires allemands.

Ils dénoncent une politique de « dénationalisation » favorisée par la loi agraire qui a fait perdre 600 000 hectares à la propriété allemande au profit exclusif d'une colonisation rurale tchèque dans les régions majoritairement allemandes. Ils protestent contre les provocations des *jednoty*, ces sociétés nationales tchèques qui, selon eux, se comportent en agents du « tchécoslovaquisme » et du panslavisme.

Frappés par la crise économique du textile (8), lassés par la surdité tchèque et impressionnés par les discours nationaux-socialistes exaltant le *Deutschtum*, ceux que l'Europe va connaître sous le nom de *Sudetendeustche* délaissent les « activistes ». En octobre 1933, Konrad Henlein (1898-1945), l'un des jeunes dirigeants du *Deutscher Turnverband*, constitue le *Sudetendeutschen Heimatfront*, lequel se transforme deux ans plus tard en *Sudetendeutschen Partei.* Benes songe à l'interdire sur les conseils de l'ambassadeur de France, Léon Noël (9). Aux élections législatives du 19 mai 1935, le Parti des Sudètes obtient un triomphe. Il arrive en tête, devant les agrariens tchèques et les sociaux-démocrates. Avec 1 250 000 voix, il a recueilli les deux tiers des votes de tous les Allemands de Tchécoslovaquie. Comme dans le Reich, une partie des électeurs communistes s'est prononcée en sa faveur (10).

Henlein réclame alors une autonomie administrative qu'il formule par des propositions de lois en mars 1937. Dans le même temps, les Slovaques haussent le ton à leur tour. Les Tchèques continuent à ne pas entendre. Le 20 février 1938, dans un discours au Reichstag, Hitler se pose en protecteur des minorités allemandes : *« Plus de dix millions d'Allemands vivent dans deux États bordant nos frontières. Nous ne pouvons nier le fait que, tant que l'Allemagne fut faible et sans puissance, elle dut simplement tolérer les persécutions d'Allemands au-delà de ses frontières. L'Allemagne d'aujourd'hui s'y intéressera et sauvegardera leurs intérêts. »*

Ce discours et l'Anschluss de l'Autriche (mars 1938) ont un effet considérable chez les Allemands de Tchécoslovaquie. Le 24 avril, devant le Parti allemand des Sudètes rassemblé à Karslbad (Karlory Vary), Henlein présente un nouveau programme d'autonomie en dix points (11) et exige que Prague dénonce son alliance avec l'URSS. Benes refuse toute discussion. Le 20 mai, il décrète la mobilisation partielle, au prétexte de mouvements de troupes sur la frontière allemande. Un large



DR

*Konrad Henlein (1898-1945). Originaire de Maffersdorf-Reichenberg, ce jeune employé de banque, dirigeant du* **Deustcher Turnverband** *(société gymnique allemande fondée en 1860 qui fait pendant aux Sokols tchèques), s'affirme comme le chef des Allemands des Sudètes en 1933. Trois ans plus tard, le professeur R.W. Seton-Watson, bien connu pour ses liens avec le gouvernement tchèque, porte sur lui un jugement des plus favorables. Ses victoires électorales le désignent comme l'interlocuteur direct de Hitler. Celui-ci en fait l'invité d'honneur du Congrès de Nuremberg de 1938 et le nommera Gauleiter des Sudètes. Capturé par les Alliés en 1945, Henlein se suicidera à Pilsen.*

courant d'opinion se forme pourtant en faveur du droit à disposer d'eux-mêmes des Allemands des Sudètes. En France même, des journalistes se prononcent pour leur droit à la sécession. Le juriste Joseph Barthélémy affirme : *« La France n'est pas obligée de faire la guerre pour maintenir les Sudètes dans l'allégeance de Prague. »* (12)

En juillet, Prague montre encore sa superbe par l'organisation du rassemblement des Sokols. La minorité polonaise revendique bientôt son autonomie (13). En août, les Slovaques font des funérailles nationales à l'abbé Hlinka. Lord Walter Runciman vient enquêter sur place. Favorable aux revendications de la minorité allemande, son rapport préconise un plébiscite. Le 1er septembre, jour de la rentrée scolaire en Tchécoslovaquie, les instituteurs allemands sont en grève. Le 2 septembre, Hitler reçoit Henlein à l'Obersalzberg. A son retour, le chef des Allemands des Sudètes revendique le *« retour au Reich »*. Ses compatriotes l'acclament. La tension monte. Des échauffourées font morts et blessés. A l'exemple de ce qui s'était passé en Haute-Silésie, des corps-francs sont constitués dans les régions allemandes. Le gouvernement de Prague prononce la dissolution du Parti des Sudètes. Au congrès de Nuremberg, le 12 septembre, Hitler réclame le droit à l'autodétermination pour les Allemands des Sudètes. Le 17 septembre, Henlein adresse ce message à ses compatriotes : *« Ne désespérez pas, tenez bon ! Opposez la force à la force. Des centaines de milliers de camarades allemands des Sudètes affluent dans les corps-francs. Ils sont prêt à verser leur sang et à sacrifier leur vie pour la libération du joug tchèque. »*

**J.-J. M.**

---

(1) Le 9 octobre 1934, l'attentat de Marseille qui coûte la vie au roi Alexandre Ier et à Louis Barthou montre à l'opinion française l'intensité de ces luttes.

(2) Fernand Sorlot, 1937.

(3) *Dieu garde la Pologne ! Histoire du catholicisme polonais (1795-1980)*, par Georges Castellan. Robert Laffont, 1981.

(4) *La Transylvanie, terre de contacts et de conflits*, par Jean Nouzille. Revue d'Europe centrale, Strasbourg, 1993.

(5) Les Allemands de Roumanie sont environ 600 000, répartis entre Saxons de Transylvanie et Souabes du Banat. Les premiers sont les descendants de colons établis depuis le XIIe siècle. Les seconds – principalement originaires des pays rhénans, Souabe, Alsace, Lorraine – ont été appelés par Vienne au XVIIIe siècle pour coloniser les terres reconquises sur les Turcs.

(6) C'est à Prague que Mozart donne la première de *Don Giovanni.*

(7) *Slovaques et Tchèques. Essai sur un nouvel aperçu de leur histoire politique*, par Stanislas J. Kirschbaum. L'Age d'homme, 1987.

(8) En 1933, la Tchécoslovaquie enregistre près d'un million de chômeurs dont plus de la moitié sont des Allemands.

(9) *La Tchécoslovaquie d'avant Munich*, par Léon Noël. Institut d'Études slaves. Publications de la Sorbonne, 1982.

(10) *Histoire des peuples d'Europe centrale*, par Georges Castellan. Fayard, 1994.

(11) Il réclame aussi la compensation *« des injustices dont les Allemands des Sudètes ont été victimes depuis 1918 »*.

(12) *Le Temps* du 12 avril.

(13) Le 2 octobre 1938, la Pologne du colonel Beck occupe par la force la totalité de la région de Teschen, autrichienne jusqu'à la création de la Tchécoslovaquie, peuplée de Tchèques, d'Allemands et de 93 000 Polonais.

# Les enchaînements de septembre 1938




***Président du conseil français, Édouard Daladier arrive à Munich le 29 septembre 1938. Il est accueilli par Joachim von Ribbentrop, ministre des Affaires étrangères du Reich (à gauche). Un détachement de la SS-Liebstandarte (garde du Führer) rend les honneurs.***

**1er septembre 1938.** Très détendus, les Français rentrent de vacances. Les rumeurs de guerre les cueillent à froid. Au mois d'août, les usines d'aviation n'ont sorti que trois avions alors que les Allemands viennent d'en fabriquer trois cents. A l'initiative de la CGT, les grèves reprennent sans attendre chez les dockers, dans la métallurgie et ailleurs.

Hitler observe. A l'ambassadeur François-Poncet qui invoque la détermination française, il rétorque insolemment : *« Avant de commander aux autres, que votre gouvernement montre donc qu'il est capable de mettre de l'ordre chez lui. »*

**9 septembre.** A Berlin, le Führer préside une conférence des chefs militaires. Si les Allemands des Sudètes n'ont pas obtenu le retour à l'Allemagne, la Wehrmacht entrera en Tchécoslovaquie le 27 septembre. Cette date du 27 est désormais suspendue sur l'Europe comme une épée. A Londres, Nevil-le Chamberlain, Premier britannique, digne représentant de la gentry, col cassé et parapluie, ne souhaite pas s'engager militairement sur l'affaire tchécoslovaque. Elle ne concerne pas les intérêts vitaux de Sa Majesté.

A Paris, Édouard Daladier, « le taureau du Vaucluse » – un taureau poussif – a consulté son protégé, le général Gamelin, chef d'état-major général, qui prouvera ses dons en 1940. C'est un officier « républicain ». Hormis une défaite, il n'y a rien à craindre de lui. Volontiers sentencieux, il manifeste le plus grand mépris pour les nouvelles méthodes allemandes de la guerre éclair. Il ne fera qu'une bouchée des panzers et des avions hitlériens, qui d'ailleurs tomberont en panne faute d'essence. Devant le chef du gouvernement, il plastronne : *« Tout notre système de défense est prêt. Il suffit de presser sur un bouton pour le déclencher »*. En présence du glacial et longiligne Georges

Bonnet, titulaire du Quai d'Orsay, il se fait moins péremptoire, reconnaissant qu'il ne pourra rien contre la ligne Siegfried, faute du matériel nécessaire. Bref, l'armée française est incapable de secourir la Tchécoslovaquie, ce que reconnaîtra plus tard le général de Gaulle lui-même.

**12 septembre.** En clôturant le congrès nazi de Nuremberg, devant des foules en délire, le Führer hurle que le Reich ne s'inclinera jamais plus devant les autres puissances.

Ce discours provoque en écho de violentes manifestations chez les Allemands des Sudètes. La police tchèque ouvre le feu. On relève 21 morts et des centaines de blessés. Benes institue la loi martiale dans les régions germaniques. Konrad Henlein, leader des Sudètes, en appelle au Reich.

**Nuit du 13 au 14.** Devant cette brusque aggravation, Daladier suggère par téléphone à Chamberlain de tenter une « *démarche commune et personnelle* » auprès de Hitler. Le Premier britannique répond qu'il y a songé. Il télégraphie aussitôt au chancelier allemand, proposant une rencontre immédiate. Le Führer répond qu'il le recevra à Berchtesgaden le lendemain. Stupeur et surexcitation chez les journalistes du monde entier.

**15 septembre.** Hitler attend Chamberlain au pied du Berghof, dans l'admirable décor des Alpes bavaroises. La réunion commence en tête-à-tête, en présence du seul interprète, Paul Schmidt. A l'extérieur, une violente tempête de montagne se déchaîne. Dans cette atmosphère wagnérienne, Hitler énumère d'abord tous les griefs de l'Allemagne depuis 1919. Chamberlain écoute, puis il rétorque que l'Angleterre est disposée à rechercher des solutions aux problèmes soulevés. A condition que soit exclu le recours à la force. Le ton monte. Sur la question des Sudètes, Hitler s'emporte : « *Dans peu de temps, d'une façon ou d'une autre, j'aurai réglé seul ce problème* ». Chamberlain trouve la bonne réponse : « *Si votre décision est prise, pourquoi m'avez-vous laissé venir ici ?* » Selon l'interprète Schmidt, à cette seconde, « *la guerre ou la paix reposèrent sur une pointe d'épingle* ».

Les yeux d'Hitler sont comme des flammes. Puis, brusquement, il change de visage, passant de la colère au calme le plus profond : « *Êtes-vous disposé à régler l'avenir des Sudètes sur le principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ?* » Cela a toujours été la position britannique. Il n'est donc pas difficile à Chamberlain de répondre affirmativement. Dans une atmosphère maintenant détendue, Hitler promet de ne pas recourir à la force contre la Tchécoslovaquie, « *sauf en cas d'incidents particulièrement graves* ».

Dès son retour à Londres, Chamberlain écrit à sa sœur qu'en dépit de la brutalité du Führer, il « *a eu le sentiment qu'il s'agissait d'un homme en la parole duquel on pouvait avoir confiance* ». Quand il découvrira l'étendue de son erreur, cinq mois plus tard, sa réaction sera d'une violence extrême. L'homme de la paix deviendra alors le partisan acharné de la guerre. Mais n'anticipons pas.

Après le 15 septembre, jamais la position d'Hitler n'a été aussi forte en Europe centrale. Il est maintenant l'arbitre vers qui tout converge. La Yougoslavie, la Pologne, la Hongrie et l'Italie assurent Berlin de leur neutralité ou de leur soutien. Dans leur haine de la Tchécoslovaquie, les Polonais offrent leur appui militaire. Ils espèrent que le Reich les laissera s'emparer de la région de Teschen, revendiquée depuis 1919.

**18 septembre.** Réunion franco-britannique à Londres. Daladier, carré et ramassé sur lui-même, le visage plus écarlate que jamais, Bonnet, aussi blanc que Daladier est rouge, écoutent Chamberlain narrer son entretien avec Hitler. Daladier finit par admettre qu'il faut convaincre les Tchèques de céder les Sudètes pour éviter la guerre. Mais il suggère une compensation. L'Angleterre garantira la sécurité de l'État tchécoslovaque amputé. Avec beaucoup de réticences, Chamberlain donne son accord. Il restera sans effet.

**21 septembre.** Dans un communiqué accusateur pour la France et l'Angleterre, le gouvernement tchèque s'incline devant la nécessité. Le lendemain, Chamberlain atterrit à Cologne pour rencontrer une nouvelle fois Hitler. Une fanfare de la SS-Liebstandarte interprète le *God save the King*. On se rend sur le Rhin, face au panorama magnifique de Bad Godesberg. L'entrevue commence mal. Hitler exige de satisfaire les exigences de la Pologne sur Teschen et celles aussi de la Hongrie. Chamberlain pique une grosse colère. Sur quoi, on se sépare.

**23 septembre.** On se revoit au même endroit, mais le Premier Ministre campe sur ses positions. Les cessions à la Pologne et à la Hongrie ne faisaient pas partie de l'accord.

Soudain, un aide de camp apporte une dépêche. C'est l'ordre de mobilisation de l'armée tchèque. Cette fois la guerre est inévitable. Hitler déclare que la Wehrmacht entrera en campagne le jour même. Chamberlain plaide la patience et parvient à le fléchir. Il obtient que Hitler ne fasse rien avant le 1er octobre. Sur ce succès, on se sépare.

**25 septembre.** Nouvelle rencontre à Londres avec Daladier. L'état-major français a-t-il un plan ? interroge Chamberlain. Poussé dans ses retranchements, Daladier finit par admettre que la France ne serait pas en état d'attaquer l'Allemagne pour voler au secours de la Tchécoslovaquie.

**26 septembre.** Le gouvernement français décide le rappel sous les drapeaux des disponibles.

**28 septembre.** A Berlin, on attend l'ordre de Hitler à la Wehrmacht. A midi, on introduit à la Chancellerie l'ambassadeur d'Italie, rouge et en sueur. Il apporte un message de Mussolini. A la demande de Londres, le Duce accepte d'apporter sa médiation dans la crise. Il prie le Führer de différer l'action et de participer le lendemain à une conférence à quatre, avec Chamberlain, Daladier et lui.

Dans l'après-midi, Hitler téléphone son acceptation à Mussolini. La conférence aura lieu à Munich. La mobilisation est suspendue pour 24 heures. Dès cette communication, Le Duce flanqué de son ministre des Affaires étrangères, le comte Ciano, prend un train spécial pour Munich. Tandis que les journaux s'arrachent dans les rues de Paris, Daladier et Chamberlain rejoignent la capitale bavaroise par avion. Ils y sont accueillis par Ribbentrop, le ministre des Affaires étrangères du Reich. La conférence s'ouvre au Führerbau, monument de la nouvelle architecture allemande.

**Nuit du 29 au 30 septembre.** A une heure et demie du matin, après des discussions embrouillées, un document est mis au point et signé par les quatre partenaires. Il entérine à partir du 1er octobre, en plusieurs étapes, le retour des Sudètes à l'Allemagne.

**30 septembre.** Dans l'avion qui le ramène à Paris, Daladier s'inquiète de l'accueil qui lui sera réservé. Découvrant d'un hublot la foule qui envahit le terrain du Bourget, il se voit déjà lynché. Il demande au pilote de faire plusieurs passages avant d'atterrir. Il apparaît enfin à la porte de la carlingue, le visage décomposé par l'angoisse. C'est alors qu'éclatent des ovations. On acclame l'homme de la paix. On lui jette des fleurs. Il monte dans une voiture découverte. Plus de 500 000 personnes, spontanément massées sur la route du Bourget à Paris lui font un triomphe.

– *Ah ! les cons,* murmure-t-il, *s'ils savaient !*

**GUY CHAMBARLAC**

# Munich, une capitulation ?

PAR FRANÇOIS-GEORGES DREYFUS

**Munich, un nom qui est devenu le symbole de toutes les abdications. Mérite-t-il cette réputation ? Examen du dossier.**

Dès la création de la république artificielle de la Tchéco-Slovaquie en 1918-1919, les populations germanophones (les Sudètes) demandèrent leur rattachement au Reich. Les gouvernements allemands de la République de Weimar ne négligèrent pas cette proposition : aussi l'idée de l'annexion de l'Autriche (réclamée elle aussi par les Autrichiens dès 1918), comme celle des régions sudètes, apparaît dans les analyses prospectives du ministère des Affaires étrangères du Reich en 1925 au moment où Stresemann vient de signer les accords de Locarno. Dans l'esprit de Stresemann, Locarno est le moyen de laisser un jour les mains libres au Reich en Autriche, dans les Sudètes, en Pologne occidentale. La politique hitlérienne jusqu'en 1938 n'est que la réalisation des projets de Weimar, la seule différence étant que Weimar espérait arriver à une solution par la diplomatie et que Hitler est bien décidé à mener une politique énergique fondée sur la reconstruction de l'armée.

Un seul homme d'État avait si bien compris les projets de Hitler que, dès la prise de pouvoir par le Führer, il envisagea une guerre préventive. Il s'agit du maréchal Pilsudski, chef de l'État polonais : Français et Britanniques obligèrent la Pologne à renoncer à ce projet qui leur paraissait absurde et scandaleux : Varsovie n'oubliera pas et, dès que ce sera possible, signera avec le Reich un pacte de non agression que la France considérera aussitôt comme une trahison.



DR

*Porteur des espoirs de paix, Neville Chamberlain, Premier Ministre britannique, est accueilli par Hitler à Berchtesgaden, le 15 septembre 1938.*

Ainsi apparaît l'inaptitude française à concevoir que la géopolitique est un élément essentiel de la diplomatie. En tout cas (en admettant qu'il y eût à la Défense ou au Quai d'Orsay une vision géostratégique), tout le dispositif stratégique français s'effondrait : seule, au centre et à l'est de l'Europe, la Tchécoslovaquie, création française, demeurait réellement une alliée militaire de la France.

De 1933 à 1937 le III[e] Reich se borne à liquider le traité de Versailles, rétablissement du service militaire obligatoire (1935), remilitarisation de la Rhénanie (1936) avec la complicité des Britanniques (accord naval de mai 1935) et une absence totale de réactions de la France. Durant cette période, un homme en France a compris que pour empêcher les ambitions hitlériennes, l'alliance avec l'Italie fasciste était indispensable : c'est Pierre Laval mais il est contré par la coalition de la gauche antifasciste et de la droite anglophile et doit se retirer en janvier 1936. La Grande-Bretagne tente alors de protéger l'indépendance de l'Éthiopie mais se désintéresse de celle de l'Autriche ou de la Tchécoslovaquie. Hitler s'en est bien rendu compte puisque le 3 février 1933 (quatre jours après son accession à la Chancellerie !), il déclare froidement aux généraux de la Reichswehr : *« Rien de ce que je vous propose ne se réalisera si la France a des hommes d'État »* !

Au début de 1938, Hitler, qui a pu constater depuis cinq ans l'absence de réaction des démocraties occidentales, décide d'accélérer sa

## L'INTRANSIGEANCE DES VAINQUEURS

Les difficultés économiques de l'Autriche, qui n'avait pas été épargnée par la crise économique mondiale, et qui craignait depuis le début de 1931 l'effondrement du Kreditanstalt, avaient naturellement des effets sur les relations économiques austro-allemandes. Elles conduisirent automatiquement à réfléchir à ce que l'on pourrait faire du côté allemand pour aider le peuple frère autrichien. [C'est ainsi que naquit l'idée d'une union douanière entre l'Autriche et l'Allemagne.]

Bien que les administrations du gouvernement allemand eussent procédé avec la plus grande prudence, et en prenant toutes les précautions diplomatiques possibles, l'annonce du projet austro-allemand [d'union douanière] fit l'effet d'un événement politique sensationnel. On y vit un premier pas, concerté entre Berlin et Vienne, vers une fusion austro-allemande, et donc une première mesure d'importance décisive pour amener la révision du traité de Versailles. Paris et Rome parlèrent d'un complot austro-allemand, et ne laissèrent aucun doute sur leur intention de s'opposer par tous les moyens au projet, quels qu'en fussent les motifs.

Je me souviens encore très exactement de la session du comité pour l'Europe de la SDN, au cours de laquelle l'union douanière reçut le coup de grâce... Les représentants de la Grande-Bretagne et de l'Italie observèrent les formes, mais sur le fond, ils se montrèrent aussi durs que les représentants de la France. Cette position entièrement négative, dénuée de toute compréhension pour la détresse économique des deux États allemands, et où, transparaissaient clairement, au moins chez les représentants français, les vieilles haines, fut souvent utilisée plus tard par Hitler comme preuve, hélas convaincante, que les efforts entrepris pour obtenir une révision du traité de Versailles par des moyens pacifiques ne rencontraient aucune compréhension et ne pouvaient donc assurer aucun résultat. Si le peuple allemand, et même une partie de l'opinion publique des pays neutres, ont témoigné plus tard de la sympathie pour la politique révisionniste de Hitler, on doit en attribuer la responsabilité aux puissances victorieuses de la Première Guerre mondiale, en raison de leur attitude à courte vue, dénuée de toute raison et de toute modération.

HANS KROLL
*Mémoires d'un ambassadeur.*
Fayard, Paris, 1968, p.48-50.


TALLANDIER

*La population de Vienne manifeste son enthousiasme pour l'Anschluss.*

politique d'expansion. Il s'assure de la fidélité inconditionnelle de l'armée (la Wehrmacht), dont les expériences en Espagne ont souligné la solidité, en en devenant le chef suprême assisté d'un « major général », le général Keitel et de trois commandants en chef, Terre, Air et Mer. Il remplace le ministre des Affaires étrangères, jugé trop traditionaliste, par un nazi, Ribbentrop, et épure le corps diplomatique.

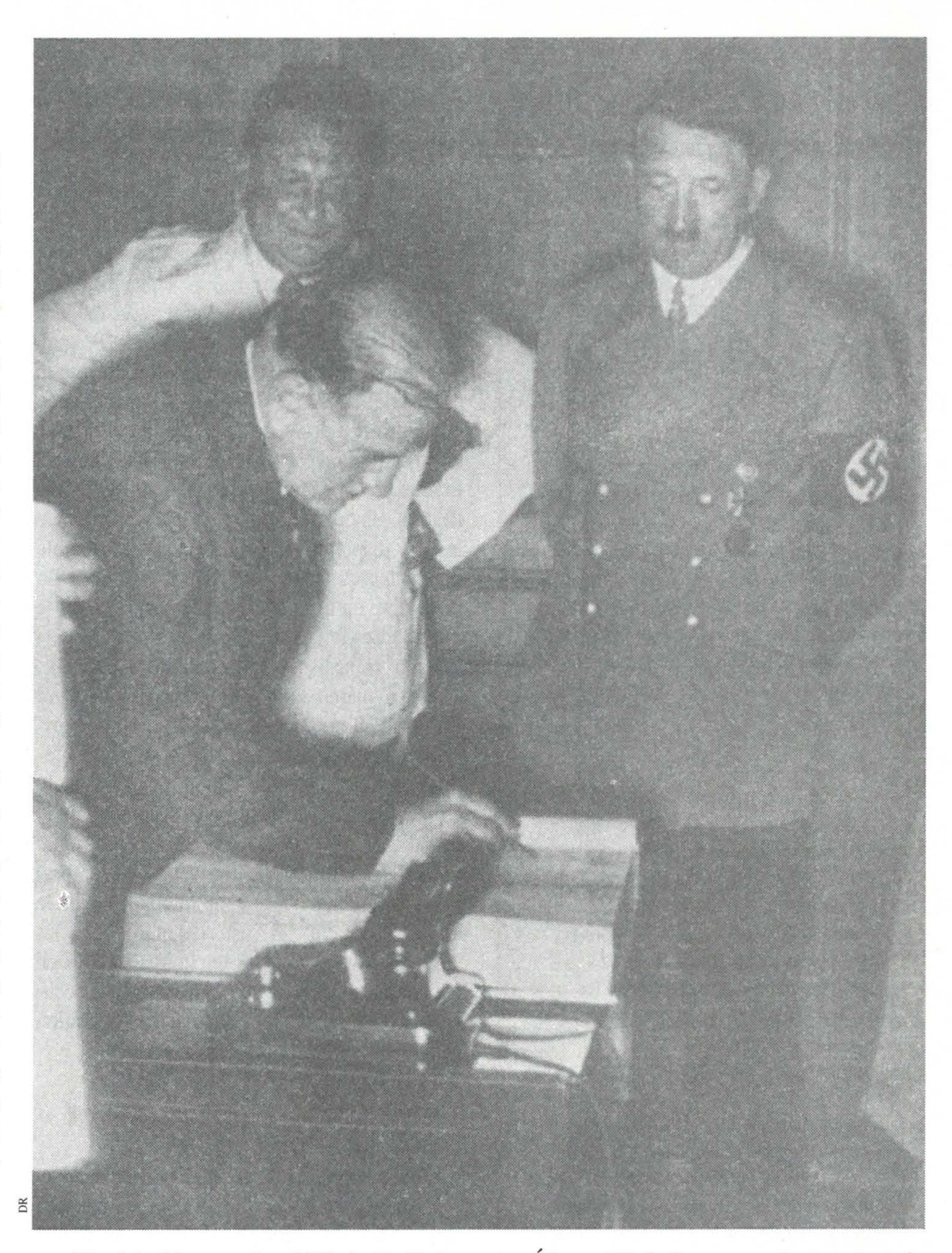
## De l'Anschluss à la crise tchécoslovaque

Pour éviter une possible union de l'Autriche avec la Hongrie et la Tchécoslovaquie, il décide de renforcer les liens du Reich et de l'Autriche : allant au-delà du projet d'union douanière de 1931 auquel les Franco-Britanniques firent obstacle, il envisage de faire de l'Autriche un protectorat du Reich. Dans la nuit du 11 au 12 mars, la Wehrmacht envahit l'Autriche et reçoit un accueil délirant. Le 13 mars, l'Autriche est annexée et devient une simple province du Reich. L'Anschluss, souhaité par beaucoup d'Autrichiens, n'entraîne que de vagues protestations verbales des Franco-Britanniques qui ne sont pas disposés à défendre une Autriche indépendante.

Hitler, dès lors, estime qu'une opération analogue peut être organisée à l'encontre de la Tchécoslovaquie et permettre l'annexion des territoires sudètes.

La Tchécoslovaquie en 1938 est un État artificiel constitué en 1918 avec l'appui de la France (1) qui soutient un groupuscule d'intellectuels autour de l'universitaire Ernest Denes, de Masaryk, de Benes et du général Stefanik. C'est un État fragile car les minorités linguistiques rassemblent près de la moitié de la population. Sur 16 millions d'habitants, on compte 8 millions de Tchèques, 3 millions d'Alle-

mands, 700 000 Hongrois, 500 000 Ukrainiens et près de 4 millions de Slovaques. Ceux-ci (en dehors de quelques intellectuels) se méfient dans leur majorité des Tchèques. Ces derniers apparaissent aux Slovaques, paysans pauvres et profondément catholiques, comme une population, riche, laïcisée et anticléricale. Au lieu d'offrir à cet État hétérogène un système décentralisé, l'Assemblée constituante de 1920, dominée par les Tchèques, impose une constitution et des institutions centralisatrices, comme le remarquait en 1935 André Tibal. Tout cela entraîne des frictions constantes avec les minorités les mieux organisées, les Slovaques groupés derrière un parti social chrétien fondé par l'abbé Hlinka, et les Sudètes organisés dans des partis germanophones intégrés après 1933 dans le « parti allemand des Sudètes » de Konrad Henlein, proche des nazis. Slovaques et Sudètes réclament les uns et les autres la fédéralisation de la Tchécoslovaquie. Henlein, qui a largement remporté les élections dans la zone germanophone en 1936, développe, aussitôt après l'Anschluss, un programme très précis, dit de Karlsbad (Karlovy-Vary), qui demande une véritable autonomie pour les Sudètes. Naturellement soutenu par les nazis, le parti de Henlein remporte les municipales de mai 1938 avec une majorité de 70 % des voix germanophones. Pourtant, malgré cet extraordinaire succès, malgré la pression des Français et des Britanniques, Prague refuse le 21 mai toute réforme dans le sens de l'autonomie et ordonne même une mobilisation partielle de l'armée tchèque. Hitler en tire prétexte pour préparer une intervention militaire.



DR

***Munich, 30 septembre 1938, à 1 h 40 du matin, Édouard Daladier appose la signature de la France sous le regard satisfait de Goering et de Hitler.***

## La crise des Sudètes

Un conflit international devient possible car, depuis 1925, la France est liée à la Tchécoslovaquie par un traité d'assistance mutuelle, toujours en vigueur quoiqu'ait pu écrire le juriste J. Barthélémy dans *Le Temps* au printemps 1938. Il est vrai qu'aucun accord précis entre états-majors n'a concrétisé le traité, alors que les généraux allemands sont convaincus de l'existence d'un plan d'action commune franco-tchèque. Celui-ci aurait été d'autant plus dangereux que Berlin n'est qu'à 200 km de la frontière tchèque et le centre industriel de Silésie à moins de 100. Au surplus, il n'y a pas 300 km de l'Alsace à Pilsen ! La réflexion politico-stratégique des généraux allemands se fonde sur cette réalité géopolitique qui n'est guère prise en compte par les autorités française tant politiques que militaires.

Les Britanniques font donc facilement admettre à Paris, au surplus fort peu disposé à entrer en guerre, le principe d'une médiation entre Allemands et Tchécoslovaques. Lord Runcinan est chargé de cette mission délicate. Il part d'ailleurs en Tchécoslovaquie convaincu qu'il n'y a aucune raison d'empêcher des Allemands de réintégrer le Reich. De surcroît, nombreux sont à Londres ceux qui estiment qu'un échec de Hitler affaiblirait le front anticommuniste et renforcerait (ou rétablirait) l'influence française en Europe centrale, ce dont Londres ne veut à aucun prix.

Naturellement les Tchèques sont méfiants mais ils acceptent de négocier avec Henlein. Celui-ci réclame maintenant le rattachement des Sudètes au Reich, ce à quoi le président du Conseil tchèque Hodza se refuse : les négociations sont rompues le 14 septembre. Hitler fulmine contre les Tchèques lors du congrès du parti nazi, mais Sir Neville Chamberlain, Premier Ministre anglais, prend l'avion pour aller rencontrer Hitler à Berchtesgaden : le 15 septembre il accepte la réunion au Reich des zones comptant au moins 50 % de population germanophone. Paris entérine les suggestions britanniques et les deux gouvernements font pression sur Prague pour que les Tchèques acceptent, la France faisant comprendre aux Tchèques qu'elle n'interviendra pas en leur faveur. Si le président Hodza est disposé à accepter, le président de la République Benes,

## LES MUNICHOIS

Nous demandons au gouvernement français de persévérer dans la voie des négociations sans se laisser décourager par les difficultés renaissantes. Nous lui demandons de traduire dans ces négociations l'ardente volonté de paix du peuple de France, qui a laissé tant de victimes sur les champs de bataille de l'Europe.

Pétition contre la guerre du Syndicat des instituteurs et du Syndicat des postiers.

La paix ! la paix ! la paix ! Voilà le mot qui, ce matin, se lisait dans tous les yeux, sortait joyeusement de toutes les lèvres. Le monde respire. Nous allons donc vivre encore... Notre président du Conseil et notre ministre des Affaires étrangères nous ont gardé la paix. C'est bien. Ils nous ont conservé la paix dans l'honneur et la dignité. C'est mieux. Grâce à eux, la France peut continuer à vivre son beau et glorieux destin de nation pacifique et démocratique.

Jean Prouvost. *Paris-Soir*, 1er octobre 1938.

... Comme avant-hier et comme hier, j'ai pensé, nous avons pensé, au parti socialiste, qu'il fallait temporiser, négocier, faire appel à toutes les forces morales et spirituelles du monde pour éviter le recours aux armes.

Nous avons été aux côtés du gouvernement français pour toutes les tentatives dans cette direction. Nous avons applaudi M. Chamberlain.

Comme Jaurès tournait son regard vers le président Wilson, Léon Blum adressait de pathétiques appels au président Roosevelt, appels qui ne sont pas demeurés sans réponse, ni sans doute sans effet bienfaisant sur la marche des événements. Nous avons applaudi le pape. Nous aurions applaudi le diable...

Paul Faure, leader de la tendance pacifiste de la SFIO, *Le Populaire*, 2 octobre 1938.

... Peuple français, on te trompe. Je prends pour moi seul le risque de te le dire dans un moment où les passions sont déchaînées. Un mécanisme savant a été monté pendant des semaines et des mois par des forces occultes pour rendre la guerre inévitable. Le seul désaccord porte sur des questions de procédure : les troupes allemandes pénétreront-elles dans le territoire des Sudètes reconnu allemand, avant ou après la délimitation des frontières ? La France perdra-t-elle encore un million de ses enfants dans une guerre dont le prétexte serait aussi misérable ?

Pierre-Étienne Flandin, appel affiché le 28 septembre 1938 à Paris

le gouvernement et le Parlement s'y refusent et Hodza démissionne (21 septembre).

Pour tenter d'éviter la guerre, Chamberlain retourne en Allemagne et rencontre à nouveau Hitler à Bad Godesberg (22-24 septembre) : le Führer constatant le peu d'enthousiasme des démocraties occidentales à soutenir Prague, augmente encore ses exigences : il réclame la quasi-totalité de la Bohême germanophone incluant ainsi les zones fortifiées construites selon un système proche de la ligne Maginot. Prague persiste à refuser et proclame la mobilisation générale. Paris prend peur et rappelle les « disponibles ». La guerre semble d'autant plus proche que Hitler envoie le 26 septembre un ultimatum à Prague qui expire le 28. Londres fait alors savoir qu'en cas d'intervention française elle appuierait la France. Mais en même temps, Chamberlain et Lord Halifax font pression sur Ciano pour que Mussolini offre sa médiation et propose une conférence à quatre. Le 29 septembre, à Munich, Hitler accueille Mussolini puis Chamberlain et Daladier.

En une nuit (celle du 29 au 30 septembre) Paris et Londres consentent au dépeçage de la Tchécoslovaquie. Il est entendu que les Tchèques évacueront les territoires sudètes en les laissant intacts et que la Wehrmacht occupera progressivement la zone, l'opération devant être terminée pour le 10 octobre.

## Le « lâche soulagement »

Théoriquement, cette annexion devait être ratifiée par un plébiscite. Le Reich acquiert ainsi sans coup férir un territoire de 30 000 km$^2$ et interdit *de facto* toute action militaire de la Tchécoslovaquie contre l'Allemagne.

France et Grande-Bretagne garantissent les nouvelles frontières de l'État tchécoslovaque mais les accords ne disent mot des revendications polonaises et hongroises, ni de la question slovaque.

Les accords de Munich sont accueillis avec un *« lâche soulagement »* (Léon Blum, dans *Le Populaire*). Daladier, conscient de la défaite diplomatique de la France, est sidéré par l'accueil triomphal que lui réserve Paris. La Chambre approuve le texte à une écrasante majorité (74 voix contre, les communistes et 2 députés de droite sur 613 députés).

Ce traité est à l'origine d'un important débat. Fallait-il ou non faire la guerre pour la Tchécoslovaquie ? La France était-elle capable de la faire avec une chance quelconque de succès ?

## LES ANTIMUNICHOIS

... L'abandon de la Tchécoslovaquie se présente non seulement comme une action sans honneur, non seulement comme une action sans profit, mais comme un geste qui sauve, si l'on peut dire, trois semaines de présent, pour perdre irrémédiablement l'avenir.

Georges Bidault. *L'Aube*, 11-12 septembre 1938.

... La France est rendue à la belote et à Tino Rossi... L'ordure sentimentale roule à gros bouillons sous le stylo des journalistes en service commandé. Sur le demi-cadavre d'une nation trahie, sur les demi-cadavres de leur honneur, de leur dignité et de leur sécurité, les hommes, par millions, dansent la danse de Saint-Guy de la paix... Délirez à votre aise, pauvres ilotes, manœuvrés et dupés, affaiblis, souffletés, et qui accueillez votre défaite et votre humiliation avec les transports de joie de l'esclave.

Henri de Montherlant. *L'Équinoxe de septembre*. Grasset, Paris, 1938.

... Nous avions choisi de sauver la paix. Mais en sauvant la paix, nous avions mutilé des amis. Et, sans doute, beaucoup, parmi nous, étaient prêts à risquer leur vie pour les devoirs de l'amitié. Ceux-là connaissent une sorte de honte. Mais, s'ils avaient sacrifié la paix, ils connaîtraient la même honte. C'est pourquoi nous avons oscillé d'une opinion à l'autre. Quand la paix nous semblait menacée, nous découvrions la honte de la guerre. Quand la guerre nous semblait épargnée, nous ressentions la honte de la paix.

Antoine de Saint-Exupéry. *Paris-Soir*, 2 octobre 1938.

... M. Neville Chamberlain est revenu de Berchtesgaden porteur d'un ultimatum du Führer-chancelier. Le gouvernement britannique a cédé devant cet ultimatum. Le gouvernement français a donné son acquiescement pur et simple... Quoi qu'il advienne, les conséquences iront loin, en Europe et en France. La guerre est probablement écartée. Mais dans des conditions telles que moi, qui n'ai cessé de lutter pour la paix, qui, depuis bien des années lui avais fait d'avance le sacrifice de ma vie, je n'en puis éprouver de joie et que je me sens partagé entre un lâche soulagement et la honte.

Léon Blum, *Le Populaire* du 20 septembre 1938.

Le généralissime Maurice Gamelin, conscient des faiblesses de l'armée française, est convaincu qu'il n'y a rien à faire. D'autres, y compris à l'état-major général, sont convaincus du contraire. Leurs arguments, à l'époque, sont les suivants :

– L'armée allemande (60 à 70 divisions, dont 2 blindées) n'est que partiellement reconstituée, elle manque d'officiers supérieurs et ses moyens en matériel moderne sont encore faibles ; sa seule supériorité est aérienne. Ses frontières ne sont pas véritablement fortifiées.

– L'armée française (80 divisions) est aujourd'hui (septembre 1938) à un niveau théoriquement analogue à celui de l'armée allemande. De surcroît on craint, étant donné la puissance industrielle du Reich, que la supériorité en armements de celui-ci ne soit incontestable dans quelques mois (2).

– L'armée tchécoslovaque (25 divisions) est solide, elle dispose de matériels modernes (avions et blindés) (3) et obligerait la Wehrmacht à se battre sur plusieurs fronts (4).

Ces belles théories ne tiennent malheureusement pas compte des conceptions stratégiques de l'état-major français. Pas plus qu'en mars 1936, la France n'a envisagé sérieusement une offensive contre le Reich et n'a donc mis en place les moyens nécessaires pour occuper, dans les heures qui suivraient une déclaration de guerre, Trèves, Sarrebrück, Landau, Karlsruhe et Fribourg-en-Brisgau, villes situées à moins de 40 km de la frontière française. Cette situation, connue du gouvernement, n'a entraîné depuis 1936 aucune réaction du pouvoir politique qui a récusé la mise en place de l'armée offensive proposée par le colonel de Gaulle. (5) Les élections de 1936 sur le thème « Pain, Paix, Liberté » portaient en elles les accords de Munich. Stigmatisés aujourd'hui par la gauche, les « Munichois » de 1938 étaient les pacifistes socialistes et radicaux arrivés au pouvoir depuis l'échec de Tardieu en 1932. Ils étaient d'ailleurs largement soutenus par l'opinion française, elle-même profondément pacifiste. Cela explique l'accueil délirant réservé à Daladier à son retour à Paris.

A bien des égards, Munich est naturellement une reculade. La France a trahi sa parole : les Tchèques aujourd'hui encore ne l'oublient pas. De surcroît les « alliés » qui restent encore à notre pays à cette date (Roumanie, Yougoslavie) ne nous font plus confiance et accentuent leur rapprochement avec le Reich déjà très puissant économiquement en Europe danubienne.

On aurait pu espérer que la leçon avait porté. Il n'en fut rien : la production d'armements (avions et chars modernes, matériel de transmissions) ne fut guère accélérée ; on se contenta de décider la création d'une division cuirassée à l'automne 1938, elle sera à peine prête le 1er janvier 1940, et l'on n'a pas élaboré une doctrine d'utilisation malgré les enseignements des guerres d'Espagne et de Pologne. Pendant ce temps, le Reich crée 8 *Panzerdivisionen* (dont 4 de septembre 1938 à septembre 1939). En 1940, c'est une Wehrmacht bien plus puissante qu'en 1938 qui affronte une armée française qui n'a guère été modernisée.


SIXIÈME DERNIÈRE

Paris-soir Dimanche

SAMEDI 1er OCTOBRE 1938

6e DERNIÈRE

50 cent.

C'est à 1 heure 35 ce matin que l'ACCORD des QUATRE a été signé à Munich

# LA PAIX !

Demain, 1er OCTOBRE commencera l'évacuation des régions sudètes

## M. Edouard Daladier est arrivé cet après-midi à 15 heures 48 au Bourget

Sur tout le parcours, de l'aérodrome à la rue Saint-Dominique, une foule immense a acclamé le Président du Conseil.

DÉJA A MUNICH, CE MATIN, IL AVAIT DU PARAITRE PLUSIEURS FOIS AU BALCON DE SON HOTEL POUR RÉPONDRE AUX ACCLAMATIONS

La paix ! La paix ! C'est la paix !

Voilà le mot qui, ce matin, se lisait dans tous les yeux, sortait joyeusement de toutes les lèvres. Un immense soupir de soulagement s'exhalait de toutes les poitrines à l'annonce de l'accord de Munich.

Le Monde respire. Nous allons donc vivre encore !

* *

Nous allons vivre ! Oui. Mais grâce à qui ?

Grâce à Neville CHAMBERLAIN, dont le geste pathétique sans précédent vivra éternellement dans la mémoire des hommes. Grâce au président

DR

*La « une » de l'édition spéciale de* **Paris-Soir Dimanche** *datée du samedi 1er octobre 1938. Le titre, sur toute la largeur de la page, est explicite.*

Les accords de Munich (renforcés par la déclaration d'amitié franco-allemande du 6 décembre 1938) retardèrent la guerre d'un an. Elle s'engage en septembre 1939 dans des conditions bien différentes : l'armée polonaise, à peine modernisée, n'a pas la puissance de feu de l'armée tchèque, la Wehrmacht est infiniment plus puissante. Et l'opinion allemande fait bloc derrière Hitler. On peut se demander en fin de compte si la guerre n'aurait pas dû être engagée dès septembre 1938, d'autant que l'URSS liée à la Tchécoslovaquie n'aurait pas soutenu le Reich comme elle le fera en 1939 après le pacte germano-soviétique. Mais on ne fait pas l'histoire avec des si.

**F.-G. D.**

**François-Georges Dreyfus est professeur à la Sorbonne. Il vient de publier *Le IIIe Reich* au Livre de Poche (inédit).**

**Bibliographie :**


– *Munich*, par J. Bouillon. Armand Colin, 1986.

– *Les Accords de Munich*, par F. Paulhac. Vrin, 1988.

– *Histoire de l'Armée allemande*, par J. Benoist-Méchin. Bouquins, 2 vol. 1984.

– *Histoire de la Seconde Guerre mondiale*, par A. Montagnon, tome 1, septembre 1938-juin 1940. Pygmalion, 1992.

– *Le Désastre de 1940,* par Claude Paillat, tome 1 *La Répétition générale*. Robert Laffont, 1983.


---

(1) On lira le texte du Grand Orient de France, hostile à l'empire des Habsbourg réclamant contre tout bon sens la création d'une république tchécoslovaque, cité par François Fejtö dans *Pavane pour un Empire défunt*. NDA (voir aussi l'article de Henry Bogdan, *L'imposture tchéco-slovaque*, p. 34, NDLR).

(2) En 1938, la France produit 6 millions de tonnes d'acier, le Royaume-Uni 11, mais le Reich en produit autant à lui tout seul (16 millions de tonnes). En 1938, le PIB allemand (70 milliards de dollars 1970 est à lui seul presque équivalent aux PIB français (38 milliards) et britannique (45 milliards). Calculs de P. Bairoch. NDA (voir aussi l'article de Philippe Masson, *La Wehrmacht en 1938*, p. 50, NDLR).

(3) Les 350 chars Skoda équiperont en 1940 les 6e et 7e *Panzerdivisionen.*

(4) C'est d'ailleurs ce que pensent nombre d'officiers généraux supérieurs de la Wehrmacht : ils sont convaincus de l'incapacité de l'armée allemande à se battre sur plusieurs fronts : on craint des offensives simultanées sur Berlin, sur la Bavière du côté tchèque, sur la Rhénanie et le pays de Bade du côté français. La situation est telle qu'une véritable conspiration contre Hitler se noue derrière le général Beck, commandant en chef de l'armée de terre, qui refuserait d'attaquer les Tchèques s'il en recevait l'ordre de Hitler. Il est bien évident que le succès remporté par le Führer à Munich allait mettre fin à la seule conspiration sérieuse contre Hitler avant 1944.

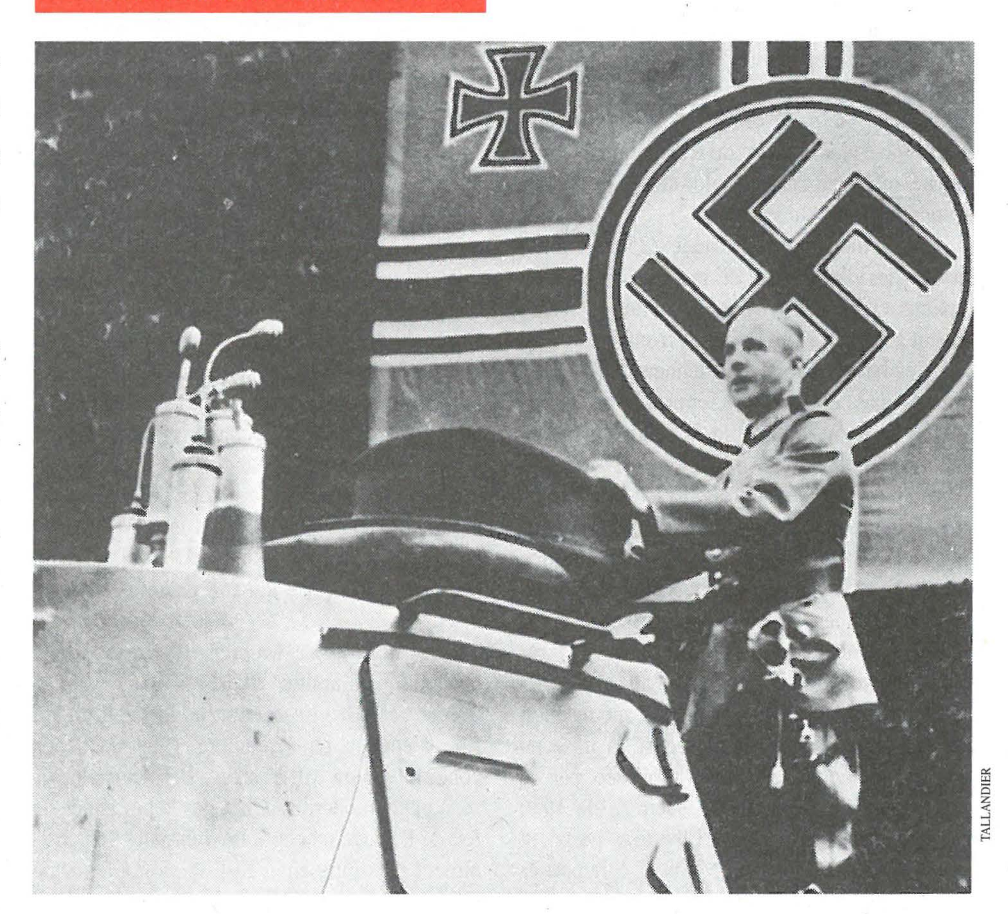
(5) Daladier sera ministre de la Défense de juin 1936 à mai 1940 et ne cessera de couvrir Gamelin jusqu'en mai 1940 malgré Paul Reynaud qui n'aura pas, quoique président du Conseil, l'autorité nécessaire pour le limoger en mars 1940.

## LE RAPPORT DES FORCES

# La Wehrmacht en 1938

PAR PHILIPPE MASSON

**Fallait-il faire la guerre à l'Allemagne en 1938 plutôt qu'en 1940 ? Avait-on des chances de l'emporter ? Analyse précise du rapport des forces.**


TALLANDIER

*Commandant de l'armée de terre (OKH) en 1938, le colonel-général von Brauchitsch (1881-1948) harangue les ouvriers de l'usine Rhein Metall de Düsseldorf qui fabriquent les nouveaux chars destinés à la Wehrmacht.*

Le 30 septembre 1938, à leur retour de Munich, où ils ont accepté d'abandonner la Tchécoslovaquie et de céder les territoires des Sudètes à l'Allemagne, Chamberlain et Daladier sont accueillis à leur descente d'avion par des transports d'enthousiasme. La paix est sauvée. Le spectre de la guerre s'évanouit. A la Chambre des députés, les accords sont ratifiés à une écrasante majorité. Ne votent contre que les 72 députés communistes et deux modérés. Quelques semaines plus tard, cette unanimité se lézarde. Deux clans finissent par s'opposer, les munichois et les anti-munichois. Pour ceux-ci, les démocraties occidentales ont été victimes d'une manœuvre d'intoxication. Si elles avaient adopté une attitude ferme, Hitler aurait reculé. L'Allemagne n'a pas encore les moyens de soutenir un conflit généralisé. La nouvelle Wehrmacht ne constitue encore qu'une brillante façade.

Avec l'appui de la France et de la Grande-Bretagne, la Tchécoslovaquie derrière ses fortifications aurait pu, dit-on, opposer une résistance efficace, d'autant plus qu'elle était assurée du soutien de l'Union soviétique. Si Hitler s'était entêté, un putsch militaire était sur le point d'éclater et le nazisme se serait effondré.

Qu'y a-t-il de vrai dans cette démonstration ? Il est exact qu'en 1938 le réarmement du Reich est loin d'être terminé, d'autant plus que l'Allemagne n'est pas entrée dans une économie de guerre. Des tensions se manifestent, risque d'inflation, manque de main-d'œuvre qualifiée. L'économie se trouve en état de surchauffe, d'autant plus qu'au réarmement s'ajoutent un urbanisme de prestige, d'importantes réalisations sociales comme la construction de logements et le développement d'industries de consommation, comme l'automobile.

L'armée se trouve encore dans un état de transition. Avec le rétablissement du service militaire porté à deux ans en 1936, les forces d'active dépassent le million d'hommes. Avec l'Anschluss réalisé au mois de mars, l'armée vient d'hériter de huit divisions supplémentaires et aligne une soixantaine de grandes unités.

Le fer de lance est déjà constitué de six Panzer dont trois en fin de formation. S'y ajoutent quatre divisions motorisées et des unités aéroportées. Le matériel, en vertu du désarmement de Versailles, est entièrement neuf. L'Allemagne a dû repartir pratiquement à zéro. Chars Mark I et Mark II, mitrailleuse MG-34, canon d'infanterie de 37, pièce de campagne de 105, qui remplace le 77 du conflit précédent. Les transmissions radio sont à la pointe du progrès et l'entraînement de la troupe remarquable.

*Chasseur Messerschmitt Bf 109 D. Moteur : Daimler-Benz DB 600 A, à refroidissement par liquide, 12 cylindres inversés en V, 900 CV au décollage. Armement : deux mitrailleuses type MG 17, calibre 7,9 mm, 500 coups/mn et un canon MG FF à 160 coups/mn. Vitesse : 575 km/h à 11 500 ft (3 500 m). Vitesse ascensionnelle : 2 985 ft (910 m) par minute. Plafond : 32 810 ft (10 000 m). Rayon d'action : 560 km. Poids vide/en charge : 1 800 kg/2 500 kg. Envergure : 9,86 m. Longueur : 8,59 m. Hauteur : 2,22 m.*

DR

Des failles se manifestent cependant. Le général von Thoma, chargé des problèmes économiques de la Wehrmacht, déplore un réarmement trop horizontal au détriment des munitions, des pièces de rechange, des stocks... Une des déficiences les plus graves concerne le manque d'officiers d'active, en dépit du rappel de cadres de réserve ou d'officiers de police... Déficit en partie compensé par l'incorporation dans l'armée des 100 000 « chefs » de la Reichswehr qui constituent d'excellents sous-officiers.

Les chars sont en très grande majorité légers de 5 et 10 tonnes armés de deux mitrailleuses ou d'un simple canon de 20. Les chars moyens ou lourds type Mark III ou Mark IV n'ont pas dépassé le stade expérimental. Quant au mur de l'Ouest, la ligne Siegfried, suivant l'expression française, elle est encore loin d'être terminée. L'effort porte essentiellement sur les axes de pénétration majeurs devant la frontière française.

L'armée manque également de réservistes. Sérieux handicap en cas d'un conflit de longue durée. En vertu du traité de Versailles, les « classes blanches » de 1919 à 1934 n'ont pas fait de service militaire. Aussi les réservistes se limitent pour l'heure aux hommes qui ont connu la fin de la guerre et qui atteignent ou dépassent la quarantaine.

Au total, une armée déjà redoutable, mais encore très éloignée de celle de mai 1940. Valorisée cependant par un énorme effort de propagande. Toutes les grandes parades militaires ne comportent que des unités motorisées alors que près de 90 % des grandes unités obéissent toujours au rythme du piéton et du cheval. Certaines formations blindées passent à deux reprises devant la tribune officielle, ce qui amène les attachés militaires à attribuer 500 chars aux nouvelles Panzer, au lieu de 250 en moyenne dans la réalité. Les films d'actualité contribuent encore à donner de la nouvelle armée allemande une image flatteuse à l'extrême.

## L'armée française de 1938 est aussi désuète que mal entraînée

Qu'en est-il de l'adversaire éventuel ? L'armée française reste toujours une armée d'effectifs reposant sur une mobilisation qui doit concerner 4,5 millions d'hommes affectés en métropole. Chiffre qui ne doit pas trop faire illusion. 1,5 million de ces réservistes sont attribués à l'armée de l'intérieur, les autres aux divisions d'active ou de formation type A ou B. La plupart de ces réservistes n'ont effectué de 1928 à 1935 qu'un service d'un an et n'ont reçu qu'une instruction réduite, voire inexistante. Il en est de même de la plupart des 50 000 officiers de réserve ; une remise en condition profonde s'impose.

Sur le plan matériel, l'armée française se trouve également dans une période de transition. Le réarmement amorcé en 1936 commence à peine à faire sentir ses effets. La plupart des matériels sont hérités du conflit précédent, fusil Lebel, mitrailleuse Hotchkiss 1914, fusil-mitrailleur 1916 complété, il est vrai, par le FM 24-29.

Le 75 reste la pièce de base de l'artillerie de campagne (souvent hippomobile), associé à d'excellents canons lourds, 105, 155 courts ou longs. Dans le domaine des blindés, le gros des effectifs est encore constitué de chars FT 18 Renault. Commencent cependant à entrer en service des chars légers Hotchkiss ou Renault 1935, des Somua 1936 ou quelques chars lourds B1 bis de 28 tonnes.

Ces engins restent regroupés en bataillons, à l'exception de deux DLM (divisions légères mécaniques) attribuées à la cavalerie, mais nullement comparables aux Panzer. Quant aux deux divisions cuirassées prévues en 1936, elles restent à l'état de projet et ne verront le jour que pendant la drôle de guerre.

De graves lacunes concernent l'artillerie antichars, la DCA et surtout les transmissions. Le haut commandement reste allergique à l'égard de la radio, considérée comme une source d'indiscrétion. Le génie manque encore de moyens de franchissement. L'armée de 1938 se serait trouvée dans l'incapacité de traverser le Rhin. Quant à la ligne Maginot, elle reçoit enfin son armement. Toutefois, entre les gros ouvrages, subsistent des « intervalles » que l'on s'efforce de combler par des fortifications légères.

Au total, l'armée française apparaît comme une force défensive dont les conceptions n'ont guère évolué depuis 1918. Le char reste un engin d'accompagnement de l'infanterie en étroite liaison avec l'artillerie. Rien de comparable avec la doctrine que le général Guderian achève de mettre au point en Allemagne. Les Panzer en liaison avec l'aviation constituent des moyens de rupture et d'exploitation rapide en profondeur. L'armée française de 1938 aurait peut-être été en mesure, derrière son système fortifié, de contenir une attaque allemande, à condition qu'il n'y ait pas de débordement par la Suisse ou la Belgique. Une stratégie s'identifiant à une guerre longue.

Les anti-munichois nourrissent cependant de fortes illusions sur la capacité de résistance de l'armée tchèque dont les fortifications inachevées ne couvrent pas l'ancienne frontière avec l'Autriche. La Bohême et Prague apparaissent ainsi difficilement défendables, à la merci d'une manœuvre en tenaille de la Wehrmacht. Quant au soutien soviétique, il constitue une illusion. L'Armée rouge sort à peine d'une terrible purge qui a entraîné la disparition de la plupart des généraux et de la moitié du corps des officiers. De toute manière, l'URSS n'a pas de frontière commune avec l'Allemagne ou la Tchécoslovaquie, et la Pologne comme la Roumanie étaient résolument opposées à tout transit des troupes soviétiques sur leur territoire.

La Tchécoslovaquie est d'ailleurs entourée d'ennemis, le Reich naturellement, la Pologne qui réclame le territoire de Teschen, et la Hongrie qui revendique une forte minorité magyare. Quant au soutien britannique, il aurait été des plus aléatoires. Aucun accord n'existe entre Londres et Prague. De toute manière, l'armée britannique de 1938 ne constitue qu'une force symbolique limitée à deux divisions d'infanterie et une brigade de chars.

Reste le problème aérien. La Luftwaffe est loin d'avoir achevé son redressement. Elle constitue cependant une force non négligeable de 3 000 appareils dont 1 600 pleinement opérationnels. Avantage majeur, elle est dotée de

matériels modernes, avions de chasse Messerschmitt 109 et 110, bombardiers Dornier 17, Heinkel 111 et Junker 87 plus des escadrilles de transport.

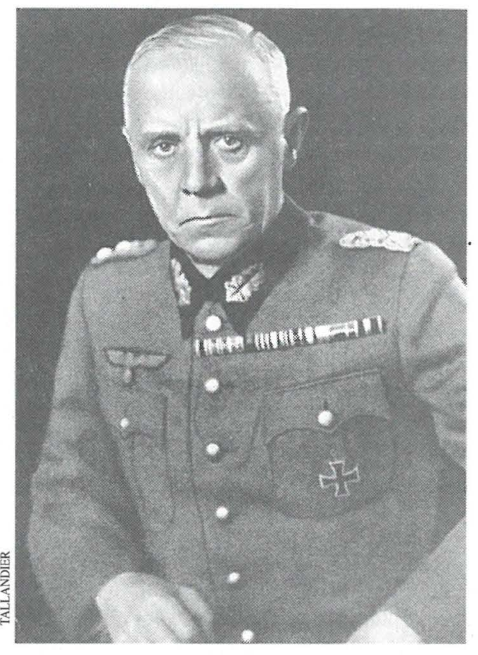
Là encore, une propagande habile en amplifie la puissance. Ce n'est pas un hasard si le chef de l'état-major de l'armée de l'air française est invité par Goering, en pleine crise des Sudètes, à visiter les installations de la jeune Luftwaffe. La visite comprend des bureaux d'études, des centres d'essai, des usines. Vuillemin assiste à des exercices de bombardement ou de DCA. De toute évidence, le général est victime de supercheries. A plusieurs reprises, il inspecte sur des terrains différents, la même formation aérienne. L'effet recherché est atteint. De retour à Paris, Vuillemin affirme sa conviction que l'aviation française ne pourra résister quinze jours à une offensive aérienne allemande.

De fait, quel que soit l'ampleur du bluff, la différence est éloquente. L'armée de l'air française aligne tout au plus 700 appareils. Mais, dans leur immense majorité, il s'agit d'avions de « transition », c'est-à-dire largement démodés, très inférieurs aux Allemands tant par l'armement que le rayon d'action ou la vitesse. La Grande-Bretagne n'est pas mieux lotie. Les effectifs de la Royal Air Force sont réduits et les premiers chasseurs modernes type Hurricane commencent seulement à entrer en service.

De toute manière, même exagérée, la puissance de la Luftwaffe va jouer un rôle considérable, tout au long de la crise. Les opinions et les milieux militaires des pays occidentaux vivent dans la hantise de raids massifs capables de réduire en monceaux de décombres les grands centres démographiques et industriels.

C'est ce que soulignera le vice-attaché de l'Air français à Berlin, le général Stehlin : *« Si elle* [la Luftwaffe] *n'a pas eu à faire sentir son action dans des opérations de guerre proprement dites, il ne faut pas oublier que, par la seule menace de sa puissance, elle a pesé d'un poids considérable sur l'issue du conflit qui a tenu l'Europe en haleine... L'on peut dire sans risque d'erreur, qu'elle a été un des facteurs prédominants d'une victoire diplomatique, car l'Allemagne a réussi, sans déchaîner la guerre, à atteindre l'un des objectifs de sa politique de défense ».*

Le Reich n'en traverse pas moins une crise sévère au sommet. C'est le 30 mai 1938 que Hitler communique à ses généraux médusés son intention de régler le sort de la Tchécoslovaquie. Beck, chef d'état-major de l'armée, et la plupart des grands chefs sont atterrés. le Reich ne dispose pas encore de moyens suffisants d'affronter une crise majeure qui risque de dégénérer en une véritable guerre.



TALLANDIER

***Le général Ludwig Beck (1880-1944). Chef d'état-major de l'armée de terre (OKH) depuis 1935, il joue un rôle important dans le développement de la Wehrmacht, malgré son hostilité aux vues novatrices du général Guderian. Depuis la fin de 1937, il critique les projets aventuristes de Hitler en politique étrangère. Réprouvant l'action prévue contre la Tchécoslovaquie, il démissionne en août 1938. Après avoir échoué dans une tentative de conjuration en 1939, il prend la tête du complot du 20 juillet 1944, ce qui lui vaut d'être abattu dès l'échec de l'attentat contre Hitler.***

Jodl, le chef du bureau opérations de l'OKW (OberKommando der Wehrmacht) déplore cette opposition entre deux opinions nettement tranchées, *« celle du Führer que son intuition pousse à agir dès cette année et celle des militaires qui estiment que nous ne pouvons pas agir encore, étant donné que les Occidentaux s'y opposeront certainement et que nous ne sommes pas encore capables de leur résister ».*

## La fronde des généraux

L'opposition des généraux est d'autant plus vive qu'en vertu d'une tradition qui remonte à la vieille monarchie prussienne c'est à l'état-major d'apprécier les conditions militaires susceptibles de justifier un conflit. Faute de pouvoir accéder directement à Hitler, Beck demande au commandant en chef de l'armée, le général von Brauchitsch de prendre la tête d'une démarche collective auprès du Führer. Brauchitsch se dérobe et se contente de transmettre au chef de l'État un mémoire rédigé par Beck.

La réaction de Hitler est brutale. Le 10 août, au Berghof, pendant trois heures d'horloge, il administre aux grands chefs une volée de bois vert. Il dénonce leur défaitisme et les accuse de manquer de force d'âme et de ne pas croire dans le génie de leur Führer. Quelques jours plus tard, une note de Hitler transmise à von Brauchitsch interdit toute ingérence de l'armée dans le domaine politique et exige une *« obéissance aveugle ».* Beck est finalement la seule victime de la crise. Il démissionne le 31 août, Halder le remplace.

Toutefois, avant son départ, Beck avait préparé un complot contre le Führer. Le général Witzleben devait occuper Berlin, s'emparer de la personne du Führer, qui serait traduit devant un tribunal, qui le jugerait, sur le témoignage d'experts, irresponsable. Un pouvoir militaire serait alors mis en place, en attendant la constitution d'un gouvernement civil provisoire. Le dénouement extrêmement rapide de la crise met fin au projet. Mais, rien ne prouve que des hommes comme Beck ou des civils comme Gordelier ou von Neurath seraient passés à l'action.

De l'avis de tous ceux qui l'ont connu, de Guderian en particulier, Beck a laissé le souvenir d'un homme anxieux, scrupuleux, hésitant, calculant sans cesse le pour et le contre. Aucun d'entre eux n'avait l'étoffe d'un véritable conspirateur et encore moins d'un homme d'action. De toute manière, d'après les contacts pris à l'Ouest, on sait que les conjurés, pour légitimer leur coup d'État, réclamaient la cession des Sudètes et de Dantzig !

Tout en éprouvant une appréhension, toute l'Allemagne se trouvait derrière son Führer. A l'exception de quelques grands chefs, la Wehrmacht affichait la plus grande détermination sur ce plan, sa supériorité à l'égard de l'armée française était éclatante. Le rappel des réservistes français en septembre 1938 a laissé une impression pénible. Que ce soit dans les gares ou les dépôts, les hommes affichent un air morne et apparaissent profondément abattus. A tous les niveaux, la France de Munich se trouvait moralement hors d'état d'affronter un conflit.

**Ph. M.**

**Agrégé d'histoire, docteur ès-lettres, Philippe Masson est membre de l'Académie de marine. Il est l'auteur de nombreux ouvrages, notamment *Histoire de l'armée allemande* (Perrin, 1994) et *L'Homme en guerre au XX<sup>e</sup> siècle* (Rocher, 1997). Il prépare actuellement une *Histoire de l'armée française au XX<sup>e</sup> siècle.***

PACIFISTES ET BELLICISTES

# L'opinion française devant la guerre

PAR GUILLAUME SASSETOT

**Devant les menaces de guerre, toutes les familles politiques vont se diviser. On verra des antifascistes plaider la conciliation avec le IIIe Reich et des fascistes se mobiliser dans l'espoir de le terrasser.**



TALLANDIER

*Charles Maurras à sa sortie de prison en juillet 1937. Le chef de l'Action française a consacré toute sa vie à lutter contre l'Allemagne. Mais à partir de 1936, jugeant la France impréparée pour une nouvelle guerre, il dénonce comme criminels les députés qui poussent à la guerre par antifascisme. Il réclame contre eux la guillotine ou à défaut le simple « couteau de cuisine » des citoyens, ce qui lui vaut d'être condamné à huit mois de prison ferme.*

Soixante ans après la conférence de Munich, le qualificatif de « munichois » garde une connotation exclusivement éjorative et suggère un mélange d'irréalisme t de lâcheté. Comme madame du Barry, la 'rance aurait supplié *« encore un instant monieur le bourreau ! »* et ses gouvernants uraient été, au choix, des irresponsables ou es traîtres préfigurant la France de Vichy.

Cette vision anachronique est d'autant lus commode qu'on sait aujourd'hui comıent s'est terminée l'aventure. Pourtant, les ıangements de polarité qu'on observe alors ı sein de l'opinion publique française, des ırtis politiques et des hommes qui les comɔsent, restent totalement incompréhensibles l'on s'en tient à la vision caricaturale des ·énements. Que les fractures aient alors été us brutales encore sans doute à gauche qu'à 'oite suffit déjà à montrer l'ampleur du séise.

Lors de l'Anschluss, le 12 mars 1938, le ›uvernement français était démissionnaire, qui peut expliquer son absence de réaction. n'en va plus de même en septembre : louard Daladier, qui a formé son gouverneɜnt le 10 avril 1938, deux jours après la démission de Léon Blum, a obtenu à la Chambre une confiance quasi unanime. Le pays rêve d'un homme fort, et croit l'avoir trouvé en lui. Ce radical détesté par la droite quatre ans plus tôt est aujourd'hui soutenu par elle. Il est vrai qu'entre-temps a eu lieu l'expérience du Front populaire, et que les radicaux apparaissent comme un moindre mal.

Longtemps après Munich, Daladier dira que ces accords furent *« une immense défaite diplomatique pour la France et l'Angleterre »*. Sur le moment, il est acclamé et le *Petit Pari-*

## L'ARGENT DU BELLICISME

Inclassable parmi les inclassables, Emmanuel Berl est un écrivain qui compte des amis à droite comme à gauche, sa famille d'origine. En 1937, il fonde *Le Pavé de Paris*, revue dont il est le seul rédacteur. Il y exprime ses craintes devant le spectre de la guerre. Dans le numéro 34 du 3 février 1939, qui lui attire de redoutables inimitiés, il dénonce notamment les tentatives de corruption de la presse par le clan belliciste : « *Que de l'argent, beaucoup d'argent ait été donné à ce qu'on peut appeler justement le parti de la guerre, M. Bollack (directeur de deux agences de presse : l'agence Fournier et l'agence Économique) le sait aussi bien que moi. Je répète une fois de plus aux ploutocrates qui travaillent dans ce sens, et d'abord à ceux qui pourraient être de la même race et de la même religion que moi :* "Faites attention, ces manœuvres, elles ne seront ni secrètes ni tolérées. La guerre est une chose trop grave, elle comporte pour le pays des risques trop effrayants. Ce qui est possible en d'autres domaines, quand il s'agit de faire détaxer tel produit et taxer tel autre, n'est pas possible dans ce domaine-là, où la vie et le sang, les biens de chaque citoyen se trouvent totalement engagés." »

Il réitère ses accusations le 17 mars 1939 : « *Je ne dis pas que le financier international soit, par nature, belliciste. Je dis que les financiers internationaux, s'ils tendent pour un motif ou un autre vers le bellicisme, ne sont pas retenus comme les simples citoyens par la crainte d'exposer leur vie, leur famille et leurs biens.*

*Leur vie ? Je vois très peu de milliardaires parmi les victimes des guerres du XIXe siècle. Aucun Rothschild français n'est mort en 1866. Aucun Rothschild français, aucun Rothschild anglais, à ma connaissance, mort dans la guerre de 1914. Et il en va, je crois, de même pour les Morgan et pour les Vanderbilt.*

*Leurs biens ? La guerre, parfois, les diminue, parfois aussi les augmente. Les guerres de Napoléon ont permis l'éclosion des grandes fortunes du XIXe siècle et nous savons trop que tout le monde n'a pas perdu à la guerre de 1914.* »

Dans son livre *Le Désastre de 1940*, tome 1 (Robert Laffont, 1983), p. 95, Claude Paillat a publié un document émanant du ministère des Affaires étrangères tchécoslovaques sur le financement par Prague, de 1919 à 1938, de personnalités et journaux français.

*sien* organise une souscription pour offrir à Chamberlain une maison de campagne.

A la Chambre, les accords sont approuvés à une écrasante majorité : 537 voix pour ; votent contre les 73 communistes, parce que l'URSS a été tenue à l'écart, un seul socialiste (Jean Bouhey), et Henri de Kerillis, député de Neuilly à qui l'antigermanisme obsessionnel tient lieu de programme et même de pensée. Mais cette belle unanimité masque en fait un éclatement complet des forces politiques. Le clivage munichois-antimunichois ne recoupe pas la traditionnelle division droite-gauche, mais induit des clivages plus complexes, au niveau des hommes comme des organisations, et partage transversalement la quasi-totalité des familles politiques.

## Des nationalistes pour la paix et des internationalistes pour la guerre

Ce qui éclate au grand jour lors de la crise de Munich, est l'aboutissement d'un processus commencé plusieurs années auparavant. Le triomphe, en Allemagne, du national-socialisme le 30 janvier 1933, pourrait être choisi comme date de départ, car avec lui, on assiste bien à « la fin de l'après-guerre », mais sans doute la date, plus rigoureusement française, du 6 février 1934, est-elle plus pertinente.

L'émeute parisienne du 6 février est l'aboutissement d'une série presque ininterrompue de scandales qui ternissent la crédibilité du régime et mettent en scène des personnages d'origine douteuse, notamment l'escroc Stavisky, opportunément trouvé « suicidé » dans son chalet des Alpes le 9 janvier 1934, le jour même où la police se décidait enfin à l'arrêter. C'est donc aux cris de « *A bas les voleurs !* » que se succèdent à Paris des manifestations de rue qui culminent le 6 février. Les acteurs viennent d'origines fort diverses : ligues et associations d'anciens combattants, bien sûr, mais aussi, ce qu'oublient volontairement trop d'historiens, troupes du parti communiste. Le bilan est lourd : 17 morts et 1 500 blessés. (1)

Au plan purement politique, cette journée aboutit seulement à la démission de Daladier (déjà lui) et à son remplacement par Doumergue dans un gouvernement d'Union nationale. Personne n'a osé marcher, ni sur Matignon ni sur l'Élysée.

Pourtant va naître alors la sensation qu'un « danger fasciste » est possible en France aussi. La gauche veut croire la République en danger. Le mouvement « antifasciste » va prendre corps dans la foulée du Comité Amsterdam, regroupant depuis 1932 autour de Romain Rolland et d'Henri Barbusse les tenants d'un pacifisme instrumentalisé par l'URSS et l'Internationale communiste. Des comités antifascistes vont regrouper des « intellectuels » radicaux, comme André Chamson, directeur de cabinet de Daladier et codirecteur de *Vendredi*, des socialistes comme Jean Guéhenno, mais aussi des communistes ou des compagnons de route, André Gide ou le jeune Malraux.

Non seulement le 6 février n'a pas apporté le « sursaut national » qu'espéraient les ennemis du régime et au premier chef Maurras et l'Action française, mais tout au contraire, la conjonction des troubles intérieurs français et de la situation internationale donne désormais une cohésion à des troupes certes dispersées mais qui ont en commun le refus des valeurs nationales ou fascistes.

Dès mars 1934, Dimitrov, au nom du Komintern dont il préside le comité exécutif, lance l'idée du rapprochement entre socialistes et communistes qui aboutira bientôt au projet de Front populaire.

Au même moment Maurras renvoie dos à dos hitlérisme et communisme : « *Je le répète,* écrit-il, *il n'y a pas de plus grand danger national que l'hitlérisme et le soviétisme ! A égalité ! Et ces égaux-là sont faits pour s'entendre. La carte le confirme. L'avenir le dira.* » A cette époque, celle de la première tentative d'Anschluss après l'assassinat du chancelier Dollfuss (25 juillet 1934), et de son échec du fait de l'intervention de Mussolini, Maurras est persuadé qu'une alliance franco-italienne peut contrer la menace allemande. Mais les sanctions prises contre l'Italie lors de la guerre d'Éthiopie vont vite jeter Mussolini dans les bras de Hitler. Ceux qui les souhaitent sont aux yeux de Maurras « *les assassins de la paix* », et il réclame pour eux la guillotine, ou, à défaut, le simple couteau de cuisine des honnêtes citoyens. Le « Manifeste des intellectuels français pour la défense de l'Occident et de la paix en Europe » initié à cette occasion par Henri Massis, et rejoint par de nombreux catholiques, reste cependant impuissant.

Face à une guerre éventuelle, les positions se précisent encore durant l'année 1936. Le 7 mars, la remilitarisation de la Rhénanie, en violation du traité de Versailles et du pacte de Locarno n'entraîne pas de riposte française. On sait aujourd'hui (mais on l'ignorait alors)

que Hitler était prêt à reculer dans cette éventualité. Fidèle à ses principes, Maurras ne connaît qu'un mot d'ordre : éviter désormais la guerre, car il fallait réagir plus tôt, quand nous avions encore des atouts.

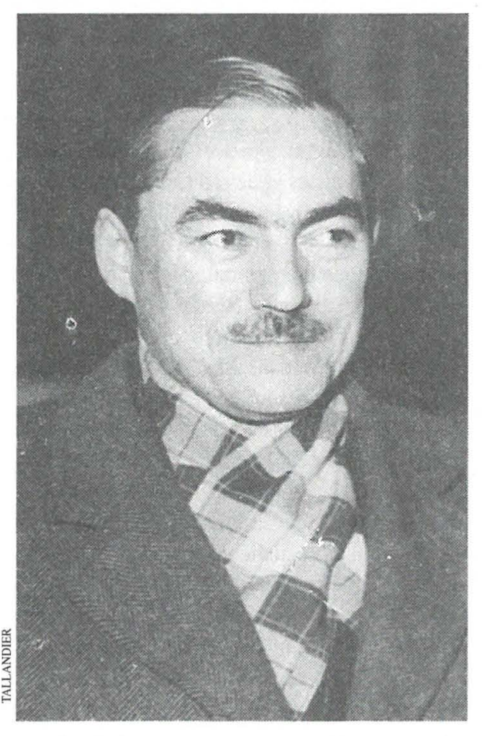
Le 17 juillet 1936 commence la guerre d'Espagne. Comme l'écrit Maurice Agulhon, *« nul doute que l'Espagne ait fait monter d'un cran, à partir de 1936, le niveau des hostilités franco-françaises, comme si le sang et la rage s'étaient mis à couler entre elles par Espagnols interposés ».*

On s'engage donc pour ou contre l'interventionnisme au moment même où la peur du communisme (le jeune Antoine Pinay déclare alors : *« le communisme est le poison avec lequel se suicide une société lasse de souffrir »*) et l'antifascisme soudent les blocs lors des élections de 1936.

Les 26 avril et 3 mai, la victoire du Front populaire est en apparence écrasante du fait du mode de scrutin, mais en fait, il n'y a pas de vague de fond : 380 élus contre 220, mais seulement 37,3 % contre 35,9 % des inscrits. Pourtant le paysage politique se transforme et se renouvelle après la dissolution des ligues, le 18 juin, à l'initiative de Salengro, ministre de l'Intérieur. La grande campagne de pavoisement qui commence le 19 juin pour lui répondre semble montrer que les nationaux l'emportent sur les militants de gauche.

Ancien espoir du parti communiste, exclu en 1934 pour sa trop grande indépendance, Jacques Doriot fonde le PPF le 28 juin, 10 jours après la dissolution des ligues, mais le projet existe dès la fin 1935. Il regroupe des hommes d'horizons très divers : anciens communistes comme Doriot lui-même ou comme Paul Marion, mais aussi anciens d'Action française comme Claude Jeantet ou militants des Volontaires nationaux du colonel de La Rocque qui l'ont quitté en 1935, le trouvant trop timide : Pierre Pucheu, Claude Popelin, Bertrand de Maud'huy ou Bernard de Plas, qui assure : plutôt la violence *« que de laisser pourrir et s'émasculer une nation qui était jadis la première du monde ».*

Contrairement, par exemple, au Parti franciste de Bucard, le colonel de La Rocque, une fois encore, choisit résolument l'option légaliste avec la création du PSF le 11 juillet. Cette initiative donne lieu à un formidable mouvement d'adhésion et à une profonde transformation d'esprit par rapport à l'époque Croix-de-Feu. Le directeur du bureau politique, Edmond Barrachin, revendique explicitement la défense des classes moyennes, programme en déshérence, depuis que le Parti radical-socialiste l'a abandonné. Le PSF se veut donc la nouvelle force conservatrice. Il refuse catégoriquement de rejoindre le Front de la Liberté, constitué par Jacques Doriot autour de son PPF, avec le Parti républicain national et social de Pierre Taittinger et le Parti agraire de Fleurant Agricola.







***A gauche, le socialiste Marcel Déat (1894-1955). A droite, le nationaliste Henri de Kerillis (1889-1958). Tous deux ont été des combattants valeureux de 14-18. C'est leur seul point commun avec la passion de la politique et du journalisme. Agrégé de philosophie et député socialiste, Marcel Déat se heurte à Léon Blum et quitte la SFIO en 1933. Membre du Comité de vigilance des intellectuels antifascistes en 1936, opposant de gauche à la guerre en 1938 et 1939, il sera l'une des principales figures de la Collaboration après 1940. En face, Henri de Kerillis est le directeur du journal de droite*** **L'Époque** ***en 1937. Il vote contre les accords de Munich en 1938, fait campagne pour une guerre préventive en 1939 et s'exile aux USA en 1940.***

## L'hécatombe de 14-18

Quand éclate la crise de Munich, les pacifistes représentent une nette majorité de l'opinion, comme le montrent les sondages de l'époque, balbutiants mais sans ambiguïtés. On trouve un pacifisme qu'on pourrait qualifier de doctrinal dans divers groupes de gauche et d'extrême gauche, et un pacifisme de droite ou « d'extrême droite » sans doute plus complexe.

Encore une fois *« A bas la guerre ! »* titre l'Action française au lendemain des accords. C'est *« une défaite qui épargne un désastre »*, écrit Maurras qui, du même coup, retire sa candidature au prix Nobel de la Paix au profit de Chamberlain. Et il ajoute : *« Armons, armons, armons ! »* Sans doute, à la conscience aiguë de l'impréparation militaire de la France, à la certitude qu'un conflit tournerait à la catastrophe pour le pays (il ne se trompait pas), oui sans doute s'ajoute alors chez lui, malgré sa germanophobie, une part de culpabilité plus ou moins inconsciente au souvenir de l'hécatombe sans précédent de 14-18 que les nationalistes français d'avant 1914 avaient si largement cautionnée. Certains hebdomadaires suivent la même ligne. *Je Suis Partout* qu'anime Pierre Gaxotte, mais aussi *Gringoire*, dont l'éditorialiste, Henri Béraud, a toujours eu la tripe républicaine, populaire et pacifiste.

L'anticommunisme joue un rôle important dans le développement d'un pacifisme actif, mais curieusement, plus à gauche qu'à droite. Depuis le traité franco-soviétique signé par Laval, la position des communistes en matière de défense nationale s'est modifiée. Le parti et sa presse relayent les mots d'ordre de Staline qui est persuadé qu'une révolution doit sortir d'une guerre entre États capitalistes et qu'il convient donc d'attiser leurs différends et leurs antagonismes pour les précipiter dans une lutte armée. C'est ainsi que, quelques années après avoir écrit dans le *Traité du style « je conchie l'armée française dans sa totalité »*, Aragon va se faire, pour une décennie, le laborieux

## « PLUTÔT HITLER QUE BLUM »

**Dans sa chronique du *Monde* du 25 mars 1998, Bertrand Poirot-Delpech, évoquant le rafraîchissement des mémoires favorisé par le procès Papon, écrivait : *« On s'y rappelle qu'avant de remplir les wagons pour Auschwitz, les gens de Vichy scandaient "Plutôt Hitler que Blum !" »*. La fraîcheur des souvenirs de l'académicien, né en 1929, est prise en défaut de polémique. La formule *« Plutôt Hitler que Blum »* ne fut pas prononcée à Vichy mais par Emmanuel Mounier à l'époque de Munich, dans un article du numéro d'octobre 1938 de la revue *Esprit*, intitulé *« Les lendemains d'une trahison »*. S'en prenant à des adversaires imaginaires issus des classes sociales hostiles au Front populaire, supposées admiratrices des régimes fascistes, il concluait : *« On ne comprendra rien au comportement de cette fraction de la bourgeoisie si on ne l'entend murmurer à mi-voix plutôt Hitler que Blum ! »***

**Le penseur personnaliste avait l'oreille fine. Il captait un slogan introuvable dans la presse, les écrits, les discours d'une bourgeoisie sans doute assimilée dans son esprit à la droite. Dans ces années-là, pourtant la bourgeoisie bien-pensante avait au moins autant de sympathies pour l'antifascisme.**

**Mounier, qui publia de novembre 1940 à juillet 1941 sa revue en zone non occupée avec l'accord de Vichy, n'était pourtant pas lui-même à l'abri de choix ambigus. Comme l'a rappelé Jacques Laurent dans son *Histoire égoïste* (1976), après l'attaque de l'Union soviétique par Hitler, Mounier écrivait dans un curieux édito : *« Il n'est personne qui ne soit prêt à saluer la chute du sombre régime stalinien le jour où elle se produira, comme une délivrance pour l'Europe, si elle ne s'accompagne pas de conséquences équivalentes dans le mal »*.**

**Jacques Laurent commente : *« Le cas de Mounier est exemplaire, cet homme souhaite et attend la défaite du nazisme et n'entretient avec Vichy que des relations fragiles. Or un cri d'enthousiasme lui échappe publiquement parce que le vampire Staline va tomber sous les coups d'Hitler. »* On ne fera certes pas dire à Mounier : *« Plutôt Hitler que Staline »*, mais il n'est pas impossible qu'alors *in intimo pectore*, certains de ses lecteurs l'aient pensé.**

**JEAN-PAUL ANGELELLI**

disciple de Déroulède. Dès lors, pour beaucoup de socialistes et de radicaux, pacifisme et anticommunisme vont se confondre.

Il est particulièrement révélateur en cette occurrence que bon nombre des pacifistes « de gauche » ont d'abord été des antifascistes et ont participé, souvent très activement, aux comités les regroupant. Mais, face à la crise de Munich, ceux qui sont également anticommunistes prennent conscience que l'URSS veut pousser la France à la guerre ce qui les amène à réagir. Sans compter ceux qui considèrent que le national-socialisme n'est pas seulement l'expression d'un nationalisme agressif, mais aussi et peut-être celle d'un socialisme authentique, plus authentique pensent-ils que celui de Moscou. Pour beaucoup d'entre eux, la voie est désormais tracée ; ils suivront leur logique jusqu'au bout, dans la Collaboration d'abord, puis jusqu'aux poteaux d'exécution de la Libération ou aux années d'exil sans retour.

## La guerre entre Français

Dans un ouvrage qui fait date, (2) Philippe Burin a analysé en détail les destins convergents de trois personnalités majeures de gauche qui furent séduites par *La Dérive fasciste* : un radical, Gaston Bergery, un socialiste, Marcel Déat, et un communiste, Jacques Doriot. Au-delà des cas singuliers, il étudie aussi *« en quoi leurs ruptures et les mouvements qu'ils créèrent sont révélateurs d'une crise des partis de gauche et du système politique français de l'époque »*.

Ces nouveaux clivages débordent le seul monde politique. Dans ses *Mémoires d'un Parisien*, Jean Galtier-Boissière fait un tableau très complet des forces en présence et du rôle de la presse : *« Les pacifistes de gauche étaient groupés autour de* La Patrie humaine, *du* Barrage *de l'objecteur de conscience l'ancien capitaine René Gérin, du* Libertaire, *du* Merle *qui déclarait :* "Les Sudètes, on s'en fout !..." *du* Popu *de Paul Faure, de* L'Œuvre *de Jean Piot, enfin de* La Flèche *de Gaston Bergery qui conserva un remarquable sang-froid aux heures les plus critiques. Giono lançait des appels. Et, au contraire de 1914, tous ces pacifistes furent rejoints par la presse de droite et d'information qui freina, au lieu de pousser à la bagarre. »*

Dans son pamphlet *Pavés de Paris*, Emmanuel Berl homme de gauche et animateur de *Marianne*, dénonce avec fermeté le bellicisme à tous crins de son coreligionnaire Georges Mandel.

Nouveaux ou anciens, les partis ne trouvent plus d'unanimité. Paradoxalement, le PPF de Jacques Doriot est alors très divisé, et plutôt favorable à une sévère mise en garde à Hitler ; ce n'est qu'une fois les accords signés que son journal, *L'Émancipation nationale* titre *« Nous l'avons échappé belle »*. Mais la crise laissera des séquelles, entraînant de nombreux et prestigieux départs : Drieu La Rochelle, Alfred Fabre-Luce, Bertrand de Jouvenel, Pierre Pucheu, Paul Marion.

Le regroupement des antimunichois est au moins aussi hétéroclite : le parti de la guerre a pour hérauts Geneviève Tabouis, Émile Buré, de *L'Ordre*, Pertinax de *L'Écho de Paris* et bien sûr Henri de Kerillis, le député nationaliste de Neuilly, qui vient de fonder *L'Époque* pour servir de tribune à son intransigeance anti-allemande, *L'Écho de Paris* dont il avait été le directeur politique, étant à ses yeux trop modéré. Galtier-Boissière cite de lui ce passage, qui laisse quelque peu douter de sa cohérence en cette période troublée : *« On vient me dire par exemple : Notre aviation est dans un état d'infériorité terrifiante. Je réponds : Raison de plus pour sauver la Tchécoslovaquie. »* Quelle leçon de stratégie ! A son exemple, chez beaucoup d'hommes de droite, la germanophobie reste plus forte que tout. C'est le cas pour un très grand bourgeois comme François de Wendel ou un libéral autoritaire comme Paul Reynaud.

Automne 1938. Tout est en place pour que la guerre entre Français devienne inextricable. Mais l'heure est à la fête. Ray Ventura célèbre la paix maintenue et chante avec entrain *La Chamberlaine* : *« Ce n'est pas très compliqué/ Il faut pas qu'ça vous surprenne.../ Pour danser la Chamberlaine/ Il ne faut qu'un parapluie/ Vraiment, c'est bien charmant !... »*

Été 1939, moins d'un an plus tard. Les partisans de la guerre ont gagné ; le même Ray Ventura annonce, toujours avec le même entrain : *« On ira pendre notre linge sur la ligne Siegfried... »*.

On connaît la suite.

**G. S.**

---

(1) Sur le 6 février 1934, voir l'article d'Éric Vatré publié dans notre numéro 21 « Rebelles et insurgés » (juin-juillet 1997).

(2) *La Dérive fasciste, Doriot, Déat, Bergery, 1933-1945*, par Philippe Burin. Le Seuil, 1986. Sur le pacifisme de gauche, on consultera aussi Christian Jelen, *Hitler ou Staline, le prix de la paix*. Flammarion, 1988, ainsi que Rémy Handourtzel et Cyril Buffet, *La Collaboration... à gauche aussi*. Perrin, 1989.

# Livres



## Histoire de l'Afrique précoloniale
### par Anne Stamm

C'était un pari bien difficile que d'évoquer, dans le cadre limité d'un petit volume de la collection Que sais-je ?, trois millénaires de l'histoire de l'Afrique noire, depuis les royaumes soudanais contemporains du Bas-Empire égyptien jusqu'à la conquête coloniale du XIXe siècle. L'auteur est parvenu à brosser un tableau à peu près complet des royaumes et des empires qui se sont succédé sur le continent noir, sans négliger pour autant les régions où aucune grande formation politique n'est parvenue à se constituer. L'ouvrage n'échappe pas cependant au risque d'apparaître comme une simple énumération et le néophyte aura intérêt à consulter également l'excellent Que Sais-je ? paru en 1962 sous la plume d'Hubert Deschamps et intitulé *L'Afrique noire précoloniale*, qui avait le mérite de mettre en œuvre une approche régionale plus aisée à suivre. Le livre d'Anne Stamm n'en sera pas moins utile aux étudiants. On regrettera simplement une malheureuse coquille : en page 26 es peintures bovidiennes du Tassili sont curieusement devenues « boliviennes »...

PUF, collection Que sais-je ? 128 pages, 42 F.

**Ph. C.**

## Les premiers rois le France
### ar Ivan Gobry

Clovis mit sur un pied d'égalité es Francs conquérants et les Gaulois éjà dépositaires d'une riche ivilisation. Il jetait ainsi les bases e la fusion de ces deux peuples pparentés. Ivan Gobry s'attache galement aux figures de Childebert, lotaire, Frédégonde, Brunehaut, agobert... Le point des onnaissances sur la dynastie ondatrice de la monarchie française.

allandier, 430 pages, 135 F.

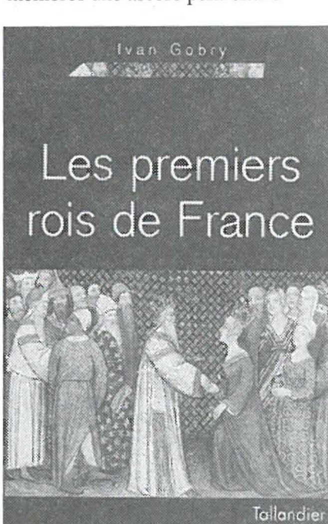
**M. M.**

## .A.-Ba des Templiers
### ar Bernard Marillier

Dans une collection de onographies précises et illustrées cemment créée chez Pardès, voici ouvrage sur les templiers qui vira les amateurs de mystères storiques. L'auteur décrit tout abord le cadre historique et rituel des premières croisades, soulignant notamment l'évolution de la théologie de la guerre. Tant que les chrétiens se sont opposés à la Rome antique, ils ont condamné le métier des armes. Pour Tertullien, *« sous aucun prétexte, un chrétien ne peut être soldat »*. Tous change à partir du IVe siècle avec le ralliement politique de Constantin, puis avec l'édit de Théodose qui prohibe les cultes païens et fait du christianisme la religion officielle de l'Empire. Dès lors le service des armes est admis. Plus tard, il sera même vivement recommandé dans le cadre du djihad chrétien pour la reconquête des Lieux saints. C'est alors que s'ouvre l'histoire tumultueuse et toujours mystérieuse des templiers, ordre militaire et monacal, fondé en 1118 par Hugues de Payns et huit autres chevaliers dans le but d'escorter les pèlerins se rendant en Palestine. Comme le note Bernard Marillier, l'ordre offre aussi à ses membres une ascèse permettant d'atteindre le divin par le combat et la guerre, *« résurgence au sein de la Chrétienté d'une conception héroïco-virile issue de la spiritualité païenne »*. Dès sa fondation, l'ordre reçoit le soutien de Bernard de Clairvaux, issu lui-même d'une famille noble de Bourgogne. Il définit l'ordre comme la *« milice de dieu »* et le bras armé de Cîteaux. Grand amateur de métaphores guerrières, le saint abbé estime que dans l'Orient disputé aux musulmans, *« on a besoin de chevaliers et non de moines qui passent leur temps à prier et à gémir »*. Devenu une puissance temporelle et financière considérable, le Temple a perdu sa justification après la chute des royaumes francs du Levant en 1291. Il excite la convoitise du roi Philippe IV le Bel qui l'anéantira d'un seul coup par l'arrestation le même jour d'octobre 1307 de tous les templiers et par la saisie de leurs biens. Avec la complicité du pape Clément V, le roi fera instruire un procès odieux. Revenus sur des aveux extorqués par la torture, les chevaliers sont condamnés au bûcher comme relaps. Dernier maître de l'ordre, Jacques de Molay est brûlé à Paris avec plusieurs de ses frères le 18 mars 1314. Sans trancher vraiment, l'auteur analyse longuement les différentes accusations portées contre les templiers. Il examine aussi doctrine et règles secrètes, qui ont permis aux amateurs d'ésotérisme d'établir un lien avec la Tradition de leurs vœux.

Pardès. 112 pages, nombreuses illustrations, 64 F.

**G. C.**




## Cathares et Camisards
### L'œuvre de Napoléon Peyrat (1809-1881)

Bien oublié aujourd'hui, Napoléon Peyrat est un pasteur ariégeois du XIXe siècle (1809-1881) qui a réalisé une importante œuvre d'historien en ressuscitant deux moments décisifs de l'histoire méridionale, le catharisme et la croisade albigeoise d'une part, la révolte, cinq siècles plus tard, des camisards cévenols d'autre part. Préfacé par Philippe Joutard, le grand historien de la « légende camisarde », l'ouvrage, dirigé par Patrick Cabanel et Philippe de Robert, se présente comme une série de communications fournies par une douzaine d'auteurs parmi lesquels Michel Roquebert, Jean Duvernoy et Anne Brenon. Il s'articule autour de trois ensembles. Le premier est consacré à la formation de l'historien dans son siècle, à ses liens avec Michelet, Lamennais et Sainte-Beuve. Le second porte sur les deux épopées, cathare et camisarde, et sur la filiation que Peyrat voulut établir entre elles. Le troisième retient surtout la dimension littéraire d'une œuvre d'abord historique, mais qui ne sera pas sans influences sur le félibrige languedocien.

Les Presses du Languedoc. 264 pages, 140 F.

**Ph. C.**

## Les papes d'Avignon
### par Bernard Guillemain

Au XIVe siècle, sept papes nés en France occitane ont gouverné l'Église. De 1309 à 1376, ils ont résidé à Avignon dans le palais édifié par leurs soins. Mais beaucoup de leurs contemporains, Dante, Pétrarque, Catherine de Sienne, Brigitte de Suède... ont violemment dénoncé leur politique et réclamé le retour de la papauté à Rome. C'est cette histoire oubliée que fait revivre Bernard Guillemain.

Cerf. 178 pages, 120 F.

**V. T.**

## Froissart et le temps
### par Michel Zink

Les fameuses *Chroniques* que nous a laissées Froissart couvrent trois quarts de siècle, de 1325 à 1400. Elles constituent l'une des principales sources pour l'histoire de la guerre de Cent Ans. L'authenticité du témoignage de Froissart a néanmoins souvent été mise en

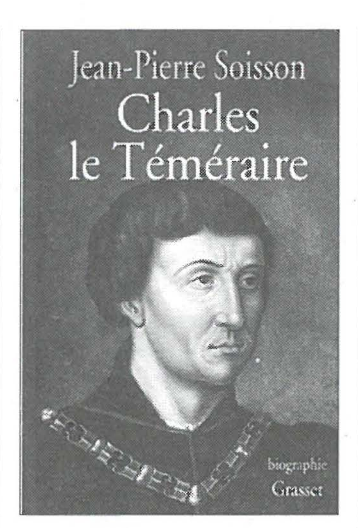
doute. On a surtout reproché au chroniqueur de ne pas relater uniquement ce qu'il avait vu et d'y ajouter ce qu'il avait entendu dire. Il reste que le récit de Froissart est étonnamment vivant et détaillé et de ce fait accessible même au profane. Michel Zink se penche sur l'œuvre de l'un des plus doués des prosateurs du Moyen Age. Il montre à quel point l'auteur de Méliador a su imbriquer les événements de sa propre vie – en particulier ses voyages en Angleterre, en Écosse, en Savoie, en Italie... – à ceux de la grande histoire pour parvenir à nous restituer l'esprit de son temps.

PUF. 192 pages, 148 F.

**M. M.**

## Charles le Téméraire
### par Jean-Pierre Soisson

Le rêve inachevé de Charles de Bourgogne, grand duc de Ponant, n'a cessé de hanter les peuples de l'Europe médiane. La figure du Téméraire, elle-même, continue d'étinceler dans les mémoires, tant ce destin hors du commun, fait de passion, d'amour, d'exploits guerriers et d'orgueil enchante et fascine les hommes bien nés. De nombreux ouvrages lui ont été consacrés. De celui-ci, œuvre d'un homme politique, on pouvait craindre le pire. Quelle agréable




surprise donc que de voir notre héros traité avec enthousiasme et intelligence.

Grasset. 378 pages, 135 F.

**J.-J. M.**

## Gisors dans l'histoire
### par Jean-Paul Besse

Spécialiste d'histoire religieuse, le professeur Jean-Paul Besse s'est également intéressé depuis plusieurs années à l'histoire de la Picardie, de l'Île-de-France et du Vexin normand. Ses ouvrages consacrés à l'histoire de Senlis, de Noyon et de Compiègne lui ont valu une solide notoriété dans le domaine de l'histoire régionale et c'est cette fois-ci à la découverte de Gisors, la forteresse de l'Epte installée sur la frontière franco-normande qu'il nous convie. Écrit d'une plume alerte mise au service d'une érudition sans faille, son ouvrage est une invite à découvrir la ville et sa région, toutes proches de Paris mais trop souvent méconnues par les touristes cultivés. Il apparaît aussi par la richesse de l'information, la qualité et l'originalité des commentaires qui l'accompagnent comme un ouvrage de référence qui échappe largement au simple genre de l'histoire régionale et des monographies historiques consacrées à une ville particulière. La bibliographie est une mine remarquable et l'on retiendra surtout les pages consacrées au XII[e] siècle, qui suit la construction du château, à la vie religieuse à l'âge baroque et aux séjours dans la région de Flaubert et de Gobineau.

L'Age d'Homme. 351 pages, 145 F.

**Ph. C.**

## L'Île de Felsenbourg
### par Johann Gottfried Schnabel, traduction de Michel Trémousa

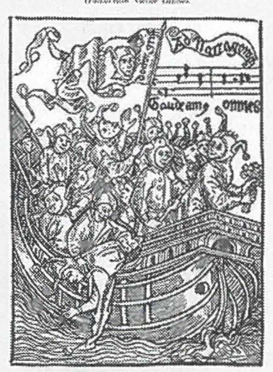
Une utopie-robinsonnade allemande, contemporaine de Manon Lescaut. Histoires sombres, péripéties sans fin de colons fatigués de l'Europe en quête de la terre promise, un îlot perdu vers lequel on se rend en faisant escale à l'île de Sainte-Hélène où mouillent des vaisseaux anglais et hollandais s'apprêtant à partir à destination des Indes orientales. Pour séduire le lecteur de son temps, l'auteur sacrifie volontiers au genre picaresque et fait intervenir le surnaturel. Les racines de cette œuvre plongent encore dans le baroque. Par de nombreux traits, cependant, elle annonce le pessimisme de Rousseau. Le narrateur n'est pas tendre pour les injustices et les vices de la société. Il dénonce le recours à la torture pour extorquer des aveux, la corruption des juges. Il ridiculise les préjugés nobiliaires. Il stigmatise les excès et les crimes commis contre les Indiens d'Amérique au nom du christianisme. En apparence, son propos est de conter les merveilles d'un paradis insulaire voué à la religion et à la vertu. En réalité, il en montre les travers. A Felsenbourg, les mariages sont interdits. Les livres ne sont pas proscrits, puisqu'on y procède à de généreuses distributions de bibles et d'ouvrages liturgiques. Sous couvert de raconter des histoires, l'auteur fait œuvre subversive.

Succès foudroyant lors de la parution en 1731. Tout foyer en possède un exemplaire. Le roman est

## La Nef des fous
### par Sebastian Brant, traduction et présentation de Nicole Taubes

Le *Narrenschiff* paraît en allemand à Bâle le jour du Carnaval de 1494, dans l'année de la naissance de Rabelais qui s'en souviendra et reprendra le thème de la nef et des nautauniers. Dès sa parution au XV[e] siècle finissant, ce poème satirique connaît un succès sans précédent en Europe. Il sera le livre le plus lu au XVI[e] siècle et donna à la littérature ses lettres de noblesse. Un succès étonnant, car ce catalogue des milles folies humaines est livré sans intrigue. Tout commence par l'embarquement à destination d'un pays de cocagne dénommé « Narragonia », la « province des fous ». Il s'en prend aux archers, dont les flèches manquent la cible, aux écoliers qui délaissent leurs livres, aux clercs, aux emprunteurs, aux usuriers, aux nobles, aux roturiers... Chaque folie est agrémentée d'une illustration explicative (Dürer participa à l'œuvre), à l'intention de ceux qui ne savent pas lire. L'intention pédagogique est évidente. Derrière le réquisitoire, il y a le tableau breughelien des mœurs, mais aussi de la harangue, du lyrique, de l'épopée, des songeries métaphysiques et toute l'irritation d'un homme devant les dérèglements de son époque. C'est le discours d'un pessimiste, qui, en notre temps, passerait pour un « ronchon » et un fieffé réactionnaire...

Sebastian Brant (1458-1521) voit le jour à Strasbourg. Fils d'un aubergiste et petit-fils d'un membre du conseil de la ville, il fréquente l'école de Sélestat, apprend le latin et le grec. En 1475, il rejoint Bâle pour y faire ses universités. Reçu docteur *in utroque*, « en l'un et l'autre droit » (droit civil et canonique), il devient professeur et recteur de cette même université et sera considéré comme le poète officiel de la ville. Vers 1500, lorsque Bâle fait sécession de l'Empire pour rallier la Confédération des cantons suisses, Brant, légitimiste et loyal partisan de l'Empire, se démet des ses fonctions, retrouve sa cité natale et se dédie, jusqu'à sa mort, aux affaires de la République et ville libre de Strasbourg. Poète toujours, il célébrera Maximilien I[er] dont Baldung Grien et Dürer furent




les protégés. L'Empereur reconnaissant le nommera conseiller d'Empire et échevin au tribunal aulique de Spire. Locher le saluera comme le Dante de l'Allemagne.

Rédigé en langue allemande vulgaire, le *Narrenschiff* fut traduit en latin dès 1497. A partir de l'édition latine, des traductions françaises parurent aussitôt. L'une chez Marnef, à Paris. L'autre à Lyon. Des adaptations libres fleurirent jusqu'en 1639. Cette nouvelle traduction est fidèle au texte de Brant. Elle en rend le rythme, la verdeur et la verve grinçante.

La présente édition est illustrée de gravures de l'époque. Elle offre aussi un texte de Claude Gaignebert et Monique Goullet intitulé *Les Songes du seigneur Sebastian Brant.*

**JEAN-JACQUES MOURREAU**

José Corti. 378 pages, 150 F.

alors un genre mineur, méprisé en Allemagne. Le monde des Lettres l'ignore. Mais l'œuvre de Gisander sera bientôt saluée avec enthousiasme par Heinrich Voss – le traducteur d'Homère, d'Ovide et de Virgile – qui y verra *« un monument de la littérature nationale »* que Goethe mentionnera favorablement dans ses *Mémoires.* La consécration viendra en 1828, près d'un siècle après la première édition, grâce à Ludwig Tieck, le grand romantique allemand.

Ce n'est qu'en 1880 qu'un spécialiste d'histoire littéraire établit avec certitude que Gisander n'était autre qu'un certain Johann Gottfried Schnabel, né en 1692 à Sandersdorf, près de Bitterfeld, dans l'Électorat de Saxe. Orphelin de père et de mère, il fut confié très jeune à son grand-père maternel, pasteur de son état. Des pans entiers de la vie de Schnabel nous demeurent inconnus. Nous savons cependant qu'il devint barbier et exerça en qualité de chirurgien militaire à la guerre de Succession d'Espagne en Hollande, sous les ordres du prince Eugène de Savoie. *L'Île de Felsenbourg* qui éclaire les mentalités populaires du XVIII[e] siècle, n'avait jamais été traduit en français.
Bayard. 324 pages, 120 F.

**J.-J. M.**

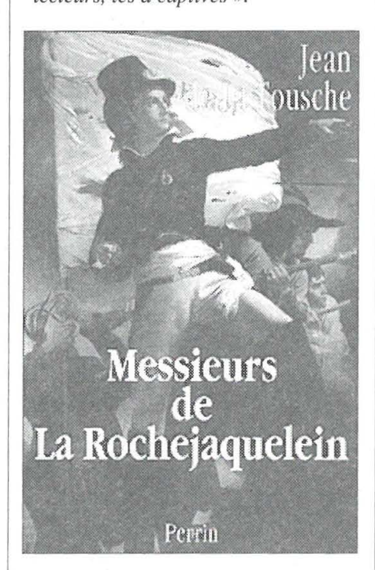
## Histoire, historiens et mémorialistes du règne de Louis XVI et de la Révolution
### par Paul et Pierrette Girault de Coursac

Cet essai qui se veut méthodologique est presque un pottisier. Les auteurs, fins connaisseurs du règne de Louis XVI, ont pris un plaisir un peu pervers à éplucher les récits laissés par quelques témoins ou acteurs de cette période. Ils montrent combien ils sont peu sûrs et peu crédibles sur toutes sortes d'aspects. Madame Campan, madame de Tourzel ou Bertrand de Molleville sortent de cette épreuve passablement étrillés. Quant aux historiens – Albert Sorel, Louis Madelin ou Pierre Gaxotte – il leur est aisé de montrer que procédant trop souvent par compilations, ils sont faillibles. *In fine*, on fera son profit des conseils prodigués par Paul et Pierrette Girault de Coursac, même si la démarche proposée, scrupuleuse, méfiante même, est souvent entachée d'une pointe d'hypercriticisme.
F. X. de Guibert. 370 pages, 170 F.

**J.-J. B.**

## Messieurs de La Rochejaquelein
### par Jean de La Tousche

Cet ouvrage date en fait de 1948. Il traite non seulement de la prodigieuse mais très brève existence de Monsieur Henri (qui périt le 29 janvier 1794 à 21 ans) mais aussi de celles de ses frères Louis et Auguste. Il est composé comme une véritable chanson de geste, écrite dans un style tumultueux, haletant même, que ponctuent plusieurs milliers de points d'exclamation... Dans une longue et très pénétrante introduction Jean-François Chiappe nous donne les clefs qui ouvrent à une lecture intelligente de Jean de La Tousche. Il nous prévient : *« Il dit ce qu'il pense, raconte ce qu'il sait, vit plus qu'il ne rapporte l'existence de ses héros. Se moquant des préjugés, ignorant les écoles et peu soucieux d'en créer une, il parcourt les chemins de la grande aventure pour rencontrer les morts sans le moindre regard complice pour les vivants. L'étonnant, le merveilleux, c'est qu'un tel détachement des contingences, loin de rebuter les lecteurs, les a captivés ».*




Reste, cinquante ans après sa parution, à vérifier si le charme de Jean de La Tousche agit encore. Il le devrait pour tous ceux qui demeurent sensibles au combat de ceux qui incarnèrent alors « la jeunesse du monde », c'est-à-dire la fidélité et l'esprit de résistance.
Perrin. 478 pages, 159 F.

**J.-J. B.**

## Napoléon et les femmes
### par André Castelot

Une réputation de séducteur, qui n'est pas usurpée, accompagne Napoléon. André Castelot a choisi d'évoquer la cohorte de femmes qui se sont succédé dans la vie et le cœur de l'Empereur. Désirée Clary, son premier amour, surnommée « la fiancée marseillaise », Marie-Louise, la mère du roi de Rome, Marie Walewska, « l'épouse polonaise », et, à Sainte-Hélène, une ultime passion pour l'épouse du maréchal Bertrand. Mais André Castelot parmi toutes les conquêtes féminines de Napoléon distingue Joséphine de Beauharnais. Et il s'interroge : est-ce que la misogynie dont Napoléon a imprégné le Code civil n'a pas été *« le prix à payer par les autres femmes pour les infidélités d'une seule »* ?
Perrin. 286 pages, 110 F.

**M. M.**

## Mémoires (1766-1825)
### par le général baron d'Hastrel

Les *Mémoires* du général baron d'Hastrel retiendront l'attention de tous ceux qui observent par le détail le « cursus » de cette incroyable génération de soldats qui donna une partie de l'Europe à la France.

Issu de la noblesse gasconne, Étienne d'Hastrel avait un père officier qui périt en Inde, contre les Cipayes. Après une enfance difficile, d'Hastrel entra à l'École militaire de Paris d'où il sortit sous-lieutenant. Comme beaucoup d'officiers, il accepta de servir les régimes politiques successifs, fit une carrière sans heurts et termina inspecteur général de l'infanterie sous la Restauration.

Curieux des hommes et des lieux, d'Hastrel sait regarder. Il mène la guerre sans furie mais plutôt avec détermination et méthode, au contact du haut commandement. Esprit caustique à ses heures, il livre des portraits à petites touches de quelques-uns de ses chefs.

Les pires : *« Mengaud, général de division. Il a des vapeurs comme une petite maîtresse, toutes les fois qu'il voit l'ennemi ».*

Comme les meilleurs : *« Desaix, général de division. Excellent homme de guerre, brave, modeste, actif, sobre et d'une grande probité. Il est adoré des officiers et des soldats. »*
Librairie historique Teissedre. 102, rue du Cherche-Midi, 75006 Paris. 180 pages, 200 F.

**J.-J. B.**

## Les Soldats de la Grande Armée
### par Jean-Claude Damamme

L'auteur s'est appuyé sur les centaines de mémoires et de souvenirs laissés par les acteurs des guerres napoléoniennes. Il en possède une pratique sûre qui lui a permis de construire ce récit à la fois très documenté et très critique. On suit donc les soldats de Napoléon I[er] du camp de Boulogne à Waterloo. Composée façon « patchwork », cette étude est toujours à l'affût de l'anecdote curieuse, exemplaire ou spectaculaire. C'est donc de la bonne histoire, simple (mais bien référencée) allant à l'essentiel : la vie, la souffrance, la mort. Avec des passages très forts comme l'Espagne (l'auteur ne se prive pas, à juste titre, de stigmatiser le fanatisme et la cruauté du clergé) ou la retraite de Russie et d'autres qui exploitent des aspects un peu oubliés de ces guerres : le sort réservé aux prisonniers, aux femmes, aux blessés. Jean-Claude Damamme a réussi là un récit alerte, intelligent et en même temps enthousiaste. De la belle ouvrage.
Perrin. 438 pages, 149 F.

**J.-J. B.**

## Gustaf Mannerheim (1867-1951)
### par Stig Jägerskiöld

Voici la première biographie du grand homme d'État finlandais, héros de l'indépendance en 1918 et de la guerre d'Hiver 1939-1940. C'est une histoire passionnante traduite du suédois par Denise Bernard-Folliot. Le futur maréchal de Finlande est né dans une vieille famille d'origine suédoise. A l'époque, la Finlande est un grand-duché jouissant d'une certaine autonomie au sein de l'Empire russe. Jeune officier aux chevaliers gardes russes, breveté d'état-major, il participe à la guerre russo-japonaise (1904), puis il est chargé d'une mission de renseignements en Asie centrale et en Chine sous couvert d'une expédition scientifique. Extraordinaire périple à cheval pendant près de deux ans (1906-

## UNE BIOGRAPHIE SOUS L'OMBRE DE LA MORT

# Un Mitterrand tragique et burlesque

Ce 17 mai 1995, vers midi, François Mitterrand quitte pour toujours le palais de l'Élysée d'où, pendant quatorze ans, il régna en monarque superbe. Dès les débuts du second septennat, rumeurs nauséabondes, scandales financiers, morts mystérieuses l'éclaboussaient en vain. Aux accusations les plus infamantes, aux soupçons les plus fâcheux, il opposait une mine imperturbable. Il part maintenant le front haut, la démarche assurée, la conscience apparemment nette. Et depuis deux ans, son vieux cancer s'aggrave. *« Quand je partirai d'ici, ce sera pour mourir »*, confiait-il à Ambroise Roux en 1988. Voici l'échéance arrivée.

Près de vingt ans plus tôt, le général de Gaulle s'en allait du même endroit dans le désaveu public. Du moins laissait-il une légende, des textes grandioses capables de lui survivre. Son successeur ne transmet rien d'équivalent à une postérité aussi capricieuse qu'incertaine. Avec Régis Debray, Max Gallo, quelques autres encore, il attirait pourtant au début du règne des écrivains capables d'interpréter sa politique devant l'histoire. Ils s'éloignèrent tous de lui quand elle s'embourba dans les stratagèmes, s'entoura de comparses douteux. Restent des flatteurs, des bénisseurs sans envergure. Tous insuffisants pour œuvrer dans l'indestructible.

S'il réussit magistralement la passation du pouvoir, l'élu de la Gauche s'inquiète à bon droit de sa réputation devant l'avenir. Aussi converse-t-il complaisamment avec Laure Adler, Pierre Bergé, Georges-Marc Benamou, confits d'admiration, tous très bien introduits dans les milieux littéraires. Ils témoigneront pour lui. Hélas, le récit de son aventure incombe dès ce moment à quelqu'un qu'il ne connaît pas. Le personnage a vingt-huit ans. Il s'appelle Christophe Barbier. Né en 1967, il atteignait la moitié de son âge quand le candidat socialiste recueillit la succession de Valéry Giscard d'Estaing. Puis il vécut tout le reste sous ce pharaon madré. De quoi perdre patience.

Le futur biographe aperçoit son gibier un soir brumeux de novembre, devant la gare d'Arras, alors qu'il émerge d'une voiture officielle : *« Le voilà donc, ce président donné pour mort après chaque Conseil des ministres par quelques balladuriens impatients »*, peste-t-il dans le copieux ouvrage qu'il lui consacre aujourd'hui : *« Un vieux cabot intact, dégustant un détour pluvieux pour se lustrer l'ego, [...] ce démiurge machiavélique [...], une baderne [...], un voyageur en souffrance qui gagne en grommelant la salle des pas perdus. »*

Malgré la violence du ton, l'auteur n'appartient pas à ces polémistes dits « d'extrême droite », voués aux dédains du siècle. Chef du service politique de *L'Express*, il se range malgré sa jeunesse dans l'établissement politico-médiatique en ce qu'il a de plus compassé. Sorti de Normale supérieure, il sait parfaitement où mettre les pieds. Mais il a aussi de l'esprit, beaucoup de talent. Les formules irrespectueuses arrivent dans son stylo comme les remarques intelligentes : par mouvements naturels.

En principe, il consacre son ouvrage aux *Derniers jours de François Mitterrand*, autrement dit à la période comprise entre son départ de la présidence et le matin de sa mort, en janvier suivant. Elle couvre donc plusieurs mois. Pour mieux les décrire, les comprendre, Christophe Barbier procède à de longues et larges rétrospectives. Il offre ainsi à ses lecteurs une biographie presque complète et assez neuve pour donner aux livres déjà parus sur le même sujet un complément précieux.

Le récit abonde en épisodes invraisemblables, où l'entraîneur des socialistes apparaît pour ce qu'il fut probablement : un psychopathe contagieux. S'il supporta en 1992 plutôt bien une première intervention chirurgicale, la suivante le laisse très amoindri, et certains jours exsangue. A sa place, n'importe qui démissionnerait. Mais comme aucun de ses prédécesseurs ne termina jamais son second mandat, il veut achever le sien par défi au sort. Des *« souffrances atroces »* le rendent cependant incapable d'en exercer les obligations. Durant de longues semaines, la République se préside du bout des lèvres, du fond d'un lit.

Les Français n'en savent rien, trompés par d'habiles subterfuges. La « communication » fonctionne à plein temps, avec d'horribles intermèdes. Durant un déplacement par la route, la douleur s'attaque si cruellement au malade qu'il doit sortir du véhicule. Il *« s'allonge dans un fossé »*, en pleine campagne, et demeure *« longtemps comme ça, sans rien dire. »* Saisissant spectacle où le successeur de tant de chefs d'État illustres se couche dans l'herbe comme un vagabond.

Après son départ de l'Élysée, la désolante agonie prend parfois des tours burlesques, comme pour devenir encore plus affreuse. Bien résolu à *« dicter l'avenir »*, pour *« tenter par tous les moyens d'infléchir la postérité »*, François Mitterrand fixe son choix sur Georges-Marc Benamou, à la plume présumée facile. Il rédigera sous sa dictée, comme Las Cases auprès de Napoléon, à Sainte-Hélène. Un jour, il annonce le thème central du travail en préparation : *« De Gaulle et moi. »* Alléchant ! Puis, rien ne vient. Sans cesse, l'auteur du projet *« hésite, tergiverse, ébroue sa coquetterie, et laisse s'agglutiner les arguments entre Lui et l'Autre. »*

Si l'Autre l'obsède, il ne suit guère son exemple pour atteindre une gloire posthume. Décidément déçu des hommes, le Général n'en rencontrait plus beaucoup, et vivait en

1908). Il commande un corps d'armée en 1917. Lors de la révolution de Février (mars), il juge qu'on ne peut rien sauver en Russie, alors que tout est possible en Finlande qui vient de proclamer son indépendance (6 décembre 1917). Il prend donc le commandement des gardes blancs finlandais face à l'Armée rouge présente sur place. Cette guerre revêt un caractère national et politique. Après avoir écrasé les Rouges à Tempere, il achève en mai 1918 la libération de sa patrie. Élu régent du nouvel État, il obtient des Alliés la reconnaissance de l'indépendance finlandaise en décembre 1918, puis il se retire de la politique, tout en présidant le Conseil de défense de 1931 à 1939. Élevé au maréchalat en 1933, commandant en chef pendant la guerre d'Hiver (1939-1940), il est l'âme de l'héroïque résistance finlandaise à l'agression soviétique. Après le déclenchement de la guerre germano-soviétique en 1941, la Finlande se trouve par la force des choses alliée de l'Allemagne, mais Mannerheim se tiendra sur une position strictement défensive sans faire aucune concession intérieure au nazisme. Quand la défaite devient inéluctable, il est élu président de la République afin de faciliter la conclusion d'un armistice avec l'URSS (août 1944), qui préserve l'indépendance de la Finlande. Il abandonne ses fonctions pour raisons de santé en 1946. Avec Pilsudski en Pologne, il est l'un des seuls généraux blancs à avoir triomphé des Rouges de façon durable.

Éditions Michel de Maule. 312 pages, 148 F.

**D. V.**

### La Grande Peur des bien-pensants
### par Georges Bernanos

Le titre est fameux, mais l'ouvrage bien moins répandu que *Les Grands cimetières sous la lune*, par exemple. C'est que soixante-sept ans après, il paraît plus scandaleux qu'à sa publication. Il a obtenu cependant son permis de circuler, un double visa de gauche (Bernard Frank, Élie Wiesel). Le sujet du livre est Édouard Drumont, l'auteur de *La France juive* (1886) et de *La dernière bataille*, son antisémitisme – *« un mot mal né »*, reconnaît Bernanos – et les bien-pensants, c'est-à-dire ici les conservateurs, toujours prêts à capituler, toujours amoureux de l'ennemi, complices du règne de l'argent.

Qui a entendu parler du journal *La Libre Parole* (avec sa devise *« La France aux Français »*) du marquis de Morès, du duel Drumont-Meyer,

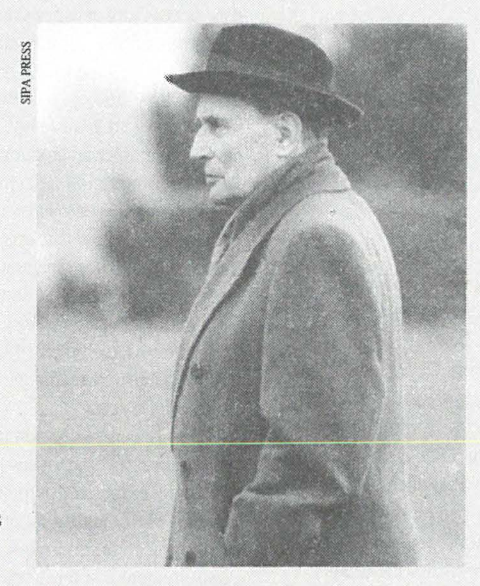
misanthrope farouche à Colombey-les-Deux-Églises. Mitterrand, lui, n'arrête pas de se montrer en public, sort beaucoup dès qu'il peut mettre un pied devant l'autre. *« Le déjeuner va devenir un instant privilégié »* de son existence, note son scrupuleux biographe, quand même ahuri par l'invraisemblable *« nomadisme gastronomique »* de son héros. De *Chez Clémentine* à *Chez Lulu*, du *Dôme* au *Balzar*, de *L'Assiette* à *La Fourchette*, sans oublier *Gillo*, *Le Duc*, *La Marée* ou quelques autres, l'ancien champion de la gauche austère fréquente les meilleures, les plus coûteuses tables parisiennes. Partout, il mange avec un énorme appétit, ingurgite des huîtres par douzaines, avec une prédilection pour le homard, les œufs à l'oseille.

Parfois, il verse dans une gaillardise de corps de garde. Au jeune sénateur Jean-Luc Mélenchon, venu lui présenter ses devoirs, il ne délivre pas quelque oracle immortel sur le socialisme, mais s'informe crûment de ses rapports avec le sexe pour conclure, fanfaron : *« Moi, à part le cancer, tout marche, hein, tout marche. »* Puis il confie plus sombrement à son complice de toujours, Georges Bauchamp : *« Je veux continuer à bander. »* Quitte à rester dans de majestueuses comparaisons, sans doute aurait-il dû réfléchir à ce qu'auprès de l'Autre, personne ne recueillait d'aussi scabreux messages.

Quand il rentre chez lui, l'ancien président traverse un couloir garni d'une *« cohorte de bustes »* à son image, réalisés pendant ses deux septennats. Parcours fantastique où le Mitterrand de chair promis aux proches décompositions du tombeau croise les Mitterrand de bronze à jamais figés dans le métal. Christophe Barbier ne rate pas un détour de ce funèbre méandre où sa victime avance et passe, en quelques pas, des restaurants parisiens en vue aux frontières de la mort, avec en guise de haltes secrètes quelques confidences malpropres sur la politique. Au fond, François Mitterrand déjeune chaque jour avec son cancer comme don Juan conviait la statue du Commandeur à sa table, dans des défis de séducteur impénitent, d'un héroïsme certain mais toujours inspiré par le Diable.

Le 8 mai 1995, l'exploit se transforme en grandeur. Ce jour-là, les puissances victorieuses du nazisme célèbrent sa capitulation un demi-siècle plus tôt. François Mitterrand conduit la délégation française. En quelques mots soigneusement choisis, il rend aussi hommage aux vaincus, rappelle *« ce qu'il y avait de fort dans le peuple allemand »* d'avant la défaite, en particulier *« ses vertus, son courage, l'esprit de ses soldats »* prêts au sacrifice de leur existence parce qu'ils *« aimaient leur patrie »*.

Ces mots irréprochables, d'une parfaite honnêteté, scandalisent notre auteur. Il condamne avec véhémence le *« pardon excessif »*, la *« délirante absolution »*. Dans ses *Mémoires de guerre* et à propos du même sujet,


SIPA PRESS

de Gaulle parle aussi du *« grand peuple allemand »* inexplicablement demeuré fidèle au Führer jusqu'au bord de l'abîme, et remarquable pour avoir accordé *« plus d'efforts qu'aucun peuple, jamais, n'en offrît à aucun chef. »* A sa parution, en 1959, l'hommage – car c'en était un – ne choqua personne. Soldats de la France libre en tête, les vainqueurs du III^e^ Reich ne gardaient pas le souvenir d'avoir vaincus de la vermine.

Né vingt-deux ans après la bataille, Christophe Barbier appartient à des générations plus sévères. Assez heureux pour n'avoir jamais assisté à un seul bombardement, ni entendu siffler les balles d'un seul combat autour de sa tête, il sait seulement ce qu'il faut dire et taire quand les tabous relatifs à l'histoire de la Seconde Guerre mondiale se profilent sur son chemin. Il récite alors à la perfection le discours orthodoxe. Qu'importe si celui de Mitterrand qu'il condamne avec tant de sévérité ne *« pardonne »* ni n'*« absout »* rien, et se borne à rendre justice ?

Pour notre d'habitude si intelligent biographe, la valeur d'une armée se détermine non pas d'après les épreuves qu'elle surmonta, mais selon qu'elle servait ou non une bonne cause. Il évoque donc dramatiquement ceux qui *« défonçaient les postes-frontières de la Pologne ou hantaient les miradors des camps »*. Ajoutons qu'à l'appui de sa thèse, il aurait pu citer beaucoup d'exemples plus atroces. Mais avant de la développer, se souvient-il qu'aux moments les plus extrêmes de la guerre froide, aucun anticommuniste de choc ne contesta jamais l'héroïsme de l'Armée rouge devant Stalingrad et tant d'autres lieux, sous prétexte qu'elle aidait en même temps à défendre le Goulag et qu'elle préparait, pour un demi-siècle, l'asservissement et la ruine de la moitié de l'Europe ?

Bon élève habitué à recevoir les bons points des professeurs de morale publique, Christophe Barbier mérite ici une très mauvaise note. En raison de son talent, de sa perspicacité précoce, souhaitons qu'il s'affranchisse un jour des dogmes du jour, même s'ils aident pour le moment sa carrière. Ses *Derniers jours de François Mitterrand* apportent une précieuse contribution à notre histoire contemporaine. Il a de la verve, de l'esprit, une réelle élégance de plume, une grande puissance de travail. Son sujet lui montre aussi quelles ressources procure la force du caractère.

**GILBERT COMTE**

*Les Derniers Jours de François Mitterrand*, par Christophe Barbier. Grasset, 422 pages, 139 F.

des procès, des scandales, des émeutes qui secouaient Paris au temps de Panama et de Dreyfus ? Cette histoire est soigneusement enfouie. Bernanos lui rend sa virulence. Il montre comment elle explique la suite, les quinze cents mille morts de 14-18, la marche vers le désastre, et puis ce qui nous attend, une humanité de robots dominés par le *« roi de l'Acier, du Caoutchouc, du Pétrole, le Trusteur de Trusts, le futur maître d'une planète standardisée, ce dieu que l'Univers attend, le dieu d'un univers sans Dieu. »*

A chaque page de ce livre enflammé, on entend l'accent du *« désespoir sans faiblesse »* qui définit Drumont selon Bernanos, et qui est également le sien.

Préface de Bernard Frank, postface de Michel Estève, avec trois textes de Georges Bernanos de 1938, 1944 et 1949. Le Livre de poche, 410 pages, 48 F.

**G. L.**

## La division Charlemagne sur le front de l'Est, 1944-1945
### par Jean Mabire

Grand spécialiste de l'histoire militaire de la Seconde Guerre mondiale, Jean Mabire abandonne cette fois les parachutistes anglais, qui ont constitué son principal sujet d'enquête au cours des dernières années, pour revenir – à la faveur d'une heureuse réédition – sur l'histoire des Français qui, par anticommunisme le plus souvent, se sont engagés pour combattre au front de l'Est aux côtés des forces allemandes, au nom d'une « croisade européenne contre le bolchevisme » qui n'apparaît pas avec le recul du temps, dépourvue de toute ambiguïté. Finalement, l'Allemagne nazie et son chef n'ont utilisé qu'un thème de propagande susceptible de leur rallier des soldats là où les combattants de la LVF, de la brigade Frankreich puis de la « division » Charlemagne croyaient sincèrement contribuer à la construction, dans l'épreuve terrible du front russe, d'une nouvelle Europe. L'aventure de ces combattants n'en reste pas moins fascinante, surtout quand l'on redécouvre – grâce à l'enquête très fouillée menée par l'auteur – dans quelles conditions infernales ils ont eu à affronter un ennemi infiniment plus nombreux et supérieurement équipé. Avec le talent qu'on lui connaît, Jean Mabire brosse les portraits de quelques personnages étonnants, monseigneur Mayol de Lupé bien sûr, mais aussi Puaud, Bassompierre, Vaugelas, Bourmont,

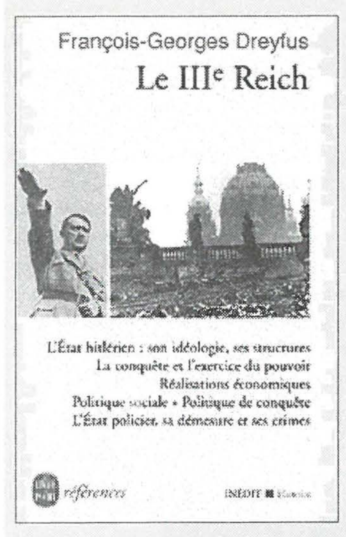
Walter ou Fenet... Un récit vivant, complété par des ordres de bataille précis et complets et par un remarquable cahier photos de 18 pages.
Jacques Grancher. 340 pages, 149 F.
**Ph. C.**

## Entre l'aigle et l'ours Mémoires de guerre d'un « malgré-nous »
### par René Kapps

L'incompréhension demeure pour les 140 000 Alsaciens et Lorrains enrôlés à partir d'août 1942 dans les forces armées allemandes et dont, pour beaucoup, le sort cruel fut d'être capturés et retenus en otages par les Soviétiques. Ce témoignage, l'un des plus récents, éclaire leur malheureux destin. Incorporé à dix-sept ans dans le Reichsarbeitsdienst (service du travail) et, un an plus tard, dans la Wehrmacht, l'auteur a participé à la campagne de Pologne. Il s'est battu pour survivre. Capturé lors de l'offensive Joukov, il a connu les camps soviétiques et, près de Tambow, le sinistre camp 188 géré par le NKVD où, victimes du travail forcé, de traitements inhumains et de la vindicte idéologique infligé par des détenus « retournés », des milliers de ses camarades trouvèrent une mort atroce...
Serengeti éditions. 229 pages, 120 F.
**J.-J. M.**

## La Comédie-Française sous l'Occupation
### par Marie-Agnès Joubert

Cette page d'histoire du plus célèbre théâtre français dans une période particulièrement difficile, se révèle, pour l'essentiel, tout à l'honneur des artistes et de l'administrateur de l'époque, Jean-Louis Vaudoyer. Fallait-il ou ne fallait-il pas être présent et continuer de témoigner de la culture française malgré la défaite et l'Occupation ? Écarté en mars 1941 par les autorités de Vichy parce que soupçonné de sympathies « dissidentes », Jacques Copeau est alors remplacé par Jean-Louis Vaudoyer, que François Mauriac accusera en 1944 de « collaboration ». Accusation dont il ne reste pas grand-chose après l'enquête fouillée de Marie-Agnès Joubert. On y découvre un administrateur avant tout soucieux de tenir le théâtre à l'abri de la tourmente, se battant avec énergie, dans un contexte périlleux, parvenant même à protéger certains employés juifs, soutenant Béatrice Bretty qui avait suivi son ami Georges Mandel sur le *Massilia*, obtenant la libération de prisonniers et l'exemption de jeunes requis du STO. S'efforçant de maintenir l'indépendance de la Comédie-Française malgré toutes sortes de pressions, Jean-Louis Vaudoyer a permis des créations aussi remarquables que *La Reine morte* de Montherlant, *Le Soulier de satin* de Claudel ou *Renaud et Armide* de Cocteau. Il fut renvoyé pour indocilité par l'administration de Vichy en mars 1944 et ne fut pas inquiété à la Libération.
Tallandier. 444 pages, 135 F.
**C. V.**




Nouveau livre inédit de François-Georges Dreyfus, *Le IIIe Reich* est publié au Livre de Poche. Nous en rendrons compte dans notre prochain numéro.

## René Bousquet, préfet de la Marne
### par Guy Bousquet

Obéissant au devoir filial, le fils de René Bousquet, avocat à la cour de Paris, évoque dans ce livre la période pendant laquelle son père fut préfet de la Marne puis préfet régional, de septembre 1940 à avril 1942, avant donc d'être nommé secrétaire général à la police par Pierre Laval. Guy Bousquet a recueilli de nombreux documents et témoignages montrant un préfet resté républicain, résistant aux injonctions allemandes. Ce livre complète celui du résistant Yves Cazaux, *René Bousquet face à l'acharnement*, publié chez le même éditeur en 1995.
Éditions Jean Picollec. 286 pages, 140 F.
**G. C.**

## Yougoslavie : un pari impossible ? La question nationale de 1944 à 1960
### par Gilles Troude

Quelles sont les causes de l'éclatement de la Yougoslavie ? Si cet éclatement était inévitable, pourquoi une solution négociée n'a-t-elle pu être trouvée à temps par les différentes parties, comme ce fut le cas pour l'ex-Tchécoslovaquie ? Au-delà de ces deux questions auxquelles son livre s'efforce de répondre, Gilbert Troude nous aide à mieux comprendre l'histoire récente des cinq nations que Tito avait réussi, non sans mal, à rassembler au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, mais aussi celle du royaume des Serbes, des Croates et des Slovènes, créé par les traités de Versailles, Trianon et Neuilly en 1919-1920 et dont le souverain, Alexandre Ier, devait être assassiné à Marseille en 1934 par un indépendantiste macédonien lié à l'Oustacha croate.

Histoire compliquée en raison des haines ancestrales ravivées par de nombreux massacres perpétrés de part et d'autre, mais d'autant plus difficiles à comprendre que, contrairement à la terminologie adoptée par les médias (« purification ethnique »), les peuples de l'ancienne fédération sont tous des Slaves du sud, les uns catholiques ayant subi l'influence germanique, les autres orthodoxes ayant réussi à préserver leur identité sous le joug ottoman, sans oublier les Musulmans, Slaves convertis à l'islam qui ont fourni à la Sublime Porte des cadres militaires connus pour leur hardiesse et même des ministres, tels le grand vizir Mehmed Sokolovic Pacha, originaire de la région de Gorazde, qui, à la tête de l'armée ottomane, s'empara de la Transylvanie en 1552.

Tito, souligne l'auteur, favorisa le culte musulman au détriment des autres religions, surtout à partir de 1955, lorsque sa politique extérieure de non-alignement l'amena à privilégier les rapports avec les pays musulmans d'Afrique ou d'Asie. Plusieurs responsables de l'Association islamique religieuse de Yougoslavie (contrôlée par l'État) furent incités par les autorités à nouer des contacts avec leurs coreligionnaires d'Arabie saoudite, du Koweit, des Émirats, d'Iran, de Turquie, de Libye, du Pakistan ou d'Indonésie. En échange, l'Association obtenait des avantages intéressants, tels que des subventions qui permirent de 1945 à 1974 de construire 500 nouvelles mosquées.

Gilles Troude connaît bien l'ancienne Yougoslavie pour y avoir accompli une vingtaine de séjours depuis trente ans. Spécialiste des Balkans, ce Normand a participé à un projet communautaire de recherches historiques sur les identités européennes au XXe siècle. Basé en grande partie sur les rapports des diplomates, militaires et experts français qui ont visité l'ex-Yougoslavie entre 1944 et 1960 – date limite d'accès aux archives –, son livre est d'une grande objectivité.
L'Harmattan. 160 pages, 85 F.
**J.-C. V.**

## Les Blancs s'en vont
### par Pierre Messmer

Sous ce titre, Pierre Messmer raconte et commente la décolonisation des territoires qui constituèrent l'Empire français jusqu'à la dernière guerre, puis l'Union française de 1946 à 1958 et la Communauté de 1958 à 1960, l'année des indépendances des territoires africains.

Ce qu'il faut souligner, c'est que Pierre Messmer ne fut pas un spectateur mais un acteur, le plus souvent en première ligne d'une décolonisation tragique au Vietnam et en Algérie, paisible ou presque en Afrique noire.

S'agissant du Vietnam, Messmer, parachuté à Saigon en 1945, évoque l'incompréhension par la France de la situation au Vietnam et la volonté d'indépendance de tous les Vietnamiens sans exception. La guerre était donc inévitable, de même que la défaite d'une armée qui combattit héroïquement dans l'indifférence ou l'hostilité de la métropole jusqu'à Diên Biên Phu, en 1954. Puis, ce fut la guerre américaine d'Indochine et Messmer rappelle des chiffres stupéfiants, aujourd'hui oubliés : en 1968, les forces américaines comprenaient 580 000 hommes, plus 70 000 Australiens et Coréens et les 700 000 hommes de l'armée sud-vietnamienne et, de 1965 à 1968, les Américains déversèrent sur le Vietnam, Sud compris, 2 400 000

## LIVRES ANNONCÉS

### ESSAIS, DOCUMENTS

*Naissance de la noblesse*, par Karl-Ferdinand Werner. En septembre, chez Fayard.

*L'Inquisition*, par Laurent Albaret. En novembre, chez Gallimard-Découvertes.

*Histoire du vagabondage du Moyen Age à nos jours*, par José Cubéro. En novembre, chez Imago.

*La Grande Guerre*, par Stéphane Audoin-Rouzeau et Annette Becker. En septembre chez Gallimard-Découvertes.

*Dans les tranchées. Les poilus ont la parole*, sous la direction de Jean Nicot. En septembre, aux éditions Complexe.

*1918. Les chemins de l'Armistice*, par François Debergh et André Gaillard. En octobre, chez France-Empire.

*L'affaire du Chemin des Dames : les comités secrets*, par Henri Castex. En septembre, chez Imago.

*La France contre les Robots*, par Georges Bernanos. En septembre, au Livre de Poche.

*L'école de l'Action Française*, par François Huguenin. En septembre, chez Lattès.

*L'Église sous Vichy*, par Michèle Cointet. En octobre, chez Perrin.

*Le grand pillage du butin des nazis aux trophées des Soviétiques*, par Francine-Dominique Liechtenhan. En septembre, chez Ouest-France.

*Croatie 1941-1945 : un génocide occulté*, par Marco Rivelli. En septembre, à L'Age d'Homme.

*Histoire des Françaises, tome I. De la Gaule au Grand Siècle* (réédition), par Alain Decaux. En octobre, chez Perrin.

*Naissance du Panthéon. Essai sur le culte des grands hommes*, par Jean-Claude Bonnet. En septembre, chez Fayard.

*Guide de l'espionnage et du contre-espionnage. Histoire et Technique*, par Geoffroy d'Aumale et Jean-Pierre Faure. En septembre, au Cherche-Midi.

*Enseignement et propagande pendant la guerre froide*, collectif. En novembre, chez Complexe.

PIERRE MESSMER
LES BLANCS S'EN VONT
Récits de décolonisation
Albin Michel

tonnes de bombes, alors que de 1940 à 1945, l'Allemagne n'en avait reçu que 1 350 000...

*« Leur guerre d'Indochine a coûté très cher au Américains, politiquement et moralement. Ce fut la première défaite des États-Unis depuis leur indépendance ».*

Nommé en 1960 ministre des Armées, Messmer eut alors à connaître des drames de la fin de la guerre d'Algérie à laquelle il consacre un chapitre au titre significatif *« Guerre révolutionnaire et calvaire des harkis en Algérie »*.

Quant à la décolonisation de l'Afrique noire, elle fut réalisée par étapes, volontairement. La première a été « l'autonomie interne », décidée, en 1956, par Gaston Deferre, ministre de la FOM, dont Pierre Messmer fut le directeur de cabinet.

Africain par vocation, depuis son entrée à l'École nationale de la FOM, Pierre Messmer approfondit sa connaissance de l'Afrique et des Africains au cours de sa carrière administrative, ayant été gouverneur de la Mauritanie et de la Côte d'Ivoire et gouverneur général de l'AOF – le dernier – jusqu'au 22 décembre 1959.

Pour lui, les spécificités africaines doivent être respectées et il est absurde de vouloir imposer à l'Afrique noire les modèles politiques de l'Occident. A ce sujet, on lira avec un particulier intérêt le récit des longs entretiens de Pierre Messmer et du président Houphouët-Boigny, ainsi que les deux derniers chapitres *« Gendarmes blancs en Afrique noire »* et *« Néo-colonialisme et abandon »*.

Albin Michel. 301 pages, 120 F.

**P. B.**

## La Suisse face à l'Empire américain

**Ouvrage collectif réalisé par Yves Fricker, Daniel Guggenheim, Georg Kreis, Jean-Jacques Langendorf, Antoine Maurice et Jean-Pierre Ritter**

Voilà un ouvrage dont l'utilité apparaît évidente après le flot de publications journalistiques à propos de la question des « fonds en déshérence » et de l'or nazi « blanchi » dans les banques suisses. Il change heureusement des romans noirs de Jean Ziegler, professionnel reconnu de l'helvétophobie, et des ouvrages anglo-saxons suscités par l'une des parties en présence. Les auteurs, qui ne cherchent pas à dissimuler la mauvaise volonté manifestée pendant longtemps par les banquiers suisses sur la question des fonds en déshérence, ont su réaliser un travail impartial en reprenant de manière précise tous les éléments du dossier et en dénonçant les approximations ou les anachronismes qui ont souvent servi d'arguments aux adversaires de la Suisse. Ils s'interrogent également sur les raisons d'une campagne antihelvétique d'une telle ampleur, qui a atteint son paroxysme avec un film de la BBC également présenté à la télévision française. Ils répondent point par point aux arguments avancés par les accusateurs américains et leur travail permet d'éclairer ce dossier douloureux et complexe.

Éditions Georg. 272 pages, 129 F.

**Ph. C.**

## Nouvelles découvertes sur le Suaire de Turin

**par André Marion et Anne-Laure Courage**

Le Centre international d'études sur le linceul de Turin avait confié en 1994 à deux ingénieurs français de l'Institut d'optique d'Orsay, spécialistes du traitement numérique des images, le soin de décrypter les traces d'écriture découvertes en 1980 sur le saint Suaire. Leurs travaux ont permis de mettre en évidence des caractères grecs s'inscrivant dans des rectangles entourant le visage de l'homme représenté sur le linceul, ainsi que l'empreinte sur ses yeux d'une pièce de monnaie à l'effigie de Ponce-Pilate. Ces résultats tendaient

## LIVRES ANNONCÉS

### BIOGRAPHIES, MÉMOIRES, CORRESPONDANCES

*Marie de Médicis*, par Philippe Delorme. En octobre, chez Pygmalion.

*Henri VIII*, par Bernard Cottret. En octobre, chez Payot.

*Le Journal secret de Louis XIV*, présenté par François Bluche. En octobre, au Rocher.

*Paul Ier, le tsar assassiné*, par Marina Grey. En octobre, chez Perrin.

*Terribles tsarines (Catherine Ière et Élisabeth Ière)*, par Henri Troyat. En octobre, chez Grasset.

*Guillaume II*, par Marc Blanpain. En octobre, chez Perrin.

*Bonaparte et Venise*, par Elio Comarin. En octobre, chez Perrin.

*Napoléon*, par Thierry Lenz. En novembre, chez Gallimard.

*Napoléon, la campagne d'Espagne, 1807-1814*, par Jean Tranié et J.-C. Carmigniani. En octobre, chez Pygmalion.

*Mémoire de Napoléon*, par Robert Colonna d'Istria. En septembre, chez France-Empire.

*Napoléon : héros, imperator, mécène*, par Annie Jourdan. En septembre, chez Aubier-Flammarion.

*Wellington, le vainqueur de Napoléon*, par Antoine Arjuzon. En octobre, chez Perrin.

*Mémoires de l'assassin de Sissi*, par Luigi Lucheni, présenté par Santo Cappon. En septembre, au Cherche-Midi.

*Cahiers de l'Herne, consacrés à Jules Verne*. En octobre, chez Fayard.

*Déroulède*, par Bertrand Joly. En octobre, chez Perrin.

*Carnets de guerre : août 1914-mars 1918*, par Paul Truffaut, préface de Stéphane Audoin-Rouzeau. En octobre, chez Imago.

*Hitler et Geli*, par Ronald Hayman. En octobre, chez Plon.

*Hitler*, collectif, sous la direction de Guido Knopp (traduit de l'allemand). En septembre, chez Grancher.

*Marcel Déat*, par Jean-Paul Cointet. En octobre, chez Perrin.

à conclure à l'authenticité de la relique, et remettaient en cause la datation au carbone 14 entreprise en 1989 qui elle concluait à une origine médiévale du suaire. André Marion et Anne-Laure Courage, tous deux agnostiques, avaient publié un livre à l'issue de leurs recherches. Après un exposé méthodique de l'état actuel des connaissances, ils avouaient pencher pour la thèse de l'authenticité. Un livre à redécouvrir à l'occasion de la nouvelle ostension de la relique.
Albin Michel. 264 pages, 98 F.

M. M.

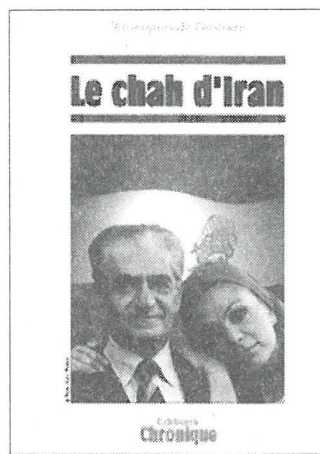
### Van der Meulen Peintre des conquêtes de Louis XIV

Mettant les arts au service de sa gloire, Louis XIV s'entoura des écrivains et des artistes susceptibles d'exalter les actions glorieuses de son règne. Racine et Boileau, furent désignés pour écrire son histoire tandis que Le Brun et Van der Meulen furent chargés de l'immortaliser par la peinture. Alors que Le Brun fut le grand ordonnateur du décor de Versailles, Van der Meulen (1632-1690) fut appelé de Flandres pour travailler aux Gobelins. Protégé par Le Brun, il devint le peintre de l'histoire du roi. Décorateur de l'escalier des Ambassadeurs de Versailles, puis du Château de Marly, son succès fut immense. Auteur des tableaux qui illustrent si abondamment nos manuels d'histoire, il demeure néanmoins un artiste méconnu, sa fortune ayant en effet souffert de la disparition de Marly et de la dispersion des tableaux qui décoraient cette résidence royale.

Les dix dernières années de sa carrière sont consacrées à son œuvre majeure : la suite des « conquestes du roy », commandée par Louis XIV lui même, pour décorer le pavillon royal de Marly. Les événements les plus importants des guerres de Dévolution et de Hollande sont ainsi relatés dans d'immenses paysages historiques.

L'ouvrage proposé par l'Imprimerie nationale est fondé sur l'exposition organisée en 1998, rassemblant les œuvres les plus significatives de l'artiste, de ses débuts flamands à l'apogée de sa carrière parisienne. Cette exposition n'aurait pu voir le jour sans les prêts exceptionnels de nombreux musées.
Imprimerie nationale. 336 pages illustrées, 249 F.

G. C.




### Le chah d'Iran

Dans une collection très illustrée consacrée aux grands personnages du XXᵉ siècle, une biographie documentée qui commence loin en amont, au temps de l'extraordinaire Réza Khan, père du chah, aventurier de haut vol et fondateur de la dynastie. Longtemps célébré en Occident pour ses efforts de modernisation de l'Iran, le malheureux souverain fut soudain abandonné par la bourgeoisie locale et par ses protecteurs américains devant la montée en force des ayatollahs. Un bilan contrasté dont l'homme ne sort pas diminué.
Éditions Chronique. 160 pages, 252 photos, 99 F.

G. C.

### Offenbach par Claude Dufresne

Le nom d'Offenbach évoque aussitôt la célèbre opérette *La vie parisienne.* Et sans réfléchir, on prête au personnage un caractère plein de gaieté. Claude Dufresne, en brossant la carrière du musicien sous le Second Empire, montre à quel point le goût de la fantaisie a guidé la vie d'Offenbach. Son livre est aussi le tableau d'une époque confortable où l'insouciance était la règle.
Perrin. 288 pages, 120 F.

M. M.

Pages réalisées par Pierre Bonnefont, Jean-Joël Brégeon, Guy Chambarlac, Gilbert Comte, Philippe Conrad, Georges Laffly, Macha Manski, Jean-Jacques Mourreau, Virginie Tanlay, Jean-Claude Valla, Charles Vaugeois, Dominique Venner.

# Maurice Bardèche, un témoin essentiel

Avec Maurice Bardèche disparaît un témoin essentiel de ce siècle et un écrivain qui n'a jamais fui les conséquences de ses engagements. Il poussa même la fidélité jusqu'à la provocation, se prétendant « fasciste » après 1945, alors que cela n'avait plus de signification. Curieux fasciste en vérité, que cet esprit fin, érudit, amoureux des lettres, empreint de gentillesse, qui ne se s'engagea sous le fantôme des faisceaux qu'après la défaite des fascismes. Sans l'exécution de Robert Brasillach, son ami, il n'eut jamais endossé moralement la célèbre chemise noire, assumée comme une tunique de martyr.

Né le 1ᵉʳ octobre 1907 dans le Berry, à Dun-sur-Auron, Maurice Bardèche est un pur produit de cet élitisme républicain, qui permettait à un petit paysan pauvre mais doué, d'aller au bout des études supérieures. Admis en hypokhâgne à Louis-le-Grand, il y côtoie Thierry Maulnier, Roger Vaillant et surtout Robert Brasillach. Avec ce dernier, jeune Catalan de Paris, brillantissime et rieur, qui l'initie au monde enchanté des livres, du cinéma et du théâtre, commence une amitié idéale, que viendra renforcer son mariage avec sa sœur, Suzanne aux jolis yeux. En collaboration avec Brasillach, il publiera en 1935 une *Histoire du Cinéma* qui fait toujours autorité, puis une *Histoire de la guerre d'Espagne* (1939).

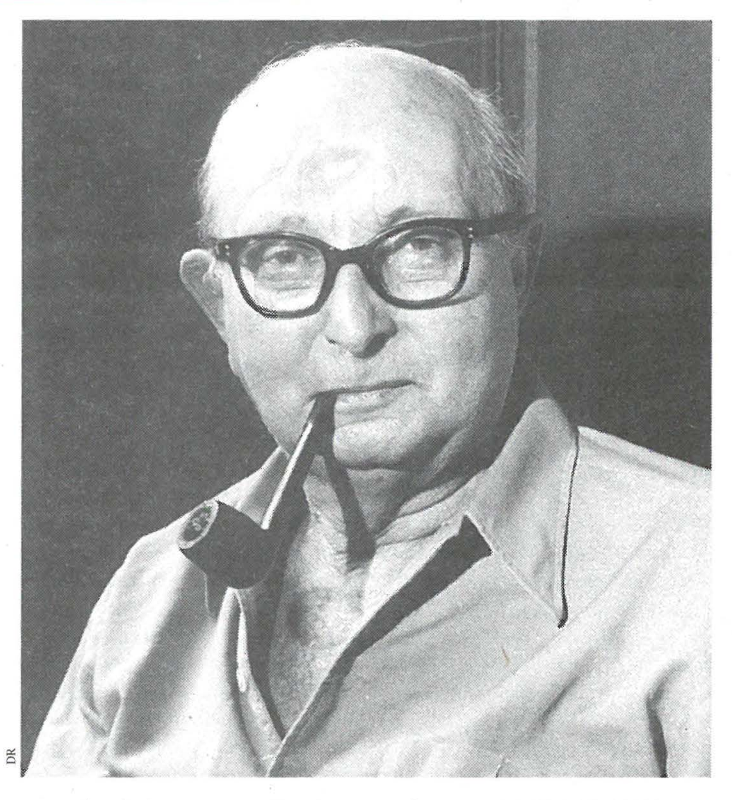
Reçu à l'École normale supérieure en 1928, Maurice Bardèche décroche l'agrégation en 1932. Son destin est tracé, celui d'un grand universitaire, spécialiste reconnu de Balzac, titulaire d'une chaire à la Sorbonne dès 1940.

Et la politique dans tout cela ? Elle reste lointaine et purement intellectuelle, malgré les orages sur l'Europe. La guerre et l'Occupation, Bardèche les regarde *« du bord de la route ».*

Tout bascule en 1944. Bien qu'il se soit abstenu de toute activité publique, il est arrêté à la Libération et emprisonné pendant six mois à Drancy et à Fresnes. La vindicte qui frappe Robert Brasillach s'étend à ses proches. Chassé de l'Université pour trois critiques littéraires données à *Je Suis partout*, Bardèche va devoir trimer dans l'enseignement libre et dans l'édition afin de nourrir ses cinq jeunes enfants.

L'exécution de Robert Brasillach, le 6 février 1945, a fait de lui un autre homme : *« Un régime qui pouvait mettre à mort un être aussi généreux, aussi pur, qui le tuait pour des mots, pour une opinion, avait en lui un principe de mal. J'étais le témoin de Robert Brasillach. Sur lui, je ne pouvais pas me tromper. »* Désormais, il se voue à son beau-frère mort, à la défense de son œuvre et de son engagement. Dans cette tâche, il révèle une violence de plume et une témérité qui attirent sur lui quelques ferventes sympathies et beaucoup de haine. Dès 1947, il écrit une *Lettre ouverte à François Mauriac* qui marque au fer rouge les mœurs de l'Épuration. L'année suivante, il fonde sa propre maison d'édition, Les Sept Couleurs, titre d'un roman de Robert Brasillach. Il y publie *Nuremberg ou la terre promise*, premier réquisitoire paru contre la justice internationale des vainqueurs. Cette fois, des ordres sont donnés. Le livre est saisi, puis détruit, et

son auteur condamné à de la prison ferme. N'a-t-il pas pris fait et cause pour les odieux vaincus ? *« Ce n'est pas l'Allemagne que j'aimais,* dira-t-il dans ses *Souvenirs* (Buchet-Chastel, 1993), *c'était le courage, la loyauté, la fraternité au combat... Je n'y peux rien. On m'a trop fait lire le* De viris illustribus Romae *quand j'avais douze ans... »* En réalité, avant tout le monde, il a perçu les implications du procès de Nuremberg. Dans la prétention d'ériger un tribunal international en juge des nations, sous prétexte de crimes contre l'humanité, il a identifié un principe nouveau de la vie politique : *« La souveraineté nationale, désormais, n'existait plus... La nation n'était plus qu'une parcelle géographique d'un tout appelé humanité... Désormais nous n'aurions plus aucun droit d'être ce que nous sommes, de défendre ce qui nous appartient, d'être chez nous sur une certaine partie de la terre. Nous n'étions plus que des fourmis qui se trouvaient par hasard sur un certain tas de sable appartenant à tous les hommes et sur lequel tous les hommes pouvaient s'installer... »* (1)


DR

***Témoin de son temps, Maurice Bardèche est mort le 30 juillet 1998.***

En décembre 1952, Maurice Bardèche lance une revue de combat, *Défense de l'Occident*, qui, jusqu'à son 194e et dernier numéro, en novembre 1982, sera le rendez-vous intellectuel des divers courants de la droite radicale. Parallèlement, il a poursuivi une œuvre littéraire importante, ponctuée par une succession d'ouvrages sur *Stendhal* (1947), *Marcel Proust* (1971), *Balzac* (1980), *Flaubert* (1988), *Céline* (1986), *Léon Bloy* (1989). Il a également publié plusieurs essais politiques, notamment *Sparte et les Sudistes*, (1969) dans lequel il reproche aux nationalistes français leur confondante myopie. Ils ont pris, dit-il, la défaite de 1870 pour l'événement capital de l'histoire, alors que le destin du monde s'était joué sept ans plus tôt dans la vallée de Gettysburg sans qu'il l'aient vu. *« La défaite du général Lee était infiniment plus grave pour notre avenir que la perte de deux de nos provinces. C'est un nombrilisme pire encore qui avait concentré toute l'attention des Français sur l'affaire Dreyfus, cultivé un militarisme puéril, nourri* [l']*esprit de revanche »*, alors que tant de nouvelles menaces redoutables étaient présentes dans le monde.

En 1993, Maurice Bardèche livrait ses *Souvenirs*, présentés trop modestement comme *« le catalogue de* [ses] *ignorances et de* [ses] *erreurs »*.

Renaud Matignon y a vu trois livres : celui d'un essayiste attaché au destin européen ; celui d'un témoin du tumulte de l'histoire ; celui d'un chroniqueur coloré de nostalgie. La chronique commence à l'enfance du petit paysan berrichon, bon élève de l'école laïque et républicaine. Trop bon élève, dira-t-il, car c'est là, sans le savoir, qu'il est devenu « fasciste ». Itinéraire non répertorié par M. Zeev Sternhell. *« J'ai cru aux images de mon livre d'histoire. Le petit Lavisse de certificat d'études avait modelé mon inconscient. Je croyais à Hoche, à Jemmapes, à Fleurus, aux soldats de l'An II... »* La mystique du Comité de salut public et *« La Victoire en chantant »*, voilà ce qu'il a imaginé retrouver dans le fascisme, *« le meilleur de l'esprit républicain »*.

Bardèche était bien conscient que le projet mussolinien de fonder une nouvelle aristocratie d'origine plébéienne et guerrière contre le pouvoir de l'argent n'avait pas abouti. D'autres au même moment et qui ne se sentaient nullement fascistes, Bernanos ou Saint-Exupéry, pour ne parler que des Français, ont dit aussi l'espérance que renaisse un ordre perdu, incarnant les vertus illustrées par Plutarque, le courage, la discipline, l'abnégation, l'honnêteté.

L'une des grandes équivoques de la décennie tragique 1934-1944, fut de laisser entendre que l'engagement politique commandait le retour de ces vertus, dont Montaigne disait qu'elles étaient les preuves de la noblesse. Sans doute la finalité supérieure de la politique est-elle de mettre l'ordre à la place du chaos. Mais son essence est la lutte et le pouvoir. Elle a pour maître Machiavel et non Corneille. Ses caractères nécessaires ne sont pas l'honneur ou la loyauté, mais l'agressivité, l'ambition et la fourberie, bien que les combattants politiques s'engagent souvent par idéalisme pur. Certes, les exemples ne manquent pas où des hommes de pouvoir furent aussi des hommes de devoir. Il y en eut même pour vouloir, dans un effort héroïque, élever la valeur de leur peuple au niveau d'une œuvre d'art, ce dont témoignent le style des monuments qu'ils ont laissés. Ceux-là reflétaient moins l'ordinaire du politique qu'un dessein élevé servi par l'élite militaire et chevaleresque d'une société en forme. Car c'est le privilège de la politique, prise dans le sens le plus haut, que d'être le lieu où l'idée peut s'incarner le plus fortement dans l'action.

Il reste qu'aux pires époques, on voit surgir des greffons de courage et de droiture, dont l'exemple est capable d'inspirer la renaissa[illegible] de types humains supérieurs. [illegible] sa vie, et au-delà de ses choix politiques, Maurice Bardèche n'en fut-il pas l'incarnation ?

**DOMINIQUE VENNER**

---

(1) Sauf indications contraires, les citations sont extraites des *Souvenirs* de Maurice Bardèche (Buchet-Chastel, 1993).

**BIBLIOGRAPHIE**

**Les *Souvenirs* de Maurice Bardèche sont disponibles chez Buchet-Chastel. Ses études littéraires sont publiées à la Table Ronde. Certains livres ont fait l'objet de rééditions. *Sparte et les Sudistes* et *Qu'est-ce que le fascisme ?* Éditions Pythéas (BP 2, 76540 Sassetot-le-Mauconduit). *Suzanne et le taudis*, Éditions Présent. *Histoire de la guerre d'Espagne* (en collaboration avec Robert Brasillach), Éditions Godefroy de Bouillon.**




# Vos réactions aux numéros précédents

## Le méchant Kaiser

*Dans votre dernier numéro, Patrick Jansen évoque les* « tentatives d'intimidation allemande à propos de la politique marocaine de la France ». *Il me surprend de trouver cette lecture très « action française » des événements dans votre excellente revue. La réalité historique est différente. De 1871 à 1914, le ressentiment – que le « brave » général Boulanger appellera Revanche – marque la politique française. Et cela ne va pas sans petites et grandes provocations. En 1887, l'affaire Schnaebelé est la première du genre. Les partisans de la « revanche » mettent les Français en émoi. Ils prétendent que les Prussiens ont enlevé et maltraité le commissaire de police Schnaebelé. Boulanger, ministre de la Guerre, réclame un ultimatum, la mobilisation. De quoi s'agit-il ? Tout simplement d'un agent du Deuxième Bureau qui s'est fait épingler sur le territoire du Reich. Bismarck désamorcera le pétard.*

*Peut-on exclure l'hypothèse d'un « montage » du même acabit à propos de l'affaire Dreyfus ? La stigmatisation de l'antisémitisme a fait oublier la germanophobie. Juif alsacien et bilingue, le malheureux capitaine était doublement suspect.*

*Tout était bon contre l'Allemagne. Jusqu'à l'exploitation de l'incident de Saverne (1913) transformé en « affaire », alors qu'il ne s'agissait, au départ, que de la réaction d'un jeune officier un peu raide.*

*Quant à l'affaire du Maroc, elle fut l'œuvre de Delcassé, irréductible ennemi de l'Allemagne. Le 8 avril 1904, l'Angleterre accorde à la France, pour la sécurité des frontières algériennes, le droit de* « veiller à la tranquillité intérieure du Maroc » *et même de* « prêter au gouvernement marocain l'appui dont il peut avoir besoin pour la réorganisation de son administration, de ses finances, de son armée. » *En réalité, l'accord franco-britannique porte sur le dépeçage du Maroc. L'objectif de Delcassé est de mettre la main sur le Maroc et d'en finir avec le sultan, lequel est privé de l'exercice du contrôle douanier en février 1905. Lorsque le 31 mars 1905, Guillaume II arrive à Tanger, ce n'est pas à l'improviste. Son intention n'est pas d'intimider, mais de rappeler certains principes politiques.* « J'espère, *dira-t-il* qu'un Maroc libre sous la souveraineté du sultan, demeurera ouvert à la concurrence pacifique de toutes les nations sur la base d'une égalité totale. » *Il ajoutera :* « Je suis décidé à faire tout ce qui sera en mon pouvoir pour y sauvegarder les intérêts allemands. »

*En 1935, Jacques Bainville voudra bien reconnaître qu'*« en disposant ainsi du Maroc, la France et l'Angleterre avaient fourni un grief à la politique allemande ».

*Il faut en finir avec le cliché du « méchant Kaiser » et dire enfin combien fut stupide l'aveuglement germanophobe du nationalisme français...*

Charles Kraft

## Pierre Biétry

*Permettez-moi d'ajouter quelques renseignements à l'excellent article de Jean-Jacques Mourreau sur Pierre Biétry (n° 27,* Les Jaunes contre les Rouges*). Contrairement à ce qui est couramment affirmé, Pierre Biétry n'a jamais appartenu au POF de Jules Guesde (parti marxiste et collectiviste) ; en 1895, il avait adhéré au Parti socialiste révolutionnaire de Vaillant. Le PSR était de tradition blanquiste. Son responsable dans le département du Doubs se nommait Henri Perrin. C'est lui qui recruta Biétry. (cf.* Cahiers d'études comtoises *n° 10, Daniel Vasseur :* Les Débuts du mouvement ouvrier dans la région de Belfort-Montbéliard, 1870-1941*). Ce point de détail est important lorsque l'on sait que le parti blanquiste avait participé à la coalition boulangiste. A l'image de « l'Enfermé », la plupart des chefs blanquistes (Eudes, Granger) étaient « patriotes », rejetaient l'internationalisme et le marxisme (à l'exception de Vaillant). Cette précision n'est pas négligeable pour comprendre le « glissement » ultérieur de Biétry. De même qu'il est utile de savoir que Biétry avait rencontré, en Suisse, Pierre Kropotkine pour lequel il éprouvera, jusqu'à la fin de sa vie, une forte admiration (il l'appelait familièrement « Pierre »), cf.* Le Trépied. *L'anarchiste Kropotkine déclarera, en 1914, que la guerre menée par la France était une guerre juste et nécessaire. Nous mesurons mieux la distance qui séparait les blanquistes de vieille tradition communarde aux guesdistes internationalistes et marxistes. Biétry s'est toujours considéré comme* « socialiste » *mais* « sans le mot ! »*, ajoutait-il.*

*[En 1914], âgé de 42 ans, Biétry bénéficiait d'une affectation spéciale, mais il demanda à servir sur le front. De 1914 à 1916, simple soldat dans un régiment d'infanterie, il se battra dans les tranchées de l'Artois et de l'Aisne. il laissera, sous forme d'articles, des souvenirs de tranchées qui rappellent, par le stylo, les récits du* Feu *de Barbusse. [...]*

*M. Sternhell terminait son chapitre [de* La Droite révolutionnaire*] en écrivant :* « Eût-il été capable de tenir jusqu'à la fin de l'été 1914, le chef des Jaunes eût assisté à de bien curieux événements : le prolétariat français répondant « présent » et Gustave Hervé changeant le titre de *La Guerre sociale* en *La Victoire* ». *Mais Biétry a vu tout cela ; il a vu ses adversaires d'autrefois se jeter dans l'Union Sacrée et il en a bien ri. [...] Quant à M. Rioux (dans une revue historique de septembre 1978), il envoie, en 1885, Pierre Biétry* « barouder » *en Algérie. Le* « baroudeur » *était alors âgé... de 13 ans !*

M. Barizon

## Le genêt des Jaunes

*J'ai été très intéressé par l'article de Jean-Jacques Mourreau, paru dans le numéro 27, sur les Jaunes qui est un sujet vraiment neuf. Est-il possible de connaître la symbolique du genêt évoqué par votre collaborateur ?*

Guy Valdepierre

**Sur la symbolique du genêt que les Jaunes opposent à l'églantine des Rouges, Biétry fait état de la coutume qu'avaient les corsaires, lorsqu'ils partaient en course, de planter *« sur le grand mât de leur navires une poignée de genêts fleuris. Bientôt le rude souffle de la mer éparpillait les pétales morts sur les flots, et alors restait rugueux, impertinent et résistant à tous les vents jusqu'au retour, le balai de bruyère dépouillé de ses parures dorées, mais symbole quand même de la terre de France, qui va, généreuse toujours, belliqueuse quelquefois, au-devant des iniquités pour les combattre, à la rencontre de la misère pour lui tendre une main secourable. »* in *Le Socialisme et les Jaunes.* Plon-Nourrit, 1906.**

**J.-J. M.**

## Curzio Malaparte

*Je me permets d'apporter un complément à ce qui a été écrit dans votre dernier numéro sur Curzio Malaparte. Après avoir effectivement subi une période d'emprisonnement de 5 ans sur ordre de Mussolini, il fut envoyé en juin 1940 dans une unité de l'armée italienne du val d'Aoste en qualité de correspondant de guerre. Il a retracé ses impressions dans* Il Cielo è cieco *(*Le Soleil est aveugle*, réédité en 1987 en Folio poche).*

Christophe Merloz